

Jeudi 6 Octobre 1983

UNE SEMAINE
D'INFORMATION
SUR LES MALADIES
DU CŒUR

Lire page 12 l'article
de JEAN-YVES NAU :
« L'âge d'or de la cardiologie »

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Asie
méditerranéenne, 1,80 DM ; Australie, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 95 c. ; G.-B.,
50 p. ; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ;
Liban, 350 P. ; Libye, 0,360 DL ; Luxembourg, 27 f. ;
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,78 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ;
Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.
Tarif des abonnements page 2
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65672 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le sommet franco-africain M. Walesa, prix Nobel de la paix

Sans illusions

Dixième en date des « réunions de famille », — an demeurant bien élargies désormais, — la conférence franco-africaine de Vittel n'a pratiquement traité que du Tchad. Il est vrai que le sujet s'imposait doublement. Jamais encore de telles assises ne s'étaient tenues alors que le territoire d'un Etat membre était occupé en partie par l'armée d'un de ses voisins, en l'occurrence la Libye. Jamais encore la France, qui s'était pourtant déjà engagée dans un conflit vieux de dix-sept ans, n'avait envoyé au sud du Sahara autant d'hommes de ses meilleures unités, disposant d'un tel matériel et chargés d'une mission apparemment durable.

S'étant porté aussi nettement en première ligne sur le terrain, M. Mitterrand a adopté à Vittel une position en retrait, laissant à ses hôtes africains le soin de rechercher une solution et, notamment, de relancer une négociation par le canal de l'Organisation de l'unité africaine. Il n'est toutefois pas parvenu à dégager un consensus sur un texte qui eût marqué le succès de la conférence. Le pouvoir il est vrai que certains des trente-huit autres participants étaient en désaccord avec sa politique.

Certes, le rappel insisté du « dogme » de l'indivisibilité des frontières et l'accent mis sur la nette majorité ne sont pas des résultats insignifiants. Le problème n'est pas pour autant résolu. Si la plupart des Africains se félicitent de la disponibilité du président Hissène Habré à l'égard de négociations, nul ne croit qu'il puisse se rapprocher de la Libye ni que celle-ci soit disposée à lâcher le gage pris. Si l'on en croit les services de renseignements français, la chasse libyenne a multiplié les vols de reconnaissance dans le nord du Tchad pendant la conférence de Vittel, sans doute parce qu'elle redoutait que les forces de M. Hissène Habré ne prennent des initiatives locales. Il paraît peu probable, d'autre part, que le colonel Kadafi puisse se satisfaire d'un élargissement du gouvernement de N'Djamena à des personnalités ventrues ou, même, qui ont accepté sa protection.

Faisant sans doute allusion à cette dernière éventualité, l'agence libyenne de presse Jana a lancé, mardi, une nouvelle attaque contre la France — « pays au passé colonialiste bien connu », — l'accusant d'avoir, à Vittel, « projeté un coup d'Etat silencieux en vue de diviser le continent africain ». Tripoli estime que le sommet franco-africain « ne répond pas aux intérêts des Africains » puisqu'il est présidé par un pays « qui continue à pratiquer la politique de la canonnée dans ses rapports avec les autres Etats ».

Il paraît pour le moment au-delà des pouvoirs de l'O.U.A. de parvenir à tempérer la volonté du colonel Kadafi de se doter d'un « glacis » tchadien. De même, imagine-t-on mal que M. Hissène Habré, quels que soient les soucis que lui causent les abus commis par ses troupes dans le Sud, cède sur le fond au moment précis où le sommet de Vittel consacre sa stature d'homme d'Etat. La volonté d'« encourager », serait-ce sans illusions, la négociation a certes marqué ce sommet franco-africain. Mais elle se heurte pour le moment à un antagonisme trop irréductible pour pouvoir déboucher sur un accord.

La conférence de Vittel n'a pas permis de dégager un consensus sur le conflit tchadien

De notre envoyée spéciale

Vittel. — La dixième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique s'est achevée, le mardi 4 octobre au soir, à Vittel, sur une fausse note. Une déclaration finale sur le Tchad, sujet essentiel des débats, n'a pu être officiellement publiée en raison des réserves émises par le Congo et le Bénin.

Toute la journée pourtant, les contacts s'étaient succédés, et M. Sekou Touré n'a pas ménagé ses efforts dans les couloirs du Grand Hôtel pour gagner à la cause du Tchad le plus grand nombre de ses pairs.

Dressant, au cours d'une conférence de presse, un bilan de ces deux jours de débats, M. Mitterrand a voulu insister sur les points de convergence entre les trente-neuf Etats représentés à Vittel.

« Deux principes, a-t-il déclaré, marquent les limites de l'intérieur desquelles nous comptons avancer : premièrement, le respect de l'intégrité du territoire du Tchad et, deuxièmement, la priorité accordée à la négociation nécessaire à la recherche d'une solution pacifique ».

« Par quels moyens ? Là, les choses se compliquent, a poursuivi le président de la République. La recherche conséquente de la conciliation entre Tchadiens eux-mêmes doit se faire de telle sorte qu'aucune fraction de l'opinion ne puisse être écartée ».

FRANÇOISE CHAPAUZ.
(Lire la suite page 6.)

L'application de la loi sur l'audiovisuel

(Lire page 24 le premier de deux articles de M. Georges Filliol, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.)

AU JOUR LE JOUR

Humanité

Les secrétaires d'Etat à la santé et à la famille viennent de diffuser une circulaire pour hâter l'humanisation des hôpitaux d'enfants. Formi les recommandations, on insiste sur le devoir d'informer, de mieux accueillir, de tenir compte de la détresse psychologique des petits malades et de leurs parents, de les traiter avec humanité.

Cela signifie, a contrario, que ces principes n'étaient pas admis partout. Triste époque puisqu'il faut décréter la tendresse et le bon sens.

BRUNO FRAPPAT.

UN LIVRE DE GILLES DELEUZE SUR LE CINÉMA

Portrait du philosophe en spectateur

Le 7 octobre sort en librairie le nouveau titre de Gilles Deleuze : « Cinéma-1 l'image-mouvement » (1). « Cette étude n'est pas une histoire du cinéma, écrit Gilles Deleuze dans son avant-propos, mais un essai de classification des images et des signes tels qu'ils apparaissent au cinéma. (...) Nous ne présentons aucune reproduction qui rendrait illustrer notre texte, parce que c'est notre texte au contraire qui voudrait être qu'une illustration de grands films dont chacun de nous a plus ou moins le souvenir, l'émotion ou la perception. »

« Votre livre précédent était une monographie de Francis Bacon (2) : comment êtes-vous passé de la peinture au cinéma ? Y avait-il l'ombre d'un projet dans cet ordre de passage ? — Je ne suis pas passé de l'une à l'autre. Je ne crois pas que la philosophie soit une réflexion sur autre chose, peinture ou cinéma. La philosophie s'occupe de concepts : elle les produit, elle les crée. La peinture crée un certain type d'images, lignes et couleurs. Le cinéma crée un autre type d'images, des images-mouvement et des images-temps. Mais les concepts eux-mêmes sont des images, ce sont des images de pensée. Ce n'est pas plus difficile, ni plus facile, de comprendre un concept que de regarder une image. »

« Il ne s'agit donc pas de réfléchir sur le cinéma, il est normal que la philosophie produise des concepts qui soient en résonance avec les images picturales d'aujourd'hui, avec les images cinématographiques, etc. Par exemple, le cinéma construit des espaces particuliers : des espaces vides, des espaces dont les morceaux n'ont pas de connexion fixe. Mais la philosophie aussi est amenée à construire des concepts spatiaux qui correspondent avec les espaces du cinéma, ou bien avec les espaces des autres arts, de la science... Il y aurait même des points d'indivisibilité où la même chose pourrait s'exprimer dans une image picturale, un modèle scientifique, un concept philosophique. Et pourtant chaque discipline a son mouvement propre, ses moyens, ses problèmes. »

« Vous décrivez progressivement — et provisoirement — les objets d'étude habituels du philosophe pour vous pencher sur d'autres supports : plus modernes ? moins usés ? plus désirables ? plus distrayants ? — Peut-être pas. La philosophie a son propre support, très désirable et très distrayant. Je ne crois pas à la mort de la philosophie. Les concepts ne sont pas des choses sévères ou antiques. Ce sont des entités

modernes animées. Prenons un exemple. Maurice Blanchot explique que, dans un événement, il y a deux dimensions coexistantes inséparables : d'une part ce qui s'enfonce et s'accomplit dans les corps, d'autre part une inséparable potentialité qui déborde toute actualisation. Il construit donc un certain concept d'événement.

« Mais il peut arriver qu'un acteur soit amené à « jouer » un événement sous ces deux aspects. On pourrait appliquer au cinéma la formule zen, c'est-à-dire la « réserve visuelle des événements dans leur justesse ». Ce qui est intéressant dans la philosophie, c'est qu'elle propose un découpage des choses, un nouveau découpage : elle groupe dans un même concept des choses qu'on aurait cru très différentes, et elle en sépare d'autres qu'on aurait cru très voisines. Or le cinéma par lui-même est aussi un découpage d'images visuelles et sonores. Il y a des modes de découpage distincts qui peuvent concourir. »

Propos recueillis par
HERVÉ GUIBERT.
(Lire la suite page 17.)

(1) Cinéma-1, L'image-mouvement, Editions de Minuit, 75 F.
(2) Francis Bacon, Logique de la sensation, Editions de la différence.

Dans le Monde des arts et des spectacles

Un entretien avec LILLIAN GISH

Agée de quatre-vingt-sept ans, l'interprète des films de Griffith aux premiers temps du cinéma, est l'invitée de la Cinémathèque française.

DREYER le montreur de visages

Gertrud revient sur nos écrans, à l'occasion d'une rétrospective intégrale de l'œuvre du cinéaste danois.

LIRE PAGE 15 A 17.

LES DIFFICULTÉS DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

La glu

par PIERRE DROUIN

La pression des groupes sociaux et des intérêts catégoriels, la puissance des médias, les contraintes internationales, l'évolution rapide des techniques, limitent de plus en plus l'action économique des gouvernements.

La glu. Elle semble, au fil des années, enrober l'action des gouvernements. Le temps de réponse s'allonge entre les décisions et leurs effets. On tâtonne toujours sur la chemin de l'expansion saine. Pour survivre, la puissance sociale a dû — courageusement — mettre en place en France une mécanique d'austérité. Elle a, hélas, aussi pour effet d'accroître le chômage. L'emploi n'est guère mieux servi par la politique de droite de M. Reagan, qui a creusé un gouffre budgétaire et une énorme brèche dans le front du commerce extérieur.

Tout se passe comme si des forces irrésistibles s'enchevêtraient pour imposer leur loi, les gouvernements s'affaissant sous le poids des canalisations ou de freiner leurs conséquences les plus fâcheuses.

Plus que jamais, par temps de crise, le pouvoir politique est captif de certains groupes sociaux. Jadis c'était vrai surtout à l'approche des échéances électorales. Aujourd'hui — cela devient une ténacité — les corporatismes exercent leur emprise à tout bout de champ.

Les groupes de pression n'ont évidemment pas désarmé aux Etats-Unis, et il aurait été beau voir que M. Reagan prit la décision de casser les contrats de fourniture de céréales à l'U.R.S.S. pour la punir d'avoir foudroyé le Boeing sud-cotéen. Les fermiers américains auraient déclenché contre la Maison Blanche une campagne d'envergure.

(Lire la suite page 2.)

Le refus de l'oubli

Cette distinction, M. Walesa et tous ceux qui ont suivi avec sympathie la lutte de Solidarité en Pologne l'entendaient depuis deux ans déjà. L'acte politique qu'il avait accompli sans nul doute accomplir les parlementaires polonais laissera à certains un petit goût amer. Le comité Nobel souligne « la considérable sacrifice personnel (de M. Walesa) », sa « contribution vitale dans la campagne pour assurer la liberté universelle de s'organiser », sa « détermination à résoudre les problèmes par la négociation (...) sans recours à la violence » : ces conditions n'étaient-elles pas déjà réunies en 1982 quand M. Walesa était interné et la Pologne soumise à l'éter de guerre ?

La considération n'aurait-elle pas été à la fois plus courageuse et plus efficace ? Le comité du prix Nobel de la paix s'est montré plus eudémoniste quand, en 1975, il avait couronné M. Andreï Sekharov, un autre lutteur infatigable pour les droits de l'homme dans les pays communistes.

On aurait tort cependant de faire la fine bouche. Pour tardive qu'elle puisse apparaître, la reconnaissance de Solidarité et de son président par une des plus hautes instances morales du monde constitue un encouragement précieux pour tous les Polonais qui ne se sont pas résignés.

Elle rappelle à bon escient que le peuple polonais est contraint de tolérer un régime qu'il désapprouve, que malgré le levée de l'état de guerre, les dispositions des accords de Gdansk sont bafouées, qu'environ deux cents personnes sont encore détenues pour leurs opinions politiques... Alors que le général Jaruzelski et ses alliés soviétiques voudraient faire oublier la Pologne, l'opinion internationale, par la voix du comité Nobel affirme qu'elle n'est pas disposée à accepter le fait accompli de la « normalisation ».

Quelle sera la réaction des autorités de Varsovie ? Elles devront d'abord décider si elles autorisent M. Walesa à se rendre à Oslo, le 10 décembre, pour y recevoir son prix, et à rentrer ensuite dans son pays. Elles auront de plus en plus de mal à faire passer M. Walesa comme un « citoyen comme un autre » et elles y regarderont peut-être à deux fois avant d'engager le procès qu'elles préparent contre les anciens dirigeants et conseillers de Solidarité emprisonnés. Quand bien même ce serait la suite consécutive immédiate de ce prix Nobel de la paix, elle ne serait pas négligeable.

DANIEL VERNET.

Mini-copies
personnel
tout papier

Chez Dumas & Co

NOUVEAU

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

la plus

La décision économique

Les gouvernements s'empêchent de plus en plus dans leur action. Pierre Drouin en analyse les multiples raisons et constate que les théories économiques ne sont plus d'un grand secours. Les experts non plus, estime Henri et Laurent Modiano. Malgré eux, les États-Unis leur paraissent sortis du tunnel. Mais certains remèdes conduisent à d'autres maux, et P.-O. Lapie nous parle des nouveaux pauvres en Grande-Bretagne.

Qui sont les pauvres ?

par P.-O. LAPIE (*)

On entend tellement parler de l'élévation du niveau de vie dans les pays industrialisés que la question semble absurde. De toute évidence, il n'y a plus de pauvres. La pauvreté, l'indigence, la misère, de quelque nom qu'on la désigne, n'existe certainement plus.

Détrompez-vous. Une enquête menée en Grande-Bretagne (1), rapportée par le *Sunday Times* et n'ajoutant rien de plus, prouve le contraire. Sur 30 millions d'habitants, plus de 5 millions se déclarent pauvres — si l'on se le dit crûment — à plein temps et 12 millions se considèrent comme pauvres de temps à autre.

Par une méthode bien britannique, l'enquête, en lieu de procéder par abstraction — calculs, courbes, statistiques sur les montants des revenus et leurs moyennes — a été menée de façon pragmatique : quels sont les besoins essentiels d'une vie décente ? Combien de gens en manquent-ils ?

Les réponses à ces questions pratiques ont stupéfié l'opinion britannique. On a ainsi découvert tout à

1. — Pour le logement : 3 millions d'Anglais ne bénéficient d'aucun chauffage ; plus de 4 millions vivent dans des logements humides ; 1 million réclame une salle de bains ou un w.-c. non commun à plusieurs familles ;

2. — Pour l'habillement : plus de 7 millions auraient besoin d'un manteau chaud et d'une paire de souliers de rechange (toutes saisons) ; 3 400 000 ne peuvent acheter de

Un signal au chancelier de l'Échiquier

Evidemment, certaines revendications ne se seraient pas élevées il y a vingt-cinq ans : le progrès général a suscité de nouveaux besoins, par exemple les sanitaires, le chauffage, les congés. Même, dans une enquête préliminaire sur 33 articles indispensables à une vie décente, beaucoup de personnes interrogées ont insisté sur la nécessité d'avoir un tapis dans la salle de séjour, un réfrigérateur, une machine à laver et, surtout (51 % de la population), la télévision.

(*) Membre de l'Institut, ancien ministre.

Il n'en demeure pas moins que certains besoins essentiels de logement, de vêtements et de nourriture ne sont pas satisfaits.

Qui sont ces nouveaux pauvres de Grande-Bretagne ? Les 3 millions de chômeurs, les 900 000 personnes seules, les vieillards et impotents et les salariés les plus mal payés.

La réaction ne s'est pas fait attendre : surpris et indignés, la plupart des Anglais accepteraient une augmentation de l'impôt sur le revenu (un penny par livre) s'ils étaient assurés que ce prélevement libérerait tant de malheureux de leur état misérable. Beau signal adressé au chancelier de l'Échiquier !

N'en serait-il pas de même en France ? Au lieu d'avalanches de chiffres et de moyennes, qu'on nous montre pratiquement quels besoins essentiels à la vie ne sont pas satisfaits, combien et où chez les Français sont pauvres.

Puis, au lieu de disperser des crédits entre des nations en rupture de paiement, des industries en faillite et des organismes plus ou moins bien contrôlés, si des buts précis étaient visés et atteints pour relever la condition des pauvres en France, alors pourrait se déclencher un vrai mouvement de solidarité nationale.

(1) L'enquête a été menée par MORI (Market and Opinion Research International) du 15 au 24 février 1983, sur un échantillon de 1 174 personnes de seize ans et plus, dans 30 points d'observation dispersés sur tout le territoire de la Grande-Bretagne.

Les experts

par HENRI MODIANO (*) et LAURENT MODIANO (**)

On appelle « expert » celui qui annonce avec régularité des événements qui ne se produisent pas, ne ceux qui se produisent et explique ensuite pourquoi, contre toute apparence, il en a raison et peut se glorifier. Le monde est — si nous osons dire — riche. Et la grande Amérique a, comme de toute richesse, sa large part.

En 1981 et 1982, les « experts » américains se sont déchaînés : ce président Reagan était trop drôle. Il fallait fustiger sa politique et, comme on coiffe la tête d'un clown, affubler cette politique d'un nom ridicule — *Reaganomics* — dont les experts pourraient se gausser.

Qu'on les comprenne : d'abord le choix des hommes. Qui donc Reagan avait-il été chercher pour en faire son ministre du Trésor ? Un expert ? Non point ! Mais le plus fameux agent de change d'Amérique, le président de la célèbre Merrill Lynch. Et il plaçait un peu partout des hommes d'affaires à succès ! Quelle insolence et quelle insouciance !

Ensuite la politique qu'il engageait avec eux : réduire les dépenses de l'État fédéral (à l'exception de la défense). Demander moins d'impôts aux citoyens afin de laisser plus d'argent disponible pour l'investissement. Réduire la durée des indemnités de chômage pour ne pas créer de « chômeurs professionnels ». Mais, parallèlement, faire en sorte, en allégeant leurs charges, que les entreprises puissent vendre davantage, donc produire et embaucher ! En somme, faire créer des emplois au lieu de « soigner » le chômage.

Quelle politique stupide ! Ajoutons que Reagan mobilisait sa nation sur des thèmes scandaleux : *law and*

order, travail, assiduité, patriotisme, épargne, profits, investissement.

Cette politique, disaient nos « experts », allait mener l'Amérique à la catastrophe. Le spectre de 1929 ressortait du placard. On ne pouvait même plus rire des *Reaganomics*. La situation était trop grave. L'Amérique, le monde entier étaient en péril.

Trois ans ont passé. Lentement d'abord, vigoureusement ensuite, l'économie américaine a relevé la tête. L'industrie automobile a doublé ses ventes mensuelles entre février 1982 et mai 1983. Le bâtiment fait encore mieux et les mises en chantier étaient en juin 1983 les plus nombreuses de l'histoire de l'Amérique. Surtout, le plus grand magasin du monde (2 000 succursales) bat ses records de 21 % en juin ! Et l'inflation est jugulée à moins de 4 % par an.

Egayée par le vent frais du matin de la reprise, la Bourse américaine a littéralement explosé : 50 % de hausse en quelques mois. Et argent facile, coulé dans les vaisseaux de l'économie, ramène la belle engouerie, et voici que, partout, refleurissent les pancartes d'embauche. L'Amérique s'étire, s'étend, s'effondre de sa vigueur retrouvée, oublie peu à peu les années noires, Carter, Tébérin, la crise.

Et les « experts » dans tout cela ? Pour la première fois depuis longtemps, on ne les entend guère ! Un célèbre proverbe américain dit : « Si tu ne sais pas faire, conseille. Si tu ne sais pas conseiller, enseigne. Peut-être conviendrait-il d'ajouter : « Si tu ne peux même pas enseigner, sois « expert ».

(*) Ancien député.

(**) Étudiant à Yale University.

La glu

Enfin, les théories économiques ne paraissent plus d'un grand secours pour aider les États à se débarrasser de ces banderoles. Si M. Valcker a été reconduit à la tête de la Réserve fédérale, ce n'est pas parce qu'il était plus monétariste, keynésien, ou adepte de la « théorie de l'offre » que son principal rival, M. Alan Greenspan, mais sans doute parce que ses mérites personnels (par exemple adopter une ligne dure sur la question de l'inflation) l'ont emporté (2).

Depuis 1970, on sait bien qu'une récession ne suffit plus à enrayer rapidement l'inflation, et la question est de savoir si la déflation définitive est la réponse à l'économie ? à diviser aujourd'hui les économistes. Les uns

restent fidèles aux affirmations de Keynes à ce sujet, alors que d'autres soutiennent que les déficits occasionnent une hausse du loyer de l'argent et étouffent la reprise.

Les faits n'ont plus la complaisance d'antan : celle de s'inscrire dans un cadre théorique relativement simple. Du temps des vaches grasses, les contre-performances économiques étaient tellement difficiles, sur le chapitre de l'expansion, que n'importe quelle théorie pouvait coller avec la réalité. Certains experts affirmaient avec superbe qu'on avait trouvé le moyen de juguler définitivement les crises, par exemple grâce à la fine articulation (*fine tuning*) des politiques monétaire et budgétaire. Comment naviguer aujourd'hui ?

De plus en plus de praticiens qui se sont collés avec les réalités de la vie économique essaient d'insuffler à nos gouvernements l'idée que seules l'initiative des producteurs, la décentralisation des décisions, l'adaptation rapide aux changements perçus, ou, encore mieux, prévus sur le marché, semblent davantage entendues.

vidus et des groupes, la création de pseudo-marchés, chaque fois que c'est possible, etc.

Depuis un certain temps, également, des idées cheminent pour « désengluier » la politique sociale (7). Mais le gouvernement y reste encore fort allergique, malgré l'irrésistible ascension des prévisions obligatoires, due notamment au ralentissement de la croissance.

Pour se débarrasser des adhérences multiples nées de la crise, tourner le dos à de pseudo-fatalités, l'État doit lutter de plus en plus contre sa propension à trop embrasser. Il doit déléguer le plus possible de ses pouvoirs à ceux qui touchent au plus près les réalités. « Garant et non gérant » (8). PIERRE DROUIN.

(1) Lire Jean Chesneau, *De la modernité*. Édit. la Découverte-Maspero.

(2) Lire l'article de R.-J. Samelson dans l'*International Herald Tribune* du 24 juin 1983, reproduit dans *Projet économique*, du 18 août 1983 (la Documentation française).

(3) *Équipements moteurs et projets pilotes touristiques*, université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille, juin 1983.

(4) *Libération* du 5 septembre 1983.

(5) *L'après-midi est commencée*. Gallimard 1982 (le Monde du 25 janvier 1983).

(6) Editions Economica, 1983 (le Monde du 13 septembre).

(7) Lire *Décentralisation et politiques sociales*. Actes du colloque organisé à Grenoble du 18 au 20 janvier 1983, par le CEPES (Centre d'études et de formation sur la planification et l'économie sociale). Édition CEPES/Futuribles, 55, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

(8) Yves Canina dans la revue *le Débat* de septembre 1983.

LU

« LE PUBLICTOR », de B. Brochand et J. Lendrevie

La « pub » de A à Z

Une femmeuse trouvaille de Woody Allen : « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir... » connaît un nouvel avatar. A grand renfort d'affiches et de placards publicitaires, les éditeurs Delux ont lancé au début de l'été le *Publictor*. Une véritable encyclopédie qui fait pénétrer le lecteur au cœur de cet univers fascinant et étonnant qu'est, pour les profanes, le monde de la publicité.

Les auteurs savent de quoi ils parlent : Bernard Brochand est aujourd'hui vice-président directeur général d'Eurocom (groupe Havas), Jacques Lendrevie est professeur de marketing et de publicité au CESA, après avoir été notamment conseiller technique en communication dans des cabinets ministériels. Ils connaissent leur sujet sur la bout du stylo, et nous guident dans le labyrinthe de la « copy-stratégie », dans le caparotisme des créatifs, dans la jungle des messages, de cibles en médias-plannings, des théories « stimulus-réponse » aux échecs d'espèces. Brochand et Lendrevie dissèquent, de A à Z, la réalité multiforme de la publicité, de ceux qui la font, de ceux qui l'emploient, de ceux qui la reçoivent.

Et c'est une surprise : ce gros manuel de cinq cent soixante-dix pages, bourré de graphiques, de tableaux et d'exposés didactiques, n'arrive pas à être totalement complet car il va devenir : un livre d'étude, la bible des étudiants des écoles de gestion et des « commerciaux » en tout genre. Il est aussi passionnant, parce qu'il décrypte, malgré le jargon, un domaine capital pour l'économie, mais également pour chacun d'entre nous. La publicité nous concerne tous. Et en a toujours eu envie de savoir comment s'était fabriqué... Signalons un morceau de bravoure tous publics : l'histoire d'un message publicitaire, racontée par un journaliste stagiaire chez Havas-Conseil. Et un retour en arrière agréable sur dix grandes

campagnes de publicité, de la Renault-5 au Crédit agricole en passant par Darty et le Club Méditerranée.

Page 10, parmi les définitions liminaires de la « pub », on peut lire : « Il n'appartient pas à la publicité d'être un miroir réaliste et sans complaisance d'une société. Ceux qui le lui demandent se trompent sur son rôle et sur sa raison d'être... Dans quel but, et au nom de quoi, les annonceurs commanderaient-ils la mort ? La publicité n'aime pas les esprits chagrins. Ils le lui rendent bien. A moins d'être encore un tour de force de la « pub » : provoquer chez la même personne le vieux réflexe intellectuel publicitaire et lui faire sitôt le célèbre air des bas Dim... »

YVES AGNÈS.

* Le *Publictor*, collection « Delux Gestion », série Marketing, 250 F.

● Les métiers de l'information et de la communication. — Les éditions Génération, qui publient notamment le mensuel *Les Docteurs de l'étudiant*, viennent de faire paraître un petit ouvrage pratique destiné aux lycéens et aux étudiants qui cherchent à s'orienter vers les métiers de la communication. Il dresse à grands traits l'inventaire des formations et des débouchés, en limitant le propos à quelques secteurs : journalisme, relations publiques, publicité, documentation. On aurait aimé une vision plus fouillée, plus prospective et plus large d'un secteur en pleine mutation, où les emplois qui vont s'y trouver demain ne ressembleront pas à ceux d'aujourd'hui. Un guide classique, mais des efforts de lisibilité, et une vision de l'intérieur du monde des médias.

* Les *Métiers de l'information et de la communication*, de Philippe Condé et Michel Silvea, éditions Génération, collection « L'étudiant pratique », 192 pages, 45 F.

VOTRE ORDINATEUR enfin, le magazine pratique de l'ordinateur à la maison

16F chez votre marchand de journaux

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 867 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque

postal (trois volets) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines ou plus) :

nos abonnés sont tenus à fournir leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les uns après les autres

en capitales d'imprimerie.

EUROPE

Italie

La période maximale de détention préventive est réduite de dix à huit ans

De notre correspondant

Rome. — Le conseil des ministres a approuvé, mardi 4 octobre, onze projets de lois prévoyant des modifications du système judiciaire, et notamment de la détention préventive. A plusieurs reprises, tant en Italie qu'à l'étranger, des critiques de plus en plus nombreuses ont été émises contre la durée d'un emprisonnement qui, en raison des lois antiterroristes, peut durer dix ans et huit mois avant que l'ensemble des instances judiciaires se soit prononcé. Le cas des inculpés dans le procès du 7 avril (dont M. Toni Negri) est à cet égard significatif : plus de quatre ans de prison avant que le procès ne commence.

Les réformes adoptées par le gouvernement Craxi sont timides et se situent en fait dans la ligne de la démocratie chrétienne qui estime qu'il n'est pas encore temps de lever les mesures d'exception adoptées lors que les terroristes étaient le plus actif.

Les temps de prison préventive seront réduits d'un quart et ne pourront dépasser les deux tiers de la peine maximum encourue par la personne arrêtée. Eu d'autres

termes, de dix ans et huit mois, la durée de l'emprisonnement avant la sentence définitive sera ramenée à huit ans. Ces dispositions ne concernent pas les procès en cours. Il est prévu un dédommagement financier pour ceux qui pourront prouver qu'ils ont été arrêtés injustement.

Désormais, le tableau de la prison préventive en Italie se présente de la manière suivante : en cas de délits et de crimes terroristes ou mafieux, l'instruction peut durer deux ans (supplémentaire de dix ans et huit mois) ; le procès en première instance doit avoir lieu avant quatre ans après l'arrestation ; l'appel dans les six ans, et la cassation avant huit ans. Pour les crimes encourant une peine supérieure à vingt ans, la durée est respectivement de un an et six mois pour l'instruction, de trois ans pour la première instance, de quatre ans et six mois pour l'appel, de six ans pour la cassation. Pour les crimes encourant des peines de moins de vingt ans : neuf mois (instruction), un an et six mois (première instance), deux ans et trois mois (appel), trois ans (cassation).

Ph. P.

Le garde-fou de la Convention des droits de l'homme

En France comme en Italie, la durée de la détention provisoire fait l'objet de controverses fréquentes. Il n'existe pas dans la législation française de règles particulières applicables aux terroristes. Mais il n'existe pas non plus de butoir au-delà duquel un criminel doit être jugé, soit remis en liberté. De sorte qu'on peut très bien imaginer une détention provisoire se prolongeant éternellement.

Dans l'hypothèse où un juge d'instruction français refuse les demandes de mise en liberté d'un criminel, celui-ci peut saisir la chambre d'accusation. Mais si celle-ci se range à l'avis du juge d'instruction, il ne reste plus à l'inculpé qu'à attendre le verdict du jury, qui peut être définitif. Mais elle pour- rait le faire prochainement.

M. Pierre de Verga, le principal condamné de l'offensive de Broglio, qui se plaignait d'avoir été détenu durant cinq ans sans être jugé. Il in-

voquait la convention européenne des droits de l'homme, applicable également en Italie, qui prévoit qu'une personne incarcérée « a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ».

Pour d'autres motifs juridiques, M. Pierre de Verga n'a pas obtenu gain de cause. Mais il est probable que dans son cas la Cour de Strasbourg aurait appliqué la jurisprudence qui est la sienne en la matière, à savoir qu'une détention provisoire, même prolongée, ne peut être considérée comme abusive lorsqu'il s'agit d'une affaire complexe.

Curieusement, la commission des droits de l'homme n'a jamais eu à se prononcer sur la durée de la détention provisoire applicable aux terroristes italiens. Mais elle pourrait le faire prochainement. M. Vanni Mulanaris, détenu dans ce pays depuis le mois de février 1982, a, en effet, déposé un recours pour détention provisoire abusive.

Danemark

Importante manifestation contre la politique de rigueur

De notre correspondante

Copenhague. — A l'appel d'une série de syndicats, soixante mille personnes environ ont manifesté, le mardi 4 octobre, contre la politique d'austérité du gouvernement de centre droit, devant le Parlement, pendant que le premier ministre, M. Schlüter (conservateur), prononçait le traditionnel discours du trône.

C'était le deuxième discours du trône de M. Schlüter, dont le cabinet ministériel a été formé le 10 septembre 1982. Le texte apparaît moins théorique et plus souple que le précédent. Contrairement à ses prédécesseurs sociaux-démocrates, M. Schlüter n'a consacré que quelques paragraphes à la politique étrangère. Il s'est intéressé presque exclusivement à la politique intérieure et plus spécialement au redressement de la situation finan-

cière du pays. Il ne prévoit le succès que vers la fin de cette décennie à cause de l'importance de la dette extérieure. M. Schlüter n'a rien apporté de nouveau sur les mesures prévues : augmentation des cotisations de chômage salariales et patronales, ticket modérateur imposé aux revenus les plus élevés pour les soins de santé dans les hôpitaux, etc.

Le premier ministre a insisté sur le désir de son gouvernement d'essayer de favoriser les investissements pour relancer la production qui, depuis la baisse très importante des taux d'intérêt, semble reprendre légèrement. Il n'a également exprimé son intention d'opérer une véritable réforme fiscale. Mais combien de fois ses prédécesseurs n'ont-ils pas déjà émis ce même vœu pieux !

CAMILLE OLSEN.

(Publicité)

LES CAHIERS DU FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX

Revue trimestrielle

L'U.R.S.S. a déployé ses SS-20. Les Etats-Unis doivent installer leurs Pershing. L'Europe est le lieu de ce gigantesque face-à-face. Partout, les pacifistes de tous bords manifestent.

Des spécialistes, des généraux, des pacifistes en débatent : R. BAHRO, M. BEAUD, J. BRUNSCHWIG, C. BUS, H. CARRERE D'ENCAUSSE, G. CHARPAK, J. ELLENSTEIN, A. FONTAINE, J. FREYSS, P. GARNIER, F. CEZE, R. CIRIAULT, J. HUNTZINGER, J. KLEIN, B. KOUGHNER, J. PAUCOT, L. POISSIER, A. SANGUINETTI, W. SCHUTZ, L. SCHWARTZ, S. STROMBACH, M. VOULENSKY.

Vente du numéro (éd. 1983) au siège : Forum pour l'indépendance et la Paix, 23, rue Bréa, 75006 Paris (40 F + 5 F port). Abonnement (4 numéros) : 150 F.

République d'Irlande

Un différend sur la politique d'austérité menace la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Dublin. — L'annonce par le premier ministre, M. Garret Fitzgerald, de nouvelles mesures d'austérité a provoqué une crise au sein de son gouvernement de coalition, auquel participent le parti Fine Gael (centriste), qu'il dirige, et le parti travailliste de M. Dick Spring. Vendredi 30 septembre, une réunion du cabinet a dû être ajournée pour permettre aux deux leaders de régler leur différend sur la politique budgétaire.

M. Fitzgerald et d'autres ministres de son parti avaient provoqué la colère de leurs collègues travaillistes (qui détiennent quatre des seize portefeuilles) en déclarant que l'objectif visant à enrayer le déficit budgétaire sur une période de cinq ans ne pourrait être atteint sans une réduction des dépenses publiques de l'ordre de 500 millions de livres irlandaises en 1984. Cela aurait des répercussions profondes dans les domaines de la santé, de l'éducation nationale, des services sociaux, et surtout sur le chômage croissant, qui frappe déjà deux cent mille personnes, soit 16 % de la population active.

Le pays traverse une crise économique grave, accentuée par un déficit budgétaire de près de 1 milliard de livres irlandaises, soit plus de 8 % du P.N.B. Ce déficit, qui ne cesse d'augmenter depuis dix ans, ayant été financé par des emprunts extérieurs, le pays a actuellement une dette de 3,7 milliards de livres.

Les deux partenaires gouvernementaux ainsi que le principal parti d'opposition, le Fianna Fail, sont d'accord sur la nécessité de remédier au mal fondamental de l'économie du pays. Mais le parti travailliste, qui n'a obtenu qu'environ 11 %

des voix aux dernières élections législatives de novembre 1982, craint qu'une politique économique et sociale trop austère n'entraîne une défaite écrasante au prochain scrutin. L'exécutif du parti a d'ailleurs accepté avec mauvaise grâce la coalition avec le Fine Gael, qu'il estime être une formation conservatrice, au moins en matière économique. Les deux syndicats les plus importants du pays, qui sont affiliés au parti travailliste, ont déclaré, la semaine dernière, qu'ils n'accepteraient pas de réduction des dépenses publiques.

Il est donc difficile de prévoir la stratégie que peut adopter M. Fitzgerald. Il a exclu toute augmentation des recettes de l'Etat par la fiscalité directe ou indirecte. Le taux de la T.V.A. varie déjà de 18 % à plus de 30 %, et l'impôt sur les salaires se situe entre 40 % et 65 %, en moyenne.

Fusiles manifestations ont eu lieu ces dernières années pour réclamer un système fiscal plus équitable. On admet que le gouvernement pourrait faire des économies dans le secteur public où le budget de plusieurs grandes entreprises comme la Compagnie des transports d'Etat (CIE) et la Compagnie d'électricité d'Etat (E.S.B.) est largement déficitaire. Mais pour les syndicats et le parti travailliste, une rationalisation dans ce domaine est exclue, car elle entraînerait une augmentation du chômage.

Les efforts des divers gouvernements précédents pour faire face aux difficultés économiques ont déjà abouti à trois élections en trois ans. Personne, sauf peut-être le parti d'opposition, ne souhaite un retour aux urnes dans un proche avenir.

Cette nouvelle crise semble toutefois indiquer que le gouvernement Fitzgerald, même s'il dispose d'une majorité absolue au Parlement, n'est pas beaucoup plus solide que les précédents.

JOE MULHOLLAND.

M. Walesa, prix Nobel de la paix

(Suite de la première page.)

Il travaille comme électricien : il est mis à la porte, comme il le sera au printemps 1980 d'une autre entreprise où il a constitué une « commission ouvrière » contre les licenciements.

Entre-temps, il rejoint le petit groupe du Comité fondateur des syndicats libres, et fait la connaissance des animateurs du KOR. Il a le loisir d'expérimenter toutes les finesses de la méthode de la répression douce pratiquée sous les auspices du premier secrétaire du parti de l'époque, M. Edward Gierek.

Arrive août 1980 : M. Lech Walesa, au chômage, entre dans l'histoire en se tenant par-dessus les grilles du chantier Lénine occupé : il se retrouve à la tête du mouvement, signe le 31 août les accords de Gdansk, et devient en un clin d'œil l'homme le plus populaire du pays, et aussi le « partenaire » obligé d'un pouvoir interloqué.

M. Lech Walesa a alors trente-sept ans, six enfants (sept à présent) et une superbe moustache. Sa vocation première est son origine populaire, et il porte son catholicisme comme un drapeau. Mais ce petit homme est avant tout un caractère, et il saura le montrer pendant les seize mois d'enthousiasme au cours desquels Solidarité brève un régime décidé à réduire le syndicat avant de l'éliminer. Un caractère qui lui a permis de tenir bon, après le 13 décembre 1981, pendant ses onze mois d'internement, isolé de ses compagnons, soumis aux pressions des autorités, qui s'efforçaient tour à tour de le récupérer, puis de détruire son image.

Les conditions dans lesquelles fut libéré le « caporal Walesa », en novembre 1982, un mois avant le départ des autres internés (et alors que sept dirigeants du syndicat attendaient toujours leur procès), avaient pu sembler douteuses : mais cet homme de foi lui a permis de renouer avec la Vierge de Czestochowa son vœu de fidélité aux « idéaux d'août 1980 », puis en rappelant qu'il se sentait toujours lié par le mandat que lui avaient confié les schénistes de Solidarność, l'actuel président du syndicat en octobre 1981.

Une attitude qui lui vaudra le respect des dirigeants clandestins du mouvement, y compris de ceux qui

éprouvaient, naguère, de sérieuses réserves sur le personnage : c'est que M. Walesa a les défauts de ses qualités : homme d'improvisation, débordant d'énergie, intuitif et parfois rusé, il est aussi imprévisible, bavard et un peu brouillon : cela ne va pas sans risques dans un contexte où l'adversaire grette chaque faux-pas, chaque imprudence, et où la surveillance constante, l'impossibilité de se concerter avec ses compagnons ou ses conseillers, rendent bien difficile la conduite d'une action réfléchie et prévoyante.

M. Lech Walesa ne s'attendait plus à recevoir le Nobel. Mais s'il me le donnent, alors je ferai quelque chose de grand », avait-il déclaré à la veille de la décision du jury. Que peut-il faire ? Depuis des mois il ne cesse de clamer, pathétique, son désir d'en revenir « à l'entente et au dialogue » avec un pouvoir qui le méprise autant qu'il le craint. Un pouvoir qui, après l'avoir traité d'homme « trop peu intelligent » pour être un interlocuteur (il était dans les premiers mois de son internement), ne ménage plus rien pour le salir, à preuve cette récente émission de télévision qui le présentait comme un millionnaire en dollars, avide de profit.

En fait, malgré son obstination, sa « modération » aussi, on voit mal comment M. Walesa, prix Nobel ou pas, pourrait encore trouver un langage commun avec l'équipe qui tient actuellement les rênes à Varsovie. S'il parvient à durer, sans trébucher, et sans perdre espoir (mais de ce côté là, il est solide), peut-être aura-t-il encore un rôle à jouer — mais quand ? Sinon, ce prix bien tardif pourrait n'être qu'un lot de consolation.

Tout au moins aidera-t-il son détenteur à préserver un peu plus longtemps son image d'homme-symbole, incarnation d'un beau rêve. C'est déjà beaucoup.

JAN KRAUZE.

● M. Mikis Theodorakis reçoit le prix Lénine de la paix. — Le compositeur grec Mikis Theodorakis a reçu mardi 4 octobre au Kremlin le prix Lénine « pour le renforcement de la paix entre les peuples ». — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Nicaragua

SITUATION TENDUE AUX FRONTIÈRES

La situation militaire demeure tendue dans le nord du Nicaragua, près de la frontière avec le Honduras. Des sources officielles sandinistes, soixante et un guérilleros des Forces démocratiques nicaraguayennes (F.D.N.), ont été tués au combat durant la dernière semaine dans la région de Jinotega, ainsi que seize gouvernementaux. Managua a, en outre, annoncé qu'un avion transportant sept personnes, des munitions et du ravitaillement destinés aux rebelles antisandinistes avait été abattu dans la région de Matagalpa, toujours au nord du pays. L'équipage a été capturé. Selon le communiqué officiel, l'appareil venait du Honduras.

A San José, d'autre part, un haut fonctionnaire du Costa-Rica, qui a demandé à garder l'anonymat, a indiqué que l'attaque menée le 28 septembre contre le poste frontière nicaraguayen de Penas-Blancas par les guérilleros partisans de M. Eden Pastora, le « commandant zéro », était partie du territoire costaricien et avait bénéficié de l'appui tacite de la garde rurale nationale.

Cependant, l'ambassadeur américain auprès de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains), M. Misdendorff, a indiqué que le traité de Rio (TIAR) pourrait être évoqué pour sanctionner toute éventuelle attaque militaire du Nicaragua contre le Costa-Rica. Le ministre des affaires étrangères de San-José, M. Fernando Volio, a souligné la même hypothèse, le mardi 4 octobre, devant le conseil de l'O.E.A. réuni pour évoquer l'attaque du poste frontière de Penas-Blancas.

Argentine

Les péronistes ont manifesté leur force en réussissant une nouvelle grève générale

Correspondance

Buenos-Aires. — La grève générale décrétée le mardi 4 octobre par les deux centrales péronistes, la C.G.T.-République argentine et la C.G.T.-Azopardo, a été un succès.

« Une grève comme seule savent la faire les péronistes », commentait avec fierté un dirigeant syndical. Presque toutes les branches d'activité ont suivi le mouvement, qui avait reçu le soutien de plusieurs organisations patronales et de l'ensemble des formations politiques.

Si cette initiative a été une réussite pour l'opposition, que peut-elle signifier à vingt-cinq jours des élections générales ? Est-elle destinée, comme l'affirment les dirigeants des centrales ouvrières, à arracher des augmentations de salaires ? Le pouvoir d'achat ne cesse, en effet, de se dégrader en raison de l'accélération de l'inflation.

Une telle situation explique la succession de débrayages dans les banques, l'industrie, les transports, l'administration et jusque dans la police, au cours des dernières semaines. Le gouvernement a fait d'importantes concessions, allant bien au-delà des limites établies par le Fonds monétaire international. Les syndicalistes reconnaissent, en privé, que la marge de manœuvre du chef de l'Etat, le général Bignone, est pratiquement nulle. Pourquoi, dans ces conditions, recourir à une mesure extrême, aux conséquences difficilement prévisibles ?

Il semble bien que les dirigeants syndicaux, qui ont négocié jusqu'au dernier moment avec le ministre du travail pour tenter d'éviter la grève, s'y sont finalement résolus afin de ne pas être débordés par leurs bases et de contrer l'influence grandissante de l'extrême gauche en milieu ouvrier. On ne peut pas oublier, en

outre, que cette grève s'est produite en pleine campagne électorale. Le péronisme a sans doute voulu démontrer que sa capacité de mobilisation restait intacte. Alfonsín (1) a réuni quatre-vingt mille personnes dans un stade, mais nous, nous pouvons arrêter le pays », entendait-on répéter mardi soir au siège de la C.G.T.-République argentine.

JACQUES DESPRES.

(1) M. Raúl Alfonsín, candidat du parti radical à la présidence de la République.

Chili

LA POLICE DISPERSE VIOLEMMENT UN CORTÈGE DE MINÉRIERS DE CUIVRE

Santiago (Reuter, A.F.P.). — La police chilienne a arrêté, le mardi 4 octobre, un cortège de mineurs de cuivre qui se dirigeait vers Santiago. Une cinquantaine de personnes ont été blessées et trente-trois arrêtées au cours de la dispersion.

M. Rodolfo Sepúlveda, président de la Confédération des mineurs de cuivre, avait pris la tête du défilé, gros d'environ un millier de personnes. Celui-ci était parti de Rancagua, à 86 kilomètres au sud de la capitale. Parmi les manifestants figuraient près de cinq cents ouvriers de la mine de cuivre d'El Teniente, située près de Rancagua, qui avaient été licenciés pour avoir participé à une grève illégale en juin dernier. M. Sepúlveda et six autres dirigeants syndicaux ont été arrêtés et relâchés quelques heures plus tard.

TWA vers et à travers les USA

Boston : vol quotidien 3.420 F*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur.

TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif Super Apex.
Tarif week-end 3.570 F.

Vous plaire nous plaît

TWA

السلامة والبيئة

Essayez
et garde
pour le
grande Cascade

AFRIQUE

Le Soudan en mal de stabilité

III. - Les maquisards de l'Anyanya-II

De notre envoyé spécial Jean Gueyras

Dirigé depuis quatorze ans dans le style autocratique du maréchal Néméri, le Soudan, en dépit d'énormes réserves potentielles, notamment dans le secteur agricole, affronte de graves difficultés économiques. Celles-ci ont entraîné de très dures mesures de rigueur, prises sous la pression du F.M.I., qui ont secoué deux fois le pays en 1982. Toutefois, les aides arabes et internationales fournissent un répit à l'économie (le Monde des 4 et 5 octobre).

Khartoum. - La division du Sud en trois régions était inévitable. Elle mettra une fois pour toutes fin à l'hégémonie que les Dinkas tentaient d'imposer à l'ensemble des provinces méridionales du Soudan. Assis dans son bureau de vice-président de la République, M. Joseph Lagu, ancien chef des Anyanyas, parvient difficilement à dissimuler sa satisfaction amusée chaque fois qu'il évoque la déconfiture de son rival de toujours, M. Abel Alier, qui, dit-il, « aura maintenant tout le loisir de s'occuper du développement du Bah-el-Ghazal et du Haut-Nil, au lieu de vouloir imposer la loi des Dinkas à l'Equatoria ». Issu de la petite tribu équatorienne des Madis, M. Lagu a jamais accepté la place que les Dinkas de Bah-el-Ghazal, qui constituent le plus grand groupe ethnique autonome du Soudan, et leur alliés Nuer et Chillouks du Haut-Nil avaient fini par occuper à Juba, la capitale de l'ancienne région unifiée du Sud.

La bataille entre les « divisionnistes » et les « anti-divisionnistes », qui a marqué depuis trois ans la vie politique du Soudan a pris fin le 5 juin dernier, lorsque le président Néméri a décidé d'autoriser la division du Sud en trois régions indépendantes. Les « anti-divisionnistes » ont aussitôt crié à l'arbitraire en affirmant que cette division était non seulement anti-constitutionnelle, mais également contraire à l'accord d'Addis-Abeba qui avait mis fin en 1972 à dix-sept années de guerre civile entre le Nord musulman et le Sud animiste ou chrétien.

Aucun doute n'est permis : l'article 4 de l'accord d'Addis-Abeba stipule que les « provinces de Bah-el-Ghazal, d'Equatoria et du Haut-Nil constituent une région autonome au sein de la République démocratique du Soudan, qui sera connue sous le nom de région du Sud ». Il est vrai que l'article 2 de ce même accord prévoit d'éventuelles modifications, mais celles-ci doivent être approuvées par le Parlement de Khartoum et confirmées par la suite par un référendum populaire organisé dans les trois provinces méridionales du Soudan. Exécuté par les inévitables querelles au sujet de la « division » du Sud, le président Néméri avait dit lors de la fin de 1981 le gouvernement régional de Juba, présidé alors par M. Abel Alier, chef de file des partisans de l'unité du Sud, aujourd'hui relégué au poste obscur de ministre des travaux publics.

Le président Néméri avait alors chargé le général Gassimallah Abdallah Kassas, chef de l'Académie militaire, de préparer dans les six mois un référendum sur l'avenir du Sud. Cette consultation, souhaitée par les uns et redoutée des autres, n'a jamais eu lieu, malgré la volonté du président Néméri de s'en tenir strictement au processus constitutionnel prévu par l'accord d'Addis-

Abeba dont il était le garant. Pourquoi donc a-t-il soudain changé d'avis ? La plupart des personnalités politiques de Khartoum que nous avons pu interroger à ce sujet affirment que c'est le vice-président Lagu, chef de file des petites tribus équatoriennes, qui a fini par convaincre M. Néméri que le meilleur moyen d'enrayer l'insurrection larvée qui a commencé à faire son apparition dans le Sud depuis le début de l'année était de « morceler » la région afin d'entraver la contagion de la rébellion. « En somme, il s'agit une fois de plus de diviser pour régner », affirment les « anti-divisionnistes », qui accusent M. Lagu d'avoir trahi ses idéaux dans le but d'assouvir ses ambitions personnelles.

La division du Sud, aussitôt proclamée, a relancé le mouvement insurrectionnel dans les deux provinces de Bah-el-Ghazal et du Haut-Nil particulièrement touchées par la rébellion. Malgré l'isolement relatif dans lequel est maintenu le Sud, les nouvelles qui parviennent à Khartoum sont de plus en plus alarmantes. Les désertions au sein de l'armée se multiplient : certains des militaires partent rejoindre les maquis de l'Anyanya-II, après avoir tué leurs officiers nordistes ; les attaques contre les commerçants, qui sont pour la plupart des musulmans du Nord, sont de plus en plus nombreuses. Aux termes de l'accord d'Addis-Abeba, l'armée soudanaise stationnée dans le Sud devait compter près de 12 000 hommes, dont la moitié de sudistes. Cette proportion n'a jamais été respectée et, à l'heure actuelle, les estimations les plus optimistes évaluent à environ 2 000 le nombre de militaires méridionaux demeurés encore à leur poste, alors que le chiffre des soldats défectés en renfort du Nord est en constante augmentation.

« Partout et nulle part »

Les rumeurs les plus folles circulent sur les « exploits » de l'Anyanya-II dont les maquisards sont « partout et nulle part ». Selon le récit d'un haut fonctionnaire international qui a vécu longtemps à Wau, les habitants de la capitale de Bah-el-Ghazal ont reçu l'ordre de ne pas s'éloigner de la ville sans une autorisation des forces de sécurité. Les amis sont troublés par le bruit de lointaines fusillades. « Ce sont des voleurs de bétail que nous pourchassons », affirment les autorités pour qui les mystères de l'Anyanya-II ne sont que des « bandits de grand chemin ». Il est vrai que les vols de bétail sont fréquents, mais il s'agit pour la plupart des cas d'« opérations militaires » destinées à ravitailler les maquisards qui agissent avec d'autant plus d'impunité que les suppléants chargés du maintien de l'ordre sont eux-mêmes gagnés peu à peu à la rébellion et ne disposent de toute façon que d'armements vétustes et défectueux, alors que les rebelles semblent disposer d'armes modernes.

Les premiers maquis de l'Anyanya-II, ainsi appelés pour se démarquer des « maquis » de l'Anyanya-I qui n'ont jamais totalement disparu, se sont constitués vers la fin de 1982, quand, à la suite d'une mesure dont l'insigne maladresse est maintenant reconnue même par les partisans de M. Lagu, les militaires de Khartoum ont tenté de mettre en application la politique dite de « rotation des troupes » entre le Nord et le Sud « pour sceller l'unité ethnique du pays ». En réa-

lité, le but de l'opération était d'éloigner du Sud les militaires autochtones jugés peu sûrs. Les premières troupes venues du Nord ont été accueillies à coups de fusil par les soldats des garnisons locales qui se sont par la suite éparpillés dans la nature. Les soldats du Sud, animistes ou chrétiens - les Eglises se montrent sur ce point fort compréhensives - ont souvent deux ou trois épouses qui les aident dans les travaux d'agriculture et d'élevage qu'ils sont obligés d'effectuer pour pouvoir subsister. En effet, leurs maigres soldes ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de leur famille généralement nombreuse. Leur transfert dans le Nord constituerait donc pour eux un drame personnel.

La mutinerie de Bor et de Pibor

La mutinerie des garnisons de Bor et de Pibor en mai a été la plus grave des révoltes contre la politique de « rotation », car elle a engagé du côté des mutins des effectifs de l'ordre d'un bataillon. Il a fallu plus d'une semaine aux troupes de Khartoum pour réduire la rébellion, et la ville de Bor, qui comptait avant cette affaire plus de 30 000 habitants, n'est plus aujourd'hui qu'une « cité morte », la majorité de la population ayant préféré rejoindre les maquisards dans les forêts avoisinantes.

Le grand échec de l'accord d'Addis-Abeba a été son incapacité à briser le mur de méfiance qui sépare le Sud du Nord et la haine presque instinctive que nourrissent les tribus sudistes à l'égard des « colons arabes » venus du Nord. Un comportement que certains n'hésitent pas à qualifier de « colonialiste » chez les dirigeants de Khartoum a, par ailleurs, aggravé ce sentiment. C'est ainsi que, dès qu'il est apparu que le pétrole découvert à Bentiu, dans le Sud, pourrait être exploité sur une base commerciale, le Parlement de Khartoum a subrepticement voté une modification de frontières pour inclure la région pétrolière dans le territoire du Nord. Cette loi, il est vrai, a par la suite été annulée, mais elle a laissé des traces dans les esprits.

Les sudistes se plaignent du sous-développement chronique de leur région et du fait que les promesses faites au lendemain de l'accord d'Addis-Abeba pour mettre fin à l'exploitation d'« esclaves » n'ont pas été respectées. On répond à Khartoum qu'en réalité des sommes considérables ont été allouées au Sud, mais qu'elles ne sont jamais parvenues à destination par suite de l'« incroyable corruption » qui règne au sein de la classe politique du Sud. On oublie cependant d'ajouter que cette corruption est délibérément entretenue par les dirigeants du Nord qui croient résoudre tous les problèmes en « achetant » les politiciens. De même, la « soif de pouvoir » qui caractérise bon nombre de politiciens du Sud explique certaines « conversions miraculeuses ». C'est ainsi que M. Lawrence Wol Wol, qui a été nommé en juin gouverneur de la nouvelle région de Bah-el-Ghazal, coadjuvait un mois auparavant cette division « non viable » la politique de « division » du Sud.

Mais, en règle générale, les politiciens dinkas, même s'ils trempent souvent dans des affaires de corruption qui n'ont pas au Soudan du Sud la même signification qu'ailleurs, ne sont pas disposés à se laisser « ach-

ter » par Khartoum. Fiers jusqu'à l'arrogance, travailleurs acharnés, viscéralement attachés à leur sol, les Dinkas estiment que le Sud constitue un tout indivisible qui leur appartient et pensent en conséquence qu'ils ont autant de droits sur la province de l'Equatoria que les ethnies qui peuplent cette région.

Aux termes de la redivision du Sud en trois régions distinctes, tous les membres des ethnies méridionales devront regagner les régions où ils sont majoritaires. « Ce chassé-croisé entre les trois nouvelles régions du Sud, nous a déclaré un haut fonctionnaire dinkas, créera un véritable climat de guerre civile entre les tribus du Sud. On veut empêcher une guerre Nord-Sud en créant d'interminables querelles entre les ethnies du Sud. Nous ne tomberons pas dans ce piège. Nous ne voulons pas de l'épreuve de force contre le Nord, mais nous sommes décidés à maintenir coûte que coûte l'unité et l'intégrité du Sud. Nous pensons d'ailleurs que les petites ethnies de l'Equatoria, pour l'instant trompées par le vice-président Lagu, partagent notre opinion. La région de l'Equatoria est jusqu'à présent demeurée à l'abri de la contagion de la rébellion. Mais jusqu'à quand pourra-t-elle se tenir à l'écart d'un mouvement qui ne peut laisser aucun sudiste indifférent ? »

Une nouvelle guerre civile ?

Toutes les données sont réunies pour une nouvelle guerre civile. La puissance de l'Anyanya-II ne saurait être sous-estimée. La plupart des militaires qui l'ont rejoint, emportant avec eux leurs armements, sont des officiers de métier, alors que la guerre civile de 1955 avait été faite par de simples paysans de la brousse sans aucune expérience militaire. D'autre part, l'assaut de la nouvelle rébellion repose sur les puissantes tribus nilotiques qui consti-

tuent plus de la moitié de la population du Sud, alors que le conflit de 1955 ne s'appuyait que sur les petites tribus de l'Equatoria.

Les nouveaux rebelles, sans aller jusqu'à déclarer une guerre ouverte au Nord, en occupant par exemple les grandes agglomérations du Bah-el-Ghazal et du Haut-Nil - ce qu'ils seraient actuellement en mesure de faire - disposent de nombreux moyens de pression pour faire aboutir leurs revendications unitaires et autonomistes. Jusqu'à présent, l'Anyanya-II ne s'est jamais attaqué aux chantiers du canal de Jonglei, bien que certains maquisards soient persuadés que cette entreprise gigantesque sert avant tout les intérêts des musulmans du nord du Soudan et de l'Egypte, premiers bénéficiaires de l'accroissement du débit du Nil qui résultera de l'assèchement des marais du Sud. De même, on ne voit pas comment ils pourraient, sans un accord qui leur accorderait des avantages substantiels, permettre la construction de l'oléoduc qui acheminera l'or noir de Bentiu à Marsa-Néméri à travers un territoire totalement contrôlé par la rébellion.

Ceux qui envisagent la sécession du Sud sont pour l'instant très minoritaires, mais, comme nous l'affirmait un intellectuel réputé pour sa modération, « jusqu'à tout récemment encore, nous avions l'espoir que, par un accord avec les autorités de Khartoum, nous pourrions pousser la division du Sud à un point où nous pourrions nous en passer. Tout se passe comme si on voulait nous pousser à la sécession ». Parmi les raisons de désespoir figure, à part l'incompréhension dont font montre les dirigeants du Nord, la répression qui a commencé à s'abattre sur les partisans du Sud unifié. L'ancien ministre de l'information, M. Bona Malwal, l'un des dirigeants les plus respectés du Sud, est, depuis mai, en résidence très surveillée dans des locaux de la sécurité publique, à quelques pas de l'ambassade de France. Il est l'un des fondateurs du mensuel

de langue anglaise *Sudanow*, une des rares publications que l'on peut encore lire au Soudan sans s'ennuyer à mourir, et compte parmi les adversaires les plus irréductibles de la politique de division qui, selon lui, compromet irrémédiablement la collaboration qui s'est inscrite entre le Sud et le Nord après l'accord d'Addis-Abeba. D'autres intellectuels et militants sudistes, moins chanceux, eroupissent dans les geôles de l'infâme prison de Kobar à Khartoum.

Un « sécessionniste » que nous avons pu rencontrer à Khartoum estime que la coexistence avec le Nord n'est plus possible, même si le régime actuellement en place disparaît. « Ce sont tous des Arabes », affirme-t-il amer. Pour lui, un Sud « entièrement indépendant » ne constitue pas une vue de l'esprit. « Toutes les conditions, dit-il, sont réunies pour la constitution d'un Etat indépendant du Sud : un territoire commun, la même langue, des ressources naturelles suffisantes et un débouché possible vers la mer par Mombasa. Ce qui nous fait cruellement défaut, c'est un appui international. Nous sommes prêts à nous allier avec tous ceux qui seraient prêts à nous soutenir, même avec Israël, l'U.R.S.S. ou le diable ».

Pour l'instant, le seul appui dont semblent disposer les rebelles vient de l'Ethiopie voisine, où ils disposeraient de camps d'entraînement. Ce qui est sûr, c'est que certains des mutins de Bor et de Pibor se sont réfugiés en Ethiopie et que le commando sécessionniste se présente comme étant le « Front de libération du Sud soudanais », qui a enlevé le 28 juin cinq fonctionnaires internationaux dans la région du mont Boma était venu d'Ethiopie. Les relations entre Khartoum et Addis-Abeba sont au plus bas, mais les Soudanais s'efforcent dans la mesure du possible de ménager les Ethiopiens. Ils savent que ces derniers ne peuvent aller trop loin dans leur appui aux rebelles de l'Anyanya-II sans s'exposer à des contre-mesures de la part du Soudan, qui fournit déjà une aide appréciable aux combattants érythréens.

Il n'empêche que la menace d'une guerre civile est prise au sérieux à Khartoum : ce qui explique que les dirigeants soudanais aient adopté un « profil bas » en ce qui concerne le conflit du Tchad. La priorité est désormais accordée au front du Sud. Une expédition militaire de grande envergure est pratiquement impossible en raison des dimensions des provinces méridionales. D'autre part, l'économie soudanaise, déjà mal en point, supporterait difficilement une telle aventure. L'armée soudanaise semble, pour sa part, divisée sur l'avenir du Sud, et certains des officiers qui ont été récemment limogés estiment que ce problème ne peut être réglé que par des négociations politiques. On parle déjà à Khartoum d'une éventuelle médiation des Etats-Unis entre le gouvernement central et les rebelles du Sud pour éviter le pire.

F.N.

Kenya

Le président Moi a formé un nouveau gouvernement « sans considérations ethniques ou religieuses »

De notre correspondant

Nairobi. - L'ineffectivité, le déloyauté, le tribalisme, le népotisme, le culte de la personnalité et les autres comportements antisociaux ne seront pas tolérés », a dit le président Arap Moi, en présentant, samedi 1^{er} octobre, son nouveau gouvernement, cinq jours après les élections législatives (le Monde du 1^{er} octobre). Cette équipe est un peu moins nombreuse que la précédente : vingt-trois membres au lieu de vingt-six après la mise à l'écart, en juin, de M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles. Le nombre des vice-ministres tombe de cinquante à quarante-deux.

Cinq ministres perdent de droit leur portefeuille faute d'avoir conservé leur mandat parlementaire. Trois autres, bien que réélus, ne figurent plus au sein du gouvernement : M. Mwangi, ministre de la culture et des services sociaux ; Rubia, ministre de l'équipement et du logement ; et Onyiah, ministre du plan et du logement (sous le coup d'une inculpation pour le meurtre de l'un des partisans d'un adversaire politique). Cinq personnes ont fait leur entrée dans le cabinet, parmi lesquelles M. George Saitoti, président de la Kenya Commercial Bank, l'un des onze députés nommés par le président, qui remplace M. Arthur Magugu au ministère des finances.

M. Robert Ouko se voit confier le ministère du travail et celui des affaires étrangères à M. Elijah Mwangi, ancien ministre du tourisme, qui fut le premier à inscrire le nom de M. Njonjo sous le portrait du « traitre » dessiné par le chef de l'Etat. Il aura notamment à ses côtés, comme vice-ministre, M. Philip Leakey, seul parlementaire

blanc. M. Moi, qui appartient à la tribu très minoritaire des kalenjin, a insisté sur le fait que toutes ces nominations ont été décidées « sans considérations ethniques ou religieuses ». Peu être a-t-il voulu ainsi désamorcer par avance les critiques de ceux qui auront remarqué que les Kikouyou, s'ils conservent un nombre identique de portefeuilles ministériels, perdent néanmoins trois postes-clés : les finances, l'agriculture et les terres.

Au demeurant, M. Moi n'a, semble-t-il, pas été en mesure de renouveler son équipe avant qu'il l'aurait souhaité et qu'il l'aurait laissé entendre. Les électeurs ne lui ont pas facilité la tâche en reconduisant, contrairement à l'habitude, un nombre élevé de parlementaires parmi lesquels il devait, selon la Constitution, choisir ses ministres. D'autre part, la nécessité de respecter une équitable répartition géographique et ethnique des portefeuilles l'a empêché, malgré tout, de trop restreindre le cercle de ses collaborateurs.

Cette rentrée politique coïncide avec la rentrée universitaire. Les étudiants qui avaient applaudi les auteurs du coup d'Etat manqué du 1^{er} août 1982 ont, en effet, repris, le lundi 3 octobre, le chemin de l'université de Nairobi - dissoute - depuis lors. Pendant ces manifestations, un nombre indéterminé d'entre eux avaient trouvé la mort. Soixante-dix environ avaient été arrêtés. Trois, dont le président de l'Union des étudiants de l'université de Nairobi (SONU) ont été condamnés à des peines de prison. Les autres ont été graciés par M. Moi.

JACQUES DE BARRIN.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.



75 bis, AV. DE WAGRAM, 17^e
227-88-54/763-34-17



L'Association

LES AMIS DU GABON (ass. loi 1901)

prépare le calendrier de ses activités pour 1984 et recherche : articles, photos, documents, cartes postales, objets artistiques ou ethnographiques sur le GABON.

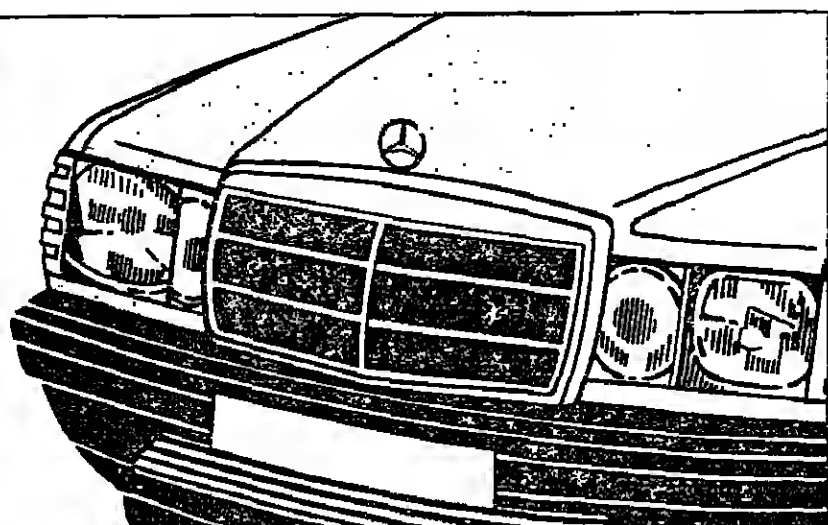
30, rue Marbeuf - 75008 Paris.

Essayez une Mercedes 84 et gardez-la pour le week-end.

A la grande Cascade du Bois de Boulogne du 1^{er} au 9 octobre.

De 10 h à 19 h, venez essayer toutes les Mercedes 84 : les nouvelles 190, la gamme des 200, les classes S et les 4x4. Après tirage au sort, peut-être garderez-vous pour un week-end, la voiture de votre essai.

Mercedes-Benz



AFRIQUE

LA « DÉCLARATION NON PUBLIÉE »

Un satisfecit à M. Hissène Habré et des « encouragements à l'O.U.A. »

La déclaration suivante a été rédigée par les ministres des affaires étrangères du Congo, du Gabon, du Sénégal, du Tchad et de la Guinée. A la demande du président Houphouët-Boigny, elle a été présentée, mardi 4 octobre, en assemblée plénière. Le Cameroun et le Bénin ayant émis des réserves, les participants au dixième sommet franco-africain ont renoncé à la publier.

« La dixième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, réunis à Vittel les 3 et 4 octobre 1983, a entendu la déclaration de M. Hissène Habré, président de la République du Tchad, sur la situation qui prévaut dans son pays, déclaration dans laquelle il a lancé, au nom de l'Etat et du peuple tchadien, un appel à la conférence, en vue d'aider le Tchad à préserver son intégrité territoriale, sa souveraineté, et à sauvegarder son unité nationale. Dans la même déclaration, le chef de l'Etat tchadien a exprimé sa disponibilité pour créer toutes les conditions afin que le Tchad puisse, avec tous ses fils, s'engager dans la voie de la paix et de la réconciliation pour assurer son développement.

« La conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique prend note de la déclaration du président Hissène Habré et, se référant aux efforts entrepris par l'Organisation de l'unité africaine en vue de ramener la paix et la réconciliation nationale au Tchad, se félicite de la disponibilité dont le chef de l'Etat tchadien a fait preuve dans cette déclaration, et l'encourage à persévérer dans cette voie pour la réalisation des objectifs prioritaires de rétablissement de la paix, de la sau-

Madagascar

• LE PROCES DU COMMANDANT ANDRIAMAHOLISON. — En vertu d'une ordonnance présidentielle, la radio-télévision retransmettra le procès, qui s'ouvre ce mercredi 5 octobre devant un tribunal militaire (le Monde du 5 octobre), du commandant Andriamaholison, ainsi que deux autres officiers inculpés d'attentat au complot contre la sécurité de l'Etat.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République • PARIS 11
Métro Parmentier • Parking assuré
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

... économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, le DUO-FENÊTRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIVAD - 5, rue Charlot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37 - Pose uniquement Paris et 100 km alentour.

LE SOMMET DE VITTEL

Le sommet africain a tourné court

(Suite de la première page.)

Pour obtenir cette amorce de dialogue, les chefs d'Etat africains envisagent un appel à l'Organisation de l'unité africaine, a dit encore le président de la République, « pour qu'elle s'engage dans la recherche des moyens de revenir à la paix dans le respect de l'intégrité du Tchad ».

De bonne source, on indique que quatre chefs d'Etat, les présidents Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Sekou Touré (Guinée), Diouf (Sénégal) et Bagaza (Burundi), auraient été plus spécialement chargés de convaincre le président de l'O.U.A., le colonel Mengistu, pour qu'il prenne une initiative sur le Tchad.

« Tout retour à la paix au Tchad, a encore dit M. Mitterrand, devrait être consacré par le départ des armées qui s'y trouvent. Les uns sont arrivés parce que les autres s'y trouvaient », a-t-il ajouté, laissant entendre que l'armée française ne se retirerait pas sans garanties afin que « le conflit ne se rallume pas dès le

lendemain matin ». En conclusion, M. Mitterrand a indiqué que tous les participants étaient d'accord sur ce qu'il ne fallait pas faire, c'est-à-dire accepter l'idée d'un Tchad coupé en morceaux, tombant en lambeaux.

A une question sur le danger d'enlèvement de l'armée française, M. Mitterrand a répondu vivement : « Si la France n'était pas allée au Tchad, y aurait-il encore un Tchad indépendant ? La France est allée au Tchad, elle compte y faire œuvre de paix. Ceci n'est réalisable que si une situation se crée qui exige de chacun le respect de l'autre (...) si ce n'est pas possible aujourd'hui de faire l'importer quel au Tchad. Nous ne serons passifs en aucun cas, et surtout pas dans le cas où l'on peut participer à la recherche de la paix ».

En séance plénière, le président de la République a d'autre part insisté sur la nécessité de trouver une solution rapide au conflit. M. Mitterrand a enfin indiqué que la France n'avait pas participé à

l'élaboration de la déclaration sur le Tchad, qui était due à l'initiative « d'un certain nombre d'Etats africains très représentatifs ».

Pour sa part M. Sekou Touré, qui était à l'origine de ce texte, a déclaré que celui-ci représentait bien la pensée et la volonté politique de la majeure partie des délégations.

Reste maintenant à savoir comment dans les faits vont se concrétiser toutes ces bonnes intentions qui d'apportent, au demeurant, que très peu d'éléments nouveaux, hormis la manifestation d'une volonté d'aboutir.

Sur quelles bases, ou autour de qui, peuvent s'ébaucher des négociations ? M. Hissène Habré, qui se voit fléchier de sa « disponibilité » à créer les conditions d'un retour à la paix, sort incontestablement renforcé de ce sommet. Les appuis de lui ont pas manqué, ne serait-ce que pour faire du Tchad le sujet presque exclusif de cette conférence. Reçu pendant une heure par M. Mitterrand, le président tchadien, que l'on dit dans son entourage « très à l'aise » de cette entrevue, s'est

sans doute vu confirmer l'engagement de la France à sauvegarder l'indépendance du Tchad.

D'autre part, les quatre chefs d'Etat présents pour relancer les démarches auprès de l'O.U.A. ont sans doute toute sa confiance. M. Hissène Habré profitera peut-être de cet avantage pour entamer, pendant son court séjour à Paris, le dialogue avec quelques-unes des nombreuses personnalités de l'opposition tchadienne qui, comme par hasard, s'y trouvent en ce moment. Le sommet de Vittel lui aura en tout cas permis de renvoyer la balle dans le camp de ses adversaires. Mais on voit mal ce qu'il peut leur offrir pour les convaincre de venir s'asseoir à N'Djamena autour d'une table présidée par lui-même.

FRANÇOISE CHIPAUX.

• Le onzième sommet au Burundi. — Le onzième sommet franco-africain se tiendra au Burundi, en 1984, a annoncé M. François Mitterrand, à l'issue de la conférence de Vittel.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les perspectives de réconciliation nationale s'estompent à nouveau

Le cessez-le-feu, qui en est à son dixième jour au Liban, a été soumis à rude épreuve mardi 4 octobre, tandis que les perspectives d'ouverture du dialogue de réconciliation nationale paraissent s'estomper à nouveau. Alors que, dans la matinée, on laissait entendre dans les milieux officiels que le congrès de réconciliation pourrait s'ouvrir jeudi à Djeddah, dans l'après-midi, on précisait que « ni la date ni le lieu n'étaient encore précisés ».

En dépit de la trêve organisée lundi après-midi par le Comité de sécurité dans le sud de Beyrouth, de violents affrontements ont opposé dans la nuit miliciens chiites et soldats libanais dans le même secteur. Le Comité s'est réuni à nouveau mardi pour préserver le cessez-le-feu, qui demeure précaire. Sa précarité a été illustrée par un attentat à la bombe visant le supérieur de l'ordre des moines maronites, le R. P. Bonios Naaman, proche des phalanges, dans le quartier chrétien d'Achrafieh. Le religieux est cependant indemne car il ne se trouvait pas dans sa voiture quand la bombe a explosé.

En visite à Athènes, M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste, qui a annoncé l'organisation d'une administration autonome druze dans le Chouf, a cependant déclaré mardi, après une entrevue avec le premier ministre grec, M. Papandréou, qu'une entente politique et un dialogue national sont nécessaires pour écarter les dangers extérieurs qui menacent le Liban. M. Joumblatt, qui devait partir ce mercredi pour Bucarest via Rome, a annoncé qu'il annulerait la visite qu'il envisageait de faire à Paris à la suite des déclarations de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Il reproche à ce dernier de soutenir davantage les chrétiens que les druzes.

Le médiateur saoudien, M. Rafik Hariri, envisageait de se rendre à

Paris mardi pour y rencontrer M. Raymond Eddé, député chrétien indépendant, en exil en France, mais il a modifié ses plans. M. Eddé, qui avait déjà rencontré M. Hariri il y a une semaine, nous a déclaré n'avoir toujours pas été invité officiellement à participer au congrès de réconciliation nationale.

De son côté, l'ancien président maronite Suleyman Franje, proche de la Syrie, a posé comme condition à l'ouverture du dialogue de réconciliation le rejet par le gouvernement de l'accord israélo-libanais conclu en mai dernier.

Les dirigeants israéliens se sont plaints, pour leur part, à l'envoyé spécial américain au Proche-Orient, M. MafFarlane, du rôle joué par la Syrie dans la crise libanaise. Après une entrevue de M. MafFarlane avec MM. Shamir et Arafat, respectivement ministre des affaires étrangères et ministre de la défense, de hauts fonctionnaires israéliens ont déclaré : « Plus la Syrie sera active dans la recherche d'un gouvernement d'union nationale au Liban, plus il sera difficile d'obtenir le retrait de ses troupes de ce territoire. Si l'accord israélo-libanais du 17 mai devait être annulé, Israël n'aurait plus l'obligation de se retirer du Liban ».

Enfin, M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a déclaré mardi, dans un rapport sur la situation au Proche-Orient, que l'invasion du Liban par Israël prouvait une nouvelle fois que la force ne pouvait résoudre le conflit israélo-arabe. « Le Conseil de sécurité, a-t-il dit, pourrait devenir un instrument privilégié pour résoudre le conflit du Proche-Orient ». Il a également souligné que tout règlement passe par le retrait des Israéliens des territoires occupés. Le délégué israélien a répondu que, « par son attitude partielle, l'ONU s'était désqualifiée pour faire avancer la cause de la paix au Proche-Orient ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

• Le commandant Haddad hospitalisé à Haïfa. — Pour état de fatigue générale, le commandant Saad Haddad, chef des milices sud-libanaises, a été admis, lundi 3 octobre, à l'hôpital Rambam de Haïfa. Suppléé d'Israël, il s'était plaint, récemment, des « tentatives d'officiers israéliens visant à limiter ses prérogatives », selon la radio israélienne. Les commentateurs de la radio

Israël

M. SHAMIR PRÉSENTERA SON CABINET AU PARLEMENT LE 10 OCTOBRE

Jérusalem (A.F.P., U.P.I.). — Le premier ministre israélien désigné, M. Yitzhak Shamir, s'est déclaré persuadé, mardi 4 octobre, qu'il obtiendrait lundi prochain l'approbation du Parlement pour son cabinet. M. Shamir s'exprimait à l'issue de discussions entre les représentants du Likoud et de leurs partenaires, au sein de la coalition gouvernementale, du parti religieux orthodoxe Agoudat Israël.

Ces discussions ont porté sur les accords de coalition passés entre le Likoud et l'Agoudat Israël. M. Shamir s'est engagé à respecter tous les engagements antérieurs pris par M. Menahem Begin à cet égard. « Le Parlement examinera durant sa session d'hiver toutes les questions relatives à la législation religieuse », a-t-il dit. Il pourrait notamment être question d'un amendement à la « loi du retour » restreignant son application aux seuls juifs orthodoxes. A la suite de ces promesses, les députés de l'Agoudat Israël se sont engagés à soutenir M. Shamir lundi prochain au Parlement.

Par ailleurs, les six députés qui envisagent de faire sécession du Likoud sont revenus sur leurs menaces après la décision de M. Shamir de ne présenter son cabinet que la semaine prochaine, ce qui leur permet de sauver la face dans leurs efforts en faveur d'un gouvernement d'union nationale Likoud-travailleurs.

Sur le plan économique et financier, la situation continue à se dégrader. Bieco que le gouvernement ait fait démentir par la radio les rumeurs concernant une prochaine dévaluation, les banques ont été prises d'assaut mardi par des Israéliens qui voulaient changer leurs shekels en dollars ou retirer les dollars de leurs comptes d'épargne. Selon la radio, 10 millions de dollars ont ainsi été retirés. L'endettement du pays s'est encore aggravé (le Monde du 5 octobre), et les cours de la Bourse ont continué à baisser.

tendent à confirmer des informations en provenance de Saida (Sud-Liban) selon lesquelles l'armée israélienne a commencé, lundi, l'entraînement militaire d'une centaine de Libanais de confession chiite dans l'enclave du Sud-Liban, embryon d'une nouvelle armée qui se prendra pas du commandant Haddad. — (A.F.P.)

Pakistan

Nouveaux incidents dans le Sind

Islamabad (A.F.P.). — Au moins huit personnes, dont deux militaires, ont été tuées, mardi 4 octobre, au cours d'affrontements entre l'armée et un cortège qui se rendait à Naudero (nord-ouest de la province méridionale du Sind), village de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, a-t-on appris de sources proches de l'opposition. Les heurts ont été confirmés par des sources officielles qui font état, pour leur part, d'une seule victime et de quelques arrestations.

Selon les autorités, les manifestants, munis d'armes automatiques, ont entamé une marche à partir du village d'un cousin de l'ancien premier ministre, à destination de Naudero. Alors que les forces de l'ordre tentaient de les bloquer, les manifestants ont ouvert le feu. Selon d'autres témoignages, les affrontements ont eu lieu quand la police, pensant trouver un stock d'armes dans le village, l'a investi.

D'autre part, le Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.), à l'origine de la campagne de désobéissance civile lancée à la mi-août, a appelé, dans un communiqué rendu public à Karachi, à une journée de protestation vendredi 7 octobre contre l'« oppression et la répression » de la police et a enjoint celle-ci de ne pas obéir aux « ordres illégaux ».

Enfin, un dirigeant du parti du peuple pakistanais (P.P.P., fondé par Ali Bhutto), G.M. Jatoi, actuellement emprisonné, a appelé le gouvernement militaire du général Zia-ul-Haq à remettre le pouvoir aux autorités judiciaires avant le 15 octobre prochain afin d'éviter une « répétition » des événements survenus en Iran. Dans un communiqué, M. Jatoi ne en outre que le M.R.D. ait prôné l'indépendance du Sind.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• ATTAQUE DE L'AMBA-SADE SOVIÉTIQUE. — L'ambassade d'U.R.S.S. à Kaboul a été soumise, samedi 1^{er} octobre, au tir d'artillerie de la guérilla, tandis que les hôpitaux de Kaboul recevaient de nombreux blessés des forces gouvernementales provenant des zones de combat de l'intérieur du pays, a indiqué, mardi 4 octobre, une source diplomatique occidentale à Islamabad. — (U.P.I.)

Etats-Unis

• RAUL WALLENBERG CITOYEN D'HONNEUR AMÉRICAIN. — Raul Wallenberg, diplomate suédois qui a disparu en 1945 après avoir permis à environ vingt mille juifs d'échapper aux camps de la mort nazis, a été fait Inod 3 octobre citoyen d'honneur des Etats-Unis. Il est la troisième personnalité après La Fayette et Churchill, à recevoir cette distinction. En faisant de lui un citoyen américain, les Etats-Unis peuvent désormais s'enquêter légalement de son sort auprès des Soviétiques. Raul Wallenberg a en effet disparu alors qu'il était sous leur protec-

tion et, selon certains, il serait toujours vivant, bien que les autorités soviétiques aient affirmé en 1957 qu'il était mort deux ans plus tôt. — (A.F.P.)

Ouganda

• LES LIBÉRATIONS DE DÉTENUÉS. — Le président Obote a ordonné la remise en liberté de deux mille cent prisonniers à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'indépendance

Pologne

• SIX DÉTENUÉS ONT CESSÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM. — Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a affirmé mardi 4 septembre, que six prisonniers politiques du pénitencier de Birczewo, dans le nord de la Pologne, MM. Wladyslaw Frasyuk, Piotr Bednarsz, Andrzej Slawik, Jerzy Kropiwnicki, Edmund Balula et Patrycjusz Rosowski, avaient interrompu une grève de la faim de trois semaines après avoir obtenu partiellement satisfaction. Selon M. Urban, les prisonniers, menacés d'être alimentés de force, ont été autorisés à se rencontrer plus fréquemment entre eux.

DU JEUDI 29
SEPTEMBRE
AU SAMEDI 8
OCTOBRE

PRIX EXCEPTIONNELS

MADELIOS

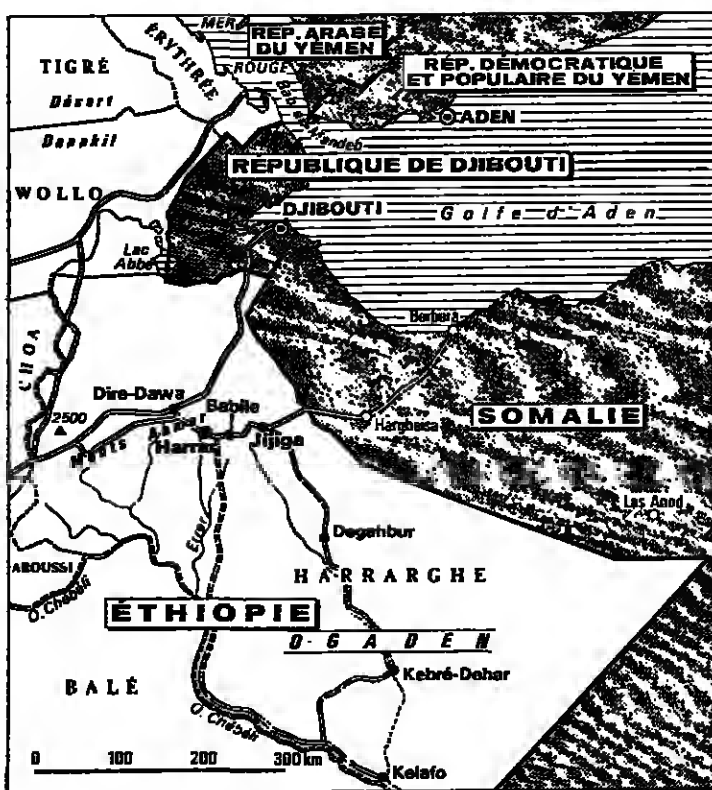
PLACE DE LA MADELINE PARIS
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

<p>DES EXEMPLES :</p> <p>COSTUME pure laine 975 F</p>	<p>LODEN 75% laine, 25% polyamide 895 F</p> <p>IMPERMEABLE 65% coton, 35% polyester 795 F</p>	<p>PULLOVER pure laine sans manches 170 F</p> <p>avec manches 185 F</p>	<p>CHEMISE sport 65% polyester, 35% coton 125 F</p> <p>MOCASSIN américain semelle cuir 295 F</p>
---	---	--	--

04 30 15 50

Visite à Jijiga, qui faillit être somalienne...

JEAN-CLAUDE POMONTI.

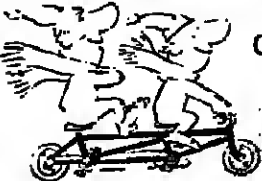


JE COUPE EN DEUX MA FACTURE DE CHAUFFAGE"

**Avec la pompe à chaleur
PERCHE
économisez jusqu'à 50 %
sur votre budget chauffage***

Vous habitez une maison individuelle ou un immeuble chauffé au fioul.
Il suffit d'ajouter une pompe à chaleur à la chaudière pour réduire la consommation de fioul, et diminuer ainsi de 30 à 50 %, ou plus, les charges de chauffage. Plus de 50 000 foyers français bénéficient déjà du système PERCHE.

Pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre Centre EDF et demandez la brochure d'information gratuite en retournant le coupon ci-contre.



**POMPE À CHALEUR PERCHE:
POUR LES MAISONS INDIVIDUELLES ET LES IMMEUBLES
CHAUFFÉS AU FIUOL**

C'est un conseil d'Electricité de France

*Factor de calidad: número de combustión y de electrolitos

Feature Characters

BON A DÉCOUPER

et à envoyer à SATEL B.P.200 93305 Aubervilliers Cedex.

Mme. Mile. M. Norm

Arthropod

Code Postal

Désire recevoir la brochure d'information gratuite sur la pompe à chaleur PERCHE pour :

Une maison individuelle ☐ Un immeuble ☐

LA CONSTITUTION FÊTÉE À L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

Une commémoration politique

Tout le gotha de la V^e République d'avant l'alternance s'est trouvé réuni, mardi 4 octobre, sous les arcs et les lambris de l'Hôtel de Ville de Paris. Les concurrents d'hier, qui seront peut-être les rivaux de demain, avaient pour la vingt-cinquième anniversaire de la V^e République conclu une trêve de paix des braves politiques. Un bon millier d'élus nationaux et municipaux, revêtus de fautes écarlates et dorés leurs héros pour la première fois rassemblés, éprouvaient l'impression de constituer une force montante.

La président du Sénat, l'ancien président de la République, tous les anciens premiers ministres au premier rang de l'assistance rassemblaient un peu de des courtois attendants le signal du départ face à la phatagigastie d'une jeune et pulpaire Marianna unique objet, avoué ou encore caché de leurs désirs républicains. M. Jacques Chirac, puissance invitée, rendu circulaire par les rapproches qui lui sont parfois adressés, s'est montré attentif à éviter tout mot blessant, même pour regretter l'absence des autorités de l'Etat et tout semblant de polémique (1).

En revanche, M. Debré, l'un des pères de la Constitution, s'est prévalu de cette qualité pour distribuer, sur le ton de passion et de conviction qu'il lui connaît, conseils et avertissements. Et lorsqu'il a séjourné de ne pas toucher, sauf par voie référendaire, au mode de scrutin majoritaire, on a pu noter que M. Raymond Barre, sortant d'une fausse indifférence, applaudissait et opinait du chef.

M. Giscard d'Estaing, didactique et précis comme à son habitude, s'engageait, lui, plus avant encore dans la conjoncture politique. Présidant de « graves désillusions » pour les gouvernements qui agissent « contre le sentiment profond des Français », il a affirmé que, aujourd'hui, la politique du pouvoir « choquait trois Français sur quatre ». Lui aussi a mis en garde contre une « manipulation de

circstances » de la loi électorale et souligné que celle-ci ne soit modifiée qu'avec l'accord de la majorité de chacune des Assemblées, au par référendum.

Il a aussi proposé qu'une réforme éventuelle de la loi suprême porte tout à la fois sur la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, sur l'extension du domaine du référendum aux grands problèmes de société et sur des garanties quasi constitutionnelles à accorder aux libertés fondamentales.

La convergence de ces projets avec ceux déjà exprimés par M. Chirac, contenus dans des propositions de loi déposées par le R.P.R. au Sénat ou à l'Assemblée par M. Badier, ancien secrétaire général de l'Elysée sous Georges Pompidou (le Monde du 16 septembre), révèle ainsi quel usage l'opposition compte faire de la Constitution et comment elle conçoit son adaptation pour le cas où l'alternance jouerait en sa faveur. D'ores et déjà, l'opposition — ou tout au moins ses dirigeants — compte déclencher un tir de barrage préventif contre toute atteinte au scrutin majoritaire. Naguère, l'ancienne opposition avait aussi dirigé ses feux contre d'autres aspects de la Constitution.

Les discours prononcés au cours de cette commémoration, à laquelle M. Chirac souhaitait donner « un caractère d'unité nationale », ont donc bien transformé celle-ci en une spectaculaire manifestation politique de l'opposition. La président de la République, et la majorité y trouveront ainsi — a posteriori — une justification à leur refus d'y participer.

ANDRÉ PASSERON.

(1) On notait, cependant, dans l'assistance la présence du nonce apostolique, d'une quarantaine d'ambassadeurs et de M. Robert Schmeckel, premier président de la Cour de cassation, ainsi que plusieurs membres des grands corps de l'administration.

L'HOMMAGE DE M. MAUROY A GEORGES POMPIDOU

M. Pierre Mauroy, qui présidait, mardi après-midi 4 octobre, à l'hôtel Matignon, la cérémonie des prix Georges-Pompidou décernés par le haut comité de la langue française, a rendu hommage à l'ancien président de la République. Le premier ministre a notamment déclaré, en s'adressant à M^{me} Claude Pompidou : « L'image que les Français conservent de Georges Pompidou me semble être moins celle du normalien que celle d'un homme qu'ils sentaient proche d'eux car demeuré fidèle à un terroir et à une lignée populaire, à une origine sociale modeste. D'où sans doute cette forme de familiarité qu'il avait su développer dans ses relations avec l'opinion.

« Mais, derrière cette rondeur affable, derrière ce terrien ouvrant son sillon avec patience et opiniâtreté, les Français sentaient une volonté arc-boutée, une pugnacité constante. Ils sentaient cette force qui permet de faire face à tous les défis, aux revers du sort, aux doutes et aux crises qui sont le lot de tous ceux qui gouvernent.

« Vous savez mieux que quiconque, Madame, ce que cela exige de maîtrise de soi. Vous connaissez ces blessures personnelles, engendrées par les excès de la polémique, sur lesquelles il est nécessaire de garder le silence. C'est aussi cet exemple de dignité, cette forme de courage, dont vous-même et votre mari avez témoigné, que je me plais à saluer.

« Les heureux lauréats des troisièmes prix Georges-Pompidou ne peuvent que se réjouir de voir leur œuvre associée au nom d'un homme qui, au-delà de nos divergences d'analyses politiques, restera comme un des grands dirigeants politiques français.

Remis pour la troisième année consécutive, les prix Georges-Pompidou ont été décernés à cinq ouvrages illustrant « la qualité de la pensée française contemporaine » : *Donat et la tradition de l'enseignement grammatical*, de Louis Holtz ; *Les Couleurs de la France*, de Jean-Philippe et Dominique Lesclapart ; *La Littérature en France depuis 1968*, de B. Verrier et J. Lecarme ; *Le Traité du vivant*, de Jacques Ruffié ; *La Théorie macro-économique*, de E. Mallinvaud.

• Les relations P.C.-P.S. — M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, a estimé, mardi 4 octobre, à propos des relations entre le P.S. et le P.C. : « Les interprétations divergentes données hors du gouvernement par tel ou tel courant de la majorité ne peuvent que faire naître dans l'opinion des hésitations et parfois des abstentions (...). L'intérêt de la majorité dans son ensemble est de soutenir la politique que le gouvernement a, de manière unanime, définie. »

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

M. Paul Quilès remplace M. Roger Quilliot (urbanisme et logement) et M. Jean Gatel remplace M. François Autain (défense nationale)

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, a annoncé, mardi 4 octobre en fin de matinée, que, à la suite de la démission de M^{me} Roger Quilliot et François Autain, élus sénateurs le 25 septembre dernier, M. François Mitterrand avait nommé ministre de l'Urbanisme et du Logement M. Paul Quilès, député (P.S.) de Paris, membre du secrétariat national du P.S., et secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense M. Jean Gatel, député (P.S.) de la Vaucluse.

Ce remaniement, de caractère purement technique, puisqu'il est rendu nécessaire par l'élection de deux membres du gouvernement au Sénat, ne modifie pas sensiblement les équi-

libres au sein de l'équipe gouvernementale. M. Gatel appartient, comme M. Autain, au C.E.R.E.S. M. Quilès, proche de M. Mitterrand, est signataire, comme M. Quilliot, proche du premier ministre, de la motion commune présentée au congrès du P.S. par les mitterrandistes, M. Michel Rocard et les amis de M. Pierre Mauroy.

Ceux-ci, toutefois, voient leur représentation affaiblie par le choix, pour remplacer M. Quilliot, d'un chef de file du courant mitterrand. L'accession de M. Quilès au gouvernement, moins d'un mois avant le congrès de Bourg-en-Bresse, donne au premier secrétaire

du parti, M. Lionel Jospin, une plus grande latitude dans la préparation de ce congrès et la composition du secrétariat national qui en sortira.

La Lettre de la nation, bulletin quotidien du R.P.R., évoque l'hypothèse selon laquelle l'entrée de M. Quilès au gouvernement lui donnerait « les moyens de prendre sa revanche sur le maire de Paris ». Il est vrai que le dossier du logement social pourrait être une occasion de conflit entre le nouveau ministre et M. Chirac.

A l'Assemblée nationale, M^{me} Quilès et Gatel seront remplacés par leurs suppléants, respectivement M^{me} Serge Bissac et Jean-Pierre Lambertin.

M. Quilès : un gestionnaire à l'épreuve

Polytechnicien, quarante et un ans, M. Paul Quilès a construit sa carrière politique sur ses talents d'organisateur. Ou, plutôt, elle a été construite par d'autres puisqu'il estime que sa carrière est due « à une série de hasards ».

Ingenieur à la Shell, il milite à la C.G.C. puis à la C.F.D.T., engagement qui, compte tenu de ses fonctions, n'est pas celui d'un « carriériste ». Entré au parti socialiste en 1972, il s'impose rapidement dans sa section du treizième arrondissement de Paris, puis dans le combat interne qu'il mène au sein de la fédération de Paris, avec M. Lionel Jospin, afin de limiter l'influence d'un C.E.R.E.S. alors dominant.

C'est là que M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, le remarque, d'autant qu'il devient, en 1978, député socialiste de la quatrième circonscription, le premier député socialiste depuis la vague gaulliste de 1968.

Ses talents d'organisateur seront utilisés et confirmés lors de la campagne préalable au congrès socialiste de Metz, en 1979, qui permettra à M. Mitterrand, allié au C.E.R.E.S., de prendre le meilleur sur

l'alliance entre M^{me} Rocard et Mauroy. Il les placera de nouveau au service de M. Mitterrand pour barrer la route à l'ambition présidentielle de M. Michel Rocard, puis dirigera la campagne qui a conduit M. Mitterrand à l'Elysée en 1981.

M. Quilès a dû affronter, à nouveau, le C.E.R.E.S. en 1982-1983 lorsqu'il a fallu désigner le candidat socialiste capable de s'opposer à M. Jacques Chirac dans la bataille pour la mairie de Paris. Candidat au détriment de M. Georges Sarre pour une campagne perdue d'avance, on lui a reproché de n'avoir pas su limiter les dégâts face à la montée de l'opposition. Les listes socialistes ont été battues dans tous les arrondissements de Paris, y compris dans le treizième.

Depuis, l'entrée de M. Quilès s'est terminée. Son rôle à l'intérieur du parti socialiste lui avait valu de solides inimitiés au sein du C.E.R.E.S. et parmi les rocardiens. Une intervention maladroite au congrès de Valence qui a fait du P.S., pendant plusieurs mois, le parti des « coupeurs de têtes », l'échec à Paris, ont fait maître des doutes, y compris parmi ses amis, sur le brillant avenir qui lui était promis.

Les doutes sont nés, parallèlement, sur sa vocation à l'organisation, secteur dont il avait la charge, depuis le congrès de Valence, au secrétariat national du P.S. L'organisation, au parti socialiste, n'a pas été, depuis 1981, à la hauteur des ambitions affichées de mobiliser le parti derrière le gouvernement. Il n'en est pas seul responsable.

Des doutes sont nés, enfin, sur sa capacité à acquiescer la dimension

d'un politique susceptible de prétendre un jour aux plus hautes fonctions dans l'Etat. On remarque ainsi, au parti socialiste, que M. Quilès, pourtant « numéro trois » du parti, n'intervient que très rarement au bureau exécutif lorsqu'un débat politique de fond est engagé. Mais il est vrai qu'il a l'occasion de s'exprimer dans des cercles plus restreints, à l'Elysée en particulier.

Il lui reste à remonter ce courant contraire. Son entrée au gouvernement, outre qu'elle lui permettra de manifester ses capacités de gestionnaire, lui en offre l'occasion.

J.-Y. L.

M. Gatel

Né le 10 février 1948 à Vienne (Isère), professeur de sciences politiques, M. Jean Gatel avait occupé, en 1973, d'importantes fonctions au sein de la fédération socialiste du Rhône, au côté de M. Charles Hernu, actuel ministre de la Défense. Elu conseiller municipal d'Orange (Vaucluse) en mars 1977, M. Gatel était devenu adjoint au maire en 1979.

Elu député de la troisième circonscription de Vaucluse le 21 juin 1981, il était secrétaire de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale. Il avait été battu, en mars dernier, aux élections municipales, à Orange, à la tête de la liste d'union de la gauche, après avoir conduit une liste socialiste, qui avait devancé, au premier tour, celle du maire communiste sortant. M. Gatel appartenait, au sein du P.S., au courant C.E.R.E.S.

M. QUILLIOT : l'homme d'une loi

Ministre de l'urbanisme et du logement dès le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, M. Roger Quilliot restait l'homme d'une loi : celle qui régit depuis le 22 juin 1982 les rapports entre bailleurs et locataires, et à laquelle son nom s'est attaché.

Ce texte voulait rétablir l'équilibre entre les uns et les autres, préciser les règles d'un jeu complexe, définir la durée des baux, les modalités de révision des loyers, la classification des charges locatives, le montant du dépôt de garantie.

Au-delà, toute une série de dispositions sur les accords collectifs de location, fondant la représentation des associations de locataires (et des associations de propriétaires), est très novatrice et, pour certains, révolutionnaire.

Le premier effet de la loi, avant même son adoption, a été de cristalliser l'opposition des propriétaires, des gestionnaires, des entrepreneurs du bâtiment, prompts à attribuer à la loi le ton du marché local dans les grandes villes. Pour le meilleur de M. Quilliot et de sa loi, les premières négociations de la Commission nationale des rapports locatifs (C.N.R.L.), en 1982, comme en 1983, sur la modification des hausses de loyers se sont déroulées sur un fond de crise économique et de plan de rigueur, rendant encore plus difficile leur aboutissement.

Des décrets sont parus et vont paraître, qui accablent dans le public l'idée que le gouvernement est seul maître de l'évolution des loyers, y compris dans le secteur H.L.M., où M. Quilliot avait axé de grandes responsabilités (1).

M. Quilliot n'aura pas eu d'avantage de chance dans le domaine de la construction de logements. Malgré de fortes rivalités budgétaires, la construction de logements neufs aura chuté de 394 000 en 1980 à 343 000 en 1982, et probablement encore moins en 1983 : les investisseurs privés, découragés par les taux d'intérêt trop élevés et par l'épouvantail de la loi Quilliot, ont déserté le marché. Il laisse à son successeur l'idée, qui était la sienne au début, d'une indispensable réforme

foncière, la soin de mettre en œuvre la réforme du financement du logement, vieille de six ans et déjà asséchée, et la tâche d'accompagner une restructuration de l'industrie du bâtiment, dont l'activité s'est effondrée, entraînant de nombreuses suppressions d'emplois.

L'architecture en plan

Autant il a mené avec conviction la préparation de la loi qui porte son nom, autant M. Quilliot a semblé peu à l'aise avec l'architecture et les architectes. Extrêmement discret sur son goût personnel et très respectueux de la primauté des choix du président pour les grands projets, il a surtout défendu des idées générales — le Monde du 8 octobre 1982 a publié un long article de lui — après s'être acclimaté à une discipline qui lui semblait étanche de parisianisme, péché capital aux yeux de l'universitaire clermontois, provincial militant.

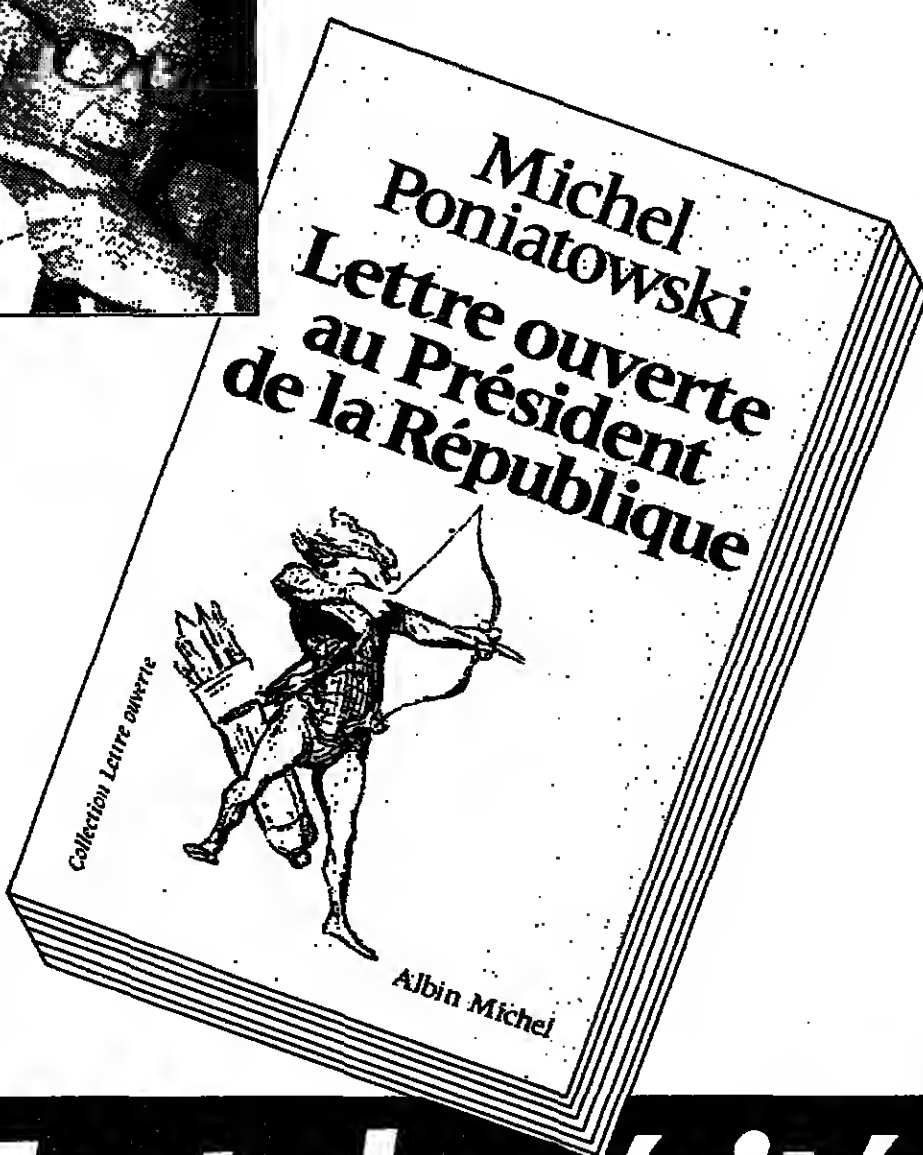
Tuteur d'une profession en crise morale et économique, le ministre de l'urbanisme a semblé décontenancé par les résistances de la majorité des architectes à la suppression de l'ordre, inscrite dans le programme électoral de la gauche mais de moins en moins clairement dans les projets du gouvernement. L'ensemble de la réforme est devenu, au fil des mois et des négociations, un ensemble d'aménagements parcellaires, encore en chantier aujourd'hui après son rejet au conseil des ministres, en juillet dernier.

Dans le domaine de l'urbanisme, l'intérêt traditionnel de la gauche pour la ville et les expériences menées par les municipalités élues en 1977 ne se sont pas traduites par une grande politique. Le jeu de la décentralisation, sous la conduite du ministre de l'intérieur, a été joué avec les mêmes ont déçu, mais la responsabilité, encore théorique, de leurs plans et schémas, et délivreront bientôt les permis de construire. L'administration elle-même est profondément bouleversée par cette réforme.

(1) Il était président de la Fédération des offices H.L.M. jusqu'à son arrivée au ministère.



Ph. C. Franc / Negatives Vidéo



Toute la vérité sur les mensonges.

Albin Michel

البريد ١٥٥٥

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE AU SÉNAT

Partie de bras de fer pour la composition des groupes et la répartition des postes

L'arrivée de cinquante et un nouveaux sénateurs n'explique pas, à elle seule, l'intense activité qui règne au Palais du Luxembourg depuis le renouvellement triennal du 25 septembre. Elle a, bien plutôt, servi de prétexte à une partie de bras de fer entre les groupes parlementaires, voire à l'intérieur des groupes eux-mêmes.

Du côté communiste, les choses étaient claires dès le soir du scrutin : un siège perdu dans l'est, un siège de gagné en Moselle. Le groupe conservait son effectif de vingt-quatre membres.

Elles auraient pu l'être tout autant chez les socialistes : la liste des soixante-neuf membres du groupe n'avait-elle pas été rendue publique dès la semaine dernière ? Mais un nom est venu s'ajouter *in extremis* : celui de M. Gilbert Baumet, en qualité de rattaché administratif. Non inscrit, après son exclusion du P.S. en raison de son élection à la présidence du conseil général du Gard contre le candidat officiellement investi par le parti, M. Baumet, qui, depuis un an, continuait à voter dans le même sens que ses collègues, posait et se posait des questions. Le groupe socialiste, espérant, peut-être, avoir le privilège d'être le plus important du Sénat, a décidé de l'accueillir de nouveau en son sein. Mais cela n'a pas été suffisant pour que le P.S. devienne l'Union centriste.

Maintenir son avantage sur le groupe socialiste faisait partie des objectifs de l'Union centriste, mais il s'y ajoutait le souci de ne pas faire trop pile figure face au groupe des républicains indépendants, ni surtout, face à celui du R.P.R. L'Union

centriste a donc, participé à la compétition, dont l'enjeu consistait à s'attacher les nouveaux arrivants. Ainsi, parmi les soixante et onze membres de ce groupe, figurent M. Claude Huriet, nouvel élu de Meurthe-et-Moselle, ainsi que les deux nouveaux représentants des Pyrénées-Orientales. Pour M. Guy Malé, président du conseil général de ce département, qui s'était engagé au cours de sa campagne auprès des grands électeurs à s'inscrire dans ce groupe, ce n'est pas une surprise. En revanche, M. Paul Alduy, maire de Perpignan, en s'inscrivant à l'Union centriste, n'a pas rejoint son collègue du P.S.D., M. Max Lejeune, qui continue de siéger sur les bancs de la Gauche démocratique.

La Gauche démocratique rétrécit

Le groupe de la gauche démocratique est le seul à enregistrer un recul numérique. Le succès de M. Michel Durafour, dans la Loire, et celui de M. Jean François-Poncet, en Lot-et-Garonne, n'ont pu compenser la perte de trois sièges, dont les titulaires ne se représentaient pas. Ainsi, au moment où la question de l'existence d'un centre gauche est de nouveau posée, le seul cadre institutionnel, considéré comme un lieu privilégié de dialogue, aux franges de l'opposition et de la majorité, et où se côtoient radicaux de gauche, radicaux valaisiens et quelques autres de tempérament réformiste, est aussi le seul groupe du Sénat à rétrécir.

Ce n'est pas le cas du R.P.R., qui, sans attendre le chiffre de soixante membres annoncé par M. Jacques Chirac, accroît cependant, avec cinquante-huit membres, son

influence dans la Haute Assemblée. Outre M. Raymond Bourguin, sénateur (non renouvelable) de Paris, qui vient de rejoindre le groupe de M. Pasqua, un autre membre du CNIP, M. Claude Prouvovet, nouvel élu du Nord, maire de Dunkerque, a choisi le R.P.R. Deux élus du 25 septembre, classés divers droite, ont fait de même : MM. Paul Bédard et Michel Ruffin.

La présence de membres du CNIP au R.P.R. ou celle de M. Alduy à l'Union centriste confirment que l'appartenance partisane n'est pas déterminante. S'il en fallait une autre preuve, le cas de M. Henri Elby, radical, nouveau sénateur du Pas-de-Calais, adhérent au groupe R.I., l'apporterait. Un autre radical a fait un choix identique : M. Charles-Henri de Cossé-Brissac, nouvel élu de la Loire-Atlantique. L'effervescence qui a présidé au dépôt de la liste des groupes, dont la date limite était fixée au 4 octobre, 17 heures, n'était pas due aux seules questions d'effectifs, mais aussi à l'attribution des différents postes au bureau du Sénat, qui devait être entérinée mercredi.

La répartition des quatre postes de vice-président demeure inchangée : M. Félix Ciccolini (Bouches-du-Rhône) pour les socialistes ; M. Pierre Carous (Nord) pour le R.P.R. ; M. Etienne Daillly (Seine-et-Marne) pour la Gauche démocratique ; M. Pierre-Christian Taittinger (Paris) pour les R.I. Ce dernier a dû cependant, pour conserver cette

fonction, affronter au sein du groupe R.I. M. Marcel Lucotte (Saône-et-Loire).

C'est le choix de son questeur qui a valu au groupe centriste d'organiser des primaires. M. Jean Cauchon (Eure-et-Loire) n'a pu sauver son poste face à trois candidats, dont M. Pierre Schiélé (Haut-Rhin), qui l'a emporté.

Désigné pour remplacer au poste de questeur M. Gérard Minvielle (Landes), qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat sénatorial, M. Henri Duffaut (Vau-

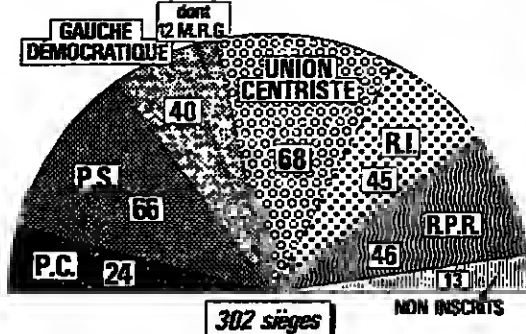
cluse) s'est désisté pour raison de santé ; le choix des socialistes s'est porté sur M. Jacques Bialsky (Nord).

En raison de l'augmentation de ses effectifs, il revenait au R.P.R. d'occuper le troisième poste de questeur, que détenait les R.I. Le choix de M. Edmond Valoin (Martinique) doit manifester l'intérêt du R.P.R. pour les DOM. Après la composition des groupes et la répartition des postes du bureau du Sénat, restent l'organisation des commissions et une question non encore tranchée au sein de la majorité sénatoriale : les

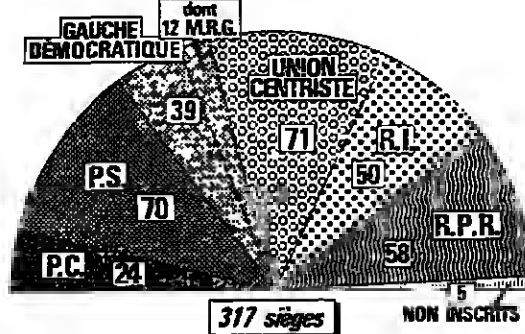
socialistes pourront-ils ou non garder les deux présidences de commission qu'ils détiennent ?

La politisation du scrutin du 25 septembre a eu, en tout cas, une traduction immédiate : les sénateurs qui ne voulaient pas adhérer à un groupe étaient encore suffisamment nombreux, avant 1980, pour se constituer en groupe autonome. Ils n'étaient plus que treize à la veille du renouvellement ; ils sont cinq aujourd'hui.

ANNE CHAUSSEBOURG.



Avant le renouvellement du 25 septembre, le Sénat comptait 304 sièges, dont 2 étaient vacants après le décès de leur détenteur (celui de Louis Le Montagner, Morbihan, rattaché administrativement à l'Union centriste, dont le suppléant était frappé d'invalidité ; celui de Pierre Salles, Pyrénées-Atlantiques, R.I., dont le suppléant était décédé). Compte tenu de la création de 11 nouveaux sièges, en application de la loi organique du 16 juillet 1976, qui assure l'adaptation du nombre de sénateurs à la croissance



démographique, et de celle du 17 juin 1983, qui a porté de 6 à 12 le nombre des élus représentant les Français établis hors de France (2 de ces 6 sièges créés sont d'ores et déjà pourvus). L'effectif de la Haute Assemblée est désormais de 317 membres. Le siège de l'ancien territoire des Aïtats et des Aïtats, devenu indépendant en 1977, non pourvu depuis la démission de son titulaire, en juillet 1980, n'a pas encore été supprimé, cette suppression nécessitant l'adoption d'une loi organique.

En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot vous offre
ce livre d'art exceptionnel
au prix coûtant

Cette annonce est
réservée aux clients
de Jean de Bonnot.
Elle remplace tout
courrier ou autre
message adressé
personnellement.

L'édition qui réunit les
figures des anciens vases
grecs dispersés dans les
musées et les collections
privées d'Europe et d'Amérique.

Les précieuses et délicates
peintures, illustrant les héros et
les grands faits décrits dans
l'Odyssée, ont été amoureusement
réunies, des années de travail
durant, par Notor, vicomte
de Roton, qui les a transposées

L'ODYSSÉE



le chef-d'œuvre
d'Homère
avec 100 illustrations hors-texte et
in-texte par les plus délicieux artistes
grecs de l'Antiquité
un ensemble céramographique unique en son genre.

ainsi que leurs légendes dans
une seule publication.
Ces peintures se trouvent
dispersées dans les musées et
collections des deux continents et
datent du VII^e au IV^e siècle avant
Jésus-Christ. Elles ont été
retrouvées principalement dans :
— les musées de Naples, de
Vienne, de Berlin, du Vatican, de
Bonn, de Florence, de Wurzburg,
de Cracovie et d'Athènes, au
British Museum, au Metropolitan
de New York et à la Pinacothèque
de Munich ;
— les collections Tyszkiewicz,
Van Branteghem de Bruxelles,
de la Duchesse de Dalmatie, du
Duc de Malborough, de Pourtales-
Gorgier.
Il en résulte un superbe volume
de 560 pages magnifié par
l'éblouissant défilé des beaux et
harmonieux décors des vases
grecs anciens. Une fresque anti-
que que personne encore n'avait
pu contempler dans son en-
semble.
L'Odyssée : un fascinant roman

d'aventures et une extraordi-
naire histoire d'amour légendaire.
Vous ferez connaissance
avec Ulysse et les personnages
si divers qu'il a rencontrés au
cours de son périple, jusqu'à son
retour au royaume d'Ithaque,
déguisé en mendiant : les Cyclopes
et les Lotophages, le Cyclope,
Éole, les Lestrygons, Circé la magi-
cienne, les Cimmériens parlant
avec les morts, les sirènes et la

divine Calypso. Sa femme la
patiente Pénélope, son fils Télé-
maque, Nestor et Ménélas, le
porcher Eumée, la foule des
fourbes prétendants et le vieux
chien fidèle sont échantés et
illustrés par ces émouvantes
reliefs datant de 25 siècles.
L'immortel chef-d'œuvre d'Ho-
mère vous est donné ici dans la
célèbre traduction de Laconte
de Lisle. C'est dire que rien n'a
été négligé pour votre satis-
faction.

Un livre "construit" pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art,
l'Odyssée, dans sa version inté-
grale en un seul volume, est
reliée plein cuir de mouton
d'une seule pièce. Ce cuir à la
douceur tiède et à l'odeur grise
premier prend avec les ans une
patine inimitable.
Le dos et les plats sont ornés
d'un décor précieux gravé à la
main et poussé sur feuille d'or
fin à 22 carats, ce même or de
bon aloi qui agrémentait aussi la
tranche de tête. Encadrant les
plats, un motif gaufré à froid
se détache en noir sur un fond
ocre évoquant l'argile des
vases grecs.
Le papier fabriqué traditionnel-
lement à la "forme ronde" est un
verge chiffon solide et sonnant
filigrane "aux éanons". Les
cahiers sont assemblés et cou-
sus au fil résistant. Les coins
sont remplis main à l'os de
bois. Le dos est renforcé par
une doublure invisible. Tranche-
files et signet tressés complè-
tent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres,
mais les choisir avec goût. Les
beaux livres donnent à l'amateur
éclairé des satisfactions iné-
puisables. Je ne publie que des
œuvres de qualité, soignées
dans les plus petits détails, qui
prennent de la valeur chaque
année car l'or véritable et le cuir
embellissent avec le temps. C'est
pourquoi je m'engage à racheter
mes ouvrages au souscripteur
pour le même prix et à n'importe
quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant
"l'Odyssée" d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir
décoré à l'or fin 22 carats.
Veuillez en trouver ci-joint le règlement, soit 93 F (+ 10,70 F de frais
de port).
Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son embal-
lage d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom..... Prénoms.....
Adresse complète.....
Code postal..... Ville.....
Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

**Claude
Olievenstein**
*Destin
du toxicomane*

Fayard le temps des sciences

Un grand livre. Pour être le meilleur paru sur le
drogue depuis longtemps.

M. L. Tellerama

MAJE COLLECTION
Claude A. • Jean-Pierre Changeux
• Antoine Danchin • Emile
• Jacques Derrida • François Jacob • Les
• Jeanne Leroi • André Leroi-Gourhan • Michel
• André Leroi • Philippe Meyer
• Jacques Ruffin • Daniel
• Jacques Ruffin • Daniel

Fayard

POLITIQUE

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Fonctionnaires territoriaux : le P.S. doit composer avec les souhaits de la C.G.T. et de la FEN

L'Assemblée nationale a continué, mardi 4 octobre, la discussion du titre III du statut général de la fonction publique, qui concerne les fonctionnaires des collectivités locales (le Monde des 4 et 5 octobre).

● **Centre national de gestion.** — Le projet gouvernemental institue ce centre pour gérer les corps de fonctionnaires relevant de la catégorie A. La commission des lois avait envisagé de le supprimer, puisqu'elle avait fait admettre par l'Assemblée la gestion de ces agents au niveau régional. La C.G.T. et la FEN tenaient à une gestion, la plus centralisée possible, des corps les plus élevés de la fonction publique territoriale. Le P.C., par la voix de M. Louis Maisonnat (Isère) et le gouvernement, après un arbitrage du premier ministre, se sont donc opposés à cette suppression. Finalement, l'Assemblée a décidé, sur proposition de M. Michel Sapin (P.S., Indre), de maintenir le centre national.

● **M. Claude Estier**, député (P.S.) de Paris, a été élu, mardi 4 octobre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. M. Estier a obtenu dix-huit suffrages ; il y a eu un bulletin blanc. Il succède à M. Maurice Faure, élu sénateur (M.R.G.) du Lot.

nul, mais en en réduisant considérablement les prérogatives initialement prévues ; il assurera, simplement, la publicité des vacances d'emploi pour tous les corps de catégorie A, et, pour certains d'entre eux, le recrutement et la gestion des personnels.

Il existera, aussi, des centres régionaux et départementaux de gestion, qui recruteront par concours et géreront les fonctionnaires territoriaux : au niveau régional, les corps de catégorie A et B, au niveau départemental ceux des corps de catégorie C et D. L'adhésion des collectivités et des établissements publics aux centres régionaux est obligatoire. Pour ce qui est des centres départementaux, l'adhésion est facultative pour les communes et leurs établissements publics employant plus de deux cents fonctionnaires, et obligatoire pour les autres.

● **Commissions administratives paritaires.** — Elles sont créées pour chaque corps, mais, comme le demandaient le gouvernement et le groupe communiste, les représentants du personnel au sein de ces commissions seront élus sur des listes présentées par les organisations syndicales, alors que M. Pierre Tabanou (P.S., Val-de-Marne), au nom de la commission des lois, et

l'opposition ne souhaitaient pas d'intervention syndicale à ce niveau.

● **Comités techniques paritaires.** — Ils sont créés dans chaque collectivité employant au moins cinquante agents. Contrairement au projet gouvernemental, les représentants des salariés ne seront pas désignés par les organisations syndicales, mais élus, à la proportionnelle, sur des listes syndicales.

● **Accès à la fonction publique territoriale.** — Comme dans la fonction publique d'Etat, la règle générale est l'accès par concours, soit externe, soit interne. M. Jean Royer (non inscrit, Indre-et-Loire) a fait préciser que « les niveaux, conditions, matières et programmes de ces concours sont fixés, nationalement, par voie réglementaire », pour assurer la qualité du recrutement.

A la demande de M. Jacques Toubon (R.P.R.-Paris) l'Assemblée a précisé que la nomination aux grades et emplois « est de la compétence exclusive de l'organe exécutif des collectivités territoriales », c'est-à-dire du maire ou du président du conseil général ou régional.

Les concours de recrutement seront organisés par les centres de gestion (ou les collectivités quand elles peuvent ne pas y adhérer), ce qui supprime, malgré les regrets de l'opposition, l'intervention de l'actuel Centre de formation des personnels communaux. Cette disposition a été adoptée au scrutin public, par 329 voix (P.S. et P.C.) contre 154 (R.P.R. et U.D.F.).

● **L'affectation dans les communes.** — Une fois établi, par le centre de gestion, l'ordre des candidats reçus au concours, comment seront-ils affectés dans les différentes collectivités ? La question est d'importance, car, selon la réponse qui lui est apportée, le maire — ou le président du conseil général ou régional — est plus ou moins libre de choix

de son personnel. Le gouvernement propose que les affectations soient effectuées par le centre de gestion selon trois critères : la préférence des reçus dans l'ordre du mérite, les besoins des autorités départementales et, éventuellement, la situation de famille des intéressés. Si la collectivité territoriale n'accepte pas la personne qui lui est proposée, et si un autre poste ne peut être offert à celle-ci par le centre, elle est quand même intégrée dans la fonction publique, une partie de son traitement étant prise en charge par la collectivité qui l'a refusée. M. Defferre voit, dans ce système, une garantie offerte aux candidats qui seront reçus aux concours, ce qui permettra de révaloriser ceux-ci.

L'opposition, en revanche, demande que soient supprimées toutes contraintes pour les collectivités, car elle voit là une atteinte, constitutionnelle, à la liberté des élus ; mais l'amendement de M. Toubon est repoussé par 328 voix (P.S. et P.C.) contre 155 (R.P.R. et U.D.F.). M. Maisonnat, au contraire, se félicite que soit finalement retenue la solution du gouvernement, car elle va permettre « de mettre fin au clientélisme politique ».

Le recrutement direct par les collectivités locales est autorisé pour les postes de direction les plus importants : directeur des services des départements et des régions ; secrétaire général et directeur général des services techniques des communes de plus de 80 000 habitants ; secrétaire général adjoint des communes de plus de 150 000 habitants ; directeur des établissements publics dont les caractéristiques et l'importance le justifient.

● **Les carrières.** — Elles seront organisées conformément aux dispositions actuelles du code des communes, adaptées aux titres I et II du statut de la fonction publique, de façon à les rendre comparables à

celles des agents de l'Etat. Il est simplement précisé, à la demande de la commission des lois, qu'il pourra être mis fin aux fonctions des titulaires des principaux emplois de direction dans les six mois suivant l'arrivée au pouvoir de nouveaux élus ; dans ce cas, l'agent qui n'accepterait pas un nouveau poste sera pris en charge par le centre de gestion ou touchera une indemnité de licenciement. De même M. Defferre obtient, contre l'opposition, la création d'un statut de « congé spé-

cial », équivalent à celui des préfets, pour les titulaires des postes de direction.

● **La fin du « treizième mois ».** — A la demande du gouvernement, les compléments de rémunération, par le relais d'associations, sont interdits, malgré les craintes de M. Adrien Zeller (N.L., Bas-Rhin), qui rappelle que, par ce biais, de nombreuses communes ont accordé l'équivalent d'un treizième mois.

THIERRY BRÉHER.

Surtaxe sur le revenu : en douceur

La réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi 4 octobre, a confirmé l'évolution du débat, au sein du P.S., à propos du seuil de la surtaxe sur l'impôt sur le revenu prévue par le projet de budget pour 1984. Selon M. Pierre Joxe, président du groupe, aucun député n'a proposé le relèvement pur et simple de 20 000 F à 30 000 F du seuil de déclenchement de la surtaxe. Les parlementaires socialistes ont envisagé plusieurs formules permettant, entre 20 000 F et 25 000 F, l'entrée en douceur dans la surtaxe, et se rapprochant ainsi de la position définitive par M. Pierre Mauroy lors des journées parlementaires du P.S., la semaine dernière.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, qui assistait à cette réunion (ainsi que MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget), n'a pas exclu l'hypothèse d'un taux s'élevant progressivement, à

partir de 20 000 F, pour atteindre 5 % à 25 000 F.

Le financement des diverses possibilités évoquées par les députés socialistes serait assuré soit par une légère augmentation du taux de l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.) — la dernière tranche étant la plus visée — soit par l'application de la surtaxe, au taux de 8 %, à l'I.G.F.

Parallèlement à la recherche d'un compromis avec le gouvernement, le P.S. poursuit ses discussions avec les communistes, afin de tenter de dégager une position commune des deux groupes. Le projet de surtaxe viendra devant la commission des finances de l'Assemblée nationale à la fin de la première quinzaine d'octobre.

M. Pierre Joxe, qui a réaffirmé son opposition au projet de surtaxe de 2 % sur l'ensemble des revenus envisagé par M. Delors cet été, a estimé que, en toute hypothèse, ce projet n'est pas « promis à une grande carrière ».

J.-L. A.

Faits & Arguments



Chaque mois

- L'éditorial de Raymond Barre
- Une analyse de la situation française
- Un dossier d'actualité
- Des propositions pour l'avenir

Bulletin à renvoyer à :
B.A. Faits & Arguments
BP n° 102 - 92353 Le Plessis Robinson Cedex

Nr, Mme, Mlle :

Adresse :

Abonnement France : 110 F - étranger : 180 F

Abonnement de soutien à partir de 500 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du G.E.S.E.C.O.M.

AUX BACHELIERS FRANÇAIS

15 octobre 1983

Date limite d'inscription
aux épreuves de sélection d'entrée
à l'

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE GENÈVE

Section Management et Business Administration
Programme préparant à
l'International Master in Business Administration
(IMBA)
en quatre ou cinq ans.

Renseignements et inscription en France :

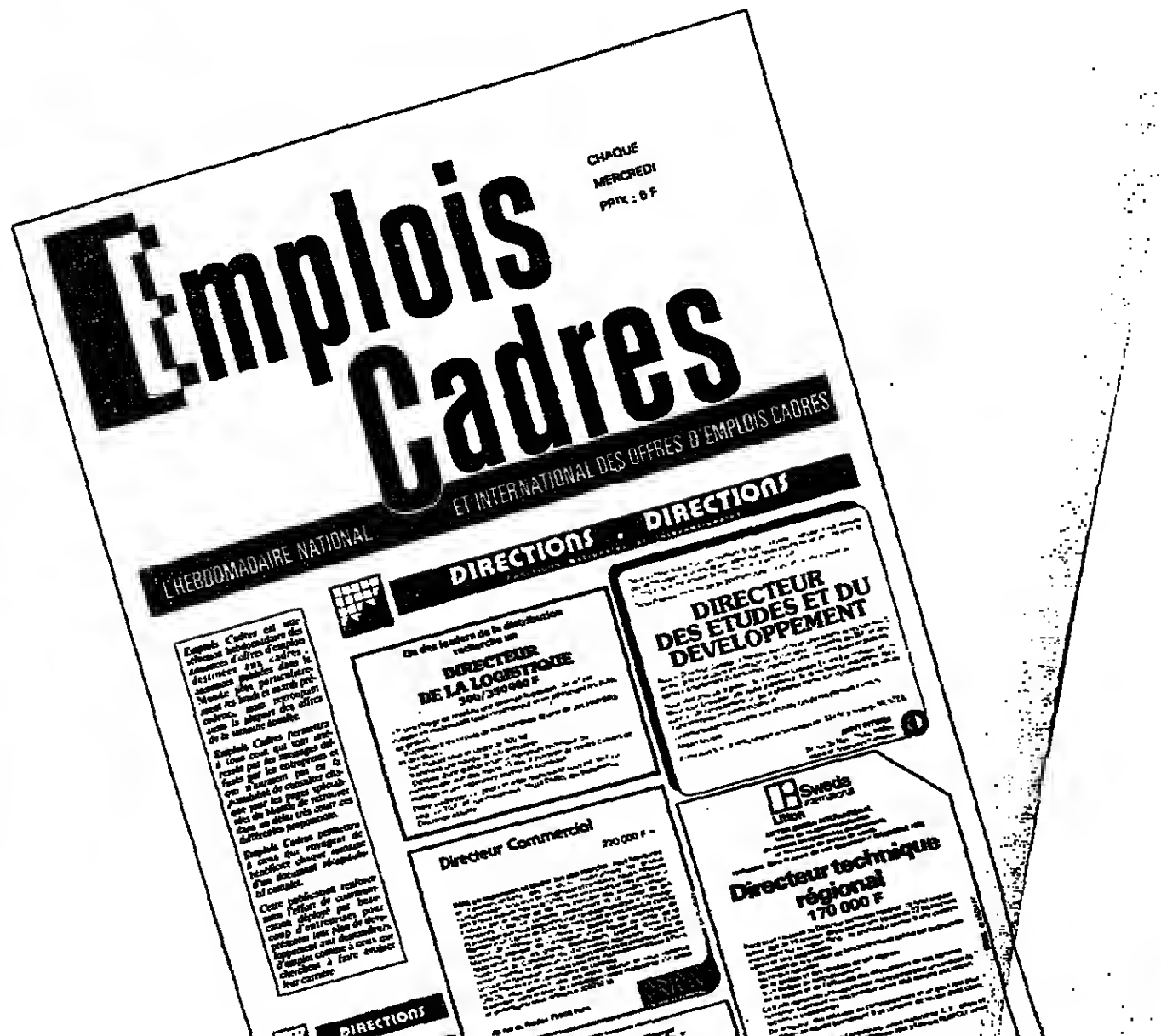
Centre d'information de l'ULI pour la France
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris.
Tél. : (1) 296.30.69

General admission office
de Candolle, Genève (Suisse).
Tél. : (22) 20.65.11

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans *Le Monde* la semaine écoulée.

Chaque semaine chez votre marchand de journaux, 6 F



L'archiviste, c. 75'



* sous réserve d'acceptation du dossier.

Cognitive & Motor

L'âge d'or de la cardiologie

Spécialité en plein essor, la cardiologie ne se limite pas à soigner des malades : elle étend son domaine à la prévention active, comme le montre la Semaine du cœur, organisée du 3 au 9 octobre par la Fédération française de cardiologie.

Chaque minute, deux citoyens américains sont victimes d'une crise cardiaque, un troisième d'un accident vasculaire cérébral. En France, 202 000 personnes sont mortes « du cœur » en 1981, ce qui représente 36,5 % des décès, avant la mortalité par tumeurs (23,6 %) et par accidents (9,2 %). Le fait est là : plus que de cancers, les habitants des pays industrialisés souffrent - et meurent - d'affections cardio-vasculaires.

Alors, au regard de l'histoire, il s'agit là d'un phénomène nouveau et inquiétant, datant d'une cinquantaine d'années. Avec l'arrivée des vaccins et des antibiotiques, les maladies du cœur et des vaisseaux ont pris la place jadis occupée par les grandes maladies infectieuses. Au long cortège des fléaux contagieux a succédé une pathologie individuelle, et les épidémies mystérieuses et incontrôlables ont fait place à une mortalité diffuse, dont on connaît parfaitement l'origine, mais face à laquelle la collectivité semble désarmée.

On pourrait, dès lors, rapidement conclure que, tout compte fait, une maladie chasse l'autre. Que chaque époque invente une manière de mourir, réponse collective et inconsciente à un environnement changeant, mais toujours pathogène.

Même si l'on pressentait à quel point la maladie plonge ses racines dans le domaine socio-culturel, ce serait aller un peu vite en besogne, gommer tout ce que ces phénomènes morbides ont de dynamique et, pourtant, oublier l'apport de la médecine à la santé publique. A cet égard, la cardiologie apparaît bien aujourd'hui comme une discipline exemplaire. Une spécialité-phare qui bénéficie, tant dans l'opinion publique que dans la communauté médicale, d'un prestige considérable, dû autant à la somme des progrès accomplis qu'à l'importance économique, sociale et symbolique de la pathologie prise en charge.

L'histoire récente de cette discipline pourrait se résumer à une remarquable série d'avancées et de succès. Il est vrai qu'elle disposait d'un atout considérable. Muscle uni-

calculez vos risques d'infarctus ; ne les accumulez pas

SEXE	AGE	HEREDITE	TENSION	TABAC	RÉGIME	POIDS	EXERCICE
1	1	1	1	0	1	0	1
Femme de 40 à 50 ans	De 10 à 20 ans	Aucune maladie connue	10	Non fumeur	Régime équilibré sans sucre ni huile ni sel	Moins de 70 kg	Trouverait son travail et ses loisirs agréables
2	2	2	2	1	2	1	2
Femme de 40 à 50 ans	De 21 à 30 ans	2 parents avec une maladie cardio-vasculaire (plus de 50 ans)	12	Cigarette ou pipe	Régime équilibré avec un peu de sucre et un peu de sel	Moins de 70 kg	Trouverait son travail et ses loisirs agréables
3	3	3	3	2	3	2	3
Femme de 40 à 50 ans	De 31 à 40 ans	2 parents avec une maladie cardio-vasculaire (plus de 50 ans)	14	10 cigarettes par jour	Régime normal avec un peu de sucre et un peu de sel	Moins de 70 kg	Trouverait son travail et ses loisirs agréables
4	4	4	4	3	4	3	4
Femme de 40 à 50 ans	De 41 à 50 ans	2 parents avec une maladie cardio-vasculaire (plus de 50 ans)	16	20 cigarettes par jour	Régime normal avec un peu de sucre et un peu de sel	Moins de 70 kg	Trouverait son travail et ses loisirs agréables
5	5	5	5	4	5	4	5
Femme de 40 à 50 ans	De 51 à 60 ans	2 parents avec une maladie cardio-vasculaire (plus de 50 ans)	18	30 cigarettes par jour	Régime normal avec un peu de sucre et un peu de sel	Moins de 70 kg	Trouverait son travail et ses loisirs agréables
6	6	6	6	5	6	5	6
Femme de 40 à 50 ans	De 61 à 70 ans	2 parents avec une maladie cardio-vasculaire (plus de 50 ans)	20 ou plus	40 cigarettes par jour ou plus	Régime normal avec un peu de sucre et un peu de sel	Moins de 70 kg	Trouverait son travail et ses loisirs agréables

vos résultats :

41 à 62 :	32 à 40 :	25 à 31 :	18 à 24 :	12 à 17 :	6 à 11 :
vos risques sont très grands voyez votre médecin	vos risques sont grands	vous devriez faire attention vos risques sont assez nets	vos risques sont réels mais encore peu inquiétants	vos risques sont faibles	vos risques d'infarctus sont très faibles

VOTRE POIDS SOUHAITABLE SELON VOTRE TAILLE ET VOTRE SEXE :

HOMME		FEMME		HOMME		FEMME		HOMME		FEMME	
1,50 m	50 kg	50 kg	1,65 m	61,5 kg	57,5 kg	1,80 m	72,5 kg	65 kg	1,95 m	84 kg	72,5 kg
1,55 m	54 kg	52,5 kg	1,70 m	65 kg	60 kg	1,85 m	78,5 kg	67,5 kg			
1,60 m	57,5 kg	55 kg	1,75 m	69 kg	62,5 kg	1,90 m	80 kg	70 kg			

Tableaux établis par la Fédération de cardiologie (50, rue du Rocher, 75008 Paris. Tél. : 522-52-53). Comme chaque année, une « carte du cœur » est vendue au prix de 15 francs, au bénéfice de la recherche. La Fédération présente dans le métro parisien (station Miroisens, de 11 h à 19 h) une exposition sur la prévention.

que dont la morphologie et l'activité peuvent aisément être observées, mesurées, enregistrées, le cœur constitue un champ d'investigation idéal. Plus peut-être qu'aucune autre discipline médicale, la cardiologie a bénéficié du progrès considérable des techniques de diagnostic. Les approches radiologiques et électrocardiographiques sont aujourd'hui des examens totalement banalisés, auxquels sont progressivement venus s'ajouter l'enregistre-

ment en continu de l'activité électrique cardiaque, l'utilisation des ultrasons, de produits radioactifs, l'opacification des trajets vasculaires, la mesure des pressions intracardiales, le traitement informatisé des données obtenues, etc.

La prise en charge thérapeutique s'est, elle aussi, considérablement diversifiée. Angine de poitrine, hypertension artérielle, insuffisance cardiaque, troubles du rythme : tous ces grands chapitres de la pathologie ont vu s'élargir de manière notable le nombre et l'efficacité des médicaments utilisés. De la même manière, la chirurgie cardio-vasculaire, qu'elle soit « lourde » (transplantations, pontages aorto-coronaires, prothèses valvulaires), ou plus « légère » comme l'angioplastie transluminale, nouvelle méthode de dilatation artérielle, annonce un taux croissant de réussite.

« Depuis plus de vingt ans, souligne le professeur Mireille Brohier (Tours), président de la Fédération française de cardiologie, « les cardiologues peuvent régulièrement annoncer l'amélioration du pronostic de l'infarctus du myocarde. Grâce au développement des unités de soins intensifs et aux traitements actuels, la mortalité en phase aiguë s'est abaissée de 6 %, alors qu'un malade sur quatre décédait il y a seulement vingt ans ».

A ces bulletins de victoire, il conviendrait d'en ajouter d'autres comme celui des stimulateurs cardiaques, appareils faits d'une pile et d'un circuit électronique, dont vingt mille exemplaires sont, chaque année, implantés en France chez des malades dont le cœur est gravement défaillant. Ou d'autres, en attente, concernant la compréhension de phénomènes aussi différents que l'athérosclérose, l'hypertension artérielle ou les affections cardiaques dégénératives.

L'hygiène de vie est essentielle

Un tel bilan, que pourraient envier bon nombre de disciplines médicales, confère à la cardiologie une image de marque très positive. Mais l'image simpliste d'un progrès technique aux ressources illimitées ne peut être retenue, car ces succès n'ont pas de grande traduction épidémiologique. On assiste, en revanche, à d'étonnantes fluctuations statistiques qui font que dans certains pays (les Etats-Unis, l'Australie, le Japon, le Canada), la mortalité cardio-vasculaire diminue alors qu'elle augmente dans d'autres (la Roumanie, la Pologne, l'Irlande du Nord ou la République fédérale d'Allemagne) (1).

En France, on ne dispose d'aucune image épidémiologique fine sur les affections cardio-vasculaires. En revanche, leur importance économique a été évaluée à plus de 20 milliards de francs (2). C'est ainsi par exemple qu'en médecine libérale

près d'un acte médical sur cinq concerne des personnes atteintes d'une maladie vasculaire (soit environ 50 millions d'actes et 4 milliards de francs), que 6 400 000 analyses de sang et 1 600 000 analyses d'urine, 670 000 examens radiologiques et 3 millions d'électrocardiogrammes leur sont prescrits chaque année. La dépense pharmaceutique s'élève pour les médicaments vasculaires à plus de 8 milliards de francs, l'essentiel étant constitué de médicaments vaso-dilatateurs.

Au-delà des bilans chiffrés, reste une question essentielle que pose notamment la situation américaine : qui - de l'art médical ou des règles d'hygiène de vie - a le plus d'efficacité ? Si les conclusions scientifiques ne sont pas encore formellement établies, il semble acquis que le respect des règles élémentaires (arrêt de la consommation de tabac, activité physique soutenue, alimentation équilibrée) joue un rôle essentiel de prévention.

C'est à ce niveau que la cardiologie trouve toute son originalité. Depuis plusieurs années, les cardiologues ont souligné la nécessité absolue d'une prévention active (voir encadré). Cette discipline de pointe peut ainsi, plus qu'une autre, jouer sur les aspects curatif et préventif, avec le risque non négligeable dans ce dernier cas de médicaliser à outrance un domaine qui devrait avant tout être celui de l'éducation.

Enfin, si l'éradication des affections cardio-vasculaires semble aujourd'hui un objectif inaccessible, certains cardiologues commencent à programmer les prochaines dates de l'aventure du cœur artificiel. Une aventure commencée avec la récente intervention de Salt Lake City sur M. Barney Clark qui, si elle a symboliquement marqué l'entrée de la cardiologie dans son âge d'or, a aussi montré avec quelle facilité cette discipline pouvait, pour des raisons éthiques, perdre de son aura.

JEAN-YVES NAU.

- (1) Statistiques annuelles 1979 de l'Organisation mondiale de la santé, citées par les docteurs Robert L. Levy et Jay Moskowitz (Sciences, 9 juillet 1982).
- (2) Etude de M^{me} Françoise Lalonde (service du professeur Jacques Cam, hôpital Saint-Louis, Paris). Revue médecine cardio-vasculaire, n° 5.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourne-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1992)
Imprimerie : le Monde, 5, rue d'Alsace, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

LES CONTACTS DE L'ANCIEN CHEF DU G.I.G.N. AVEC DES GROUPES TERRORISTES

Le capitaine Paul Barril affirme avoir agi sur ordre de l'Élysée

« Monsieur Rouillon, je désirerais vous rencontrer personnellement, où vous voulez et quand vous voulez, afin de mettre au point un dialogue permettant la régularisation de votre situation. Je suis habilité par la présidence (de la République) pour traiter directement avec vous. A bientôt l'espérance. » C'est en ces termes que le capitaine Paul Barril écrivait, le 22 janvier, une lettre destinée à Jean-Marc Rouillon, l'un des fondateurs du groupe d'ultra-gauche Action directe, alors - et toujours - recherché par la justice.

Le Canard enchaîné de 5 octobre publie la photocopie de cette lettre écrite par celui qui était, jusqu'à cet été, chef par intérim du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Le chef d'escadron Christian Prouteau, son supérieur hiérarchique, a également écrit à Jean-Marc Rouillon. Pour sa part, le *Matin de Paris* du 5 octobre confirme que des rencontres et pourparlers entre le capitaine Barril et un émissaire de Jean-Marc Rouillon ont eu lieu. L'un de ses journalistes, Jacques Bachelon, y a assisté.

Dans un entretien accordé à *France-Soir* du 5 octobre, M^{re} Francis Szpiner, avocat du capitaine Barril, affirme que son client a agi - dans l'affaire de Jean-Marc Rouillon comme dans ses contacts avec le F.L.N.C. - à la demande de M. François de Grossouvre, conseiller du président de la République, et de M. Prouteau. M^{re} Szpiner nous a précisé : « Le capitaine a travaillé dans le cadre de la mission qui lui était confiée sous le contrôle de sa hiérarchie. » Selon l'avocat, le capitaine Barril fait l'objet « depuis plusieurs semaines d'une campagne de presse orchestrée » et s'est retiré dans les Alpes à la demande de ses supérieurs.

Tintin au pays du baroud

« Barril, connais pas ! » Tel est, en substance, le commentaire de l'Élysée après la révélation des activités corse du capitaine Paul Barril et de ses tractations avec Jean-Marc Rouillon, ancien leader d'Action directe. Pourtant, si l'on figure à aucun titre sur les organigrammes de la présidence, le capitaine Barril avait bel et bien partie liée, encore récemment, avec la « cellule policière » élyséenne dirigée par son compagnon d'armes, le chef d'escadron Christian Prouteau.

Encombrant capitaine ! Le regard clair et la parole facile, le contact direct et la confiance aisée, Paul Barril séduit. Son côté boy-scout évoluant avec un plaisir gamin dans les hautes sphères policières, insouciant du danger comme de la hiérarchie, plaît au profane. Tintin au pays du baroud en somme : l'enthousiasme de tous les clichés, celui de la brute parachutiste ou du policier retors. Il plaît d'autant plus que Christian Prouteau, placé aux côtés de M. Mitterrand depuis l'été 1982, lui fait entièrement confiance : « un autre moi-même », dit-il du capitaine. Par la grâce de la promotion de son ami, M. Barril fréquente donc les sommets de l'Etat.

Prouteau et Barril, le chef et l'adjoint, deux inséparables depuis 1973, data de la création du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Cette unité d'élite, composée de gendarmes volontaires, destinée au départ à la lutte contre les prises d'otage, s'enorgueillit de ne compter de morts qu'à l'entraînement. Le capitaine Barril y a déjà son épée, confortée par une mission en Arabie Saoudite en 1979, où ses conseils aidèrent l'armée à reprendre la mosquée de La Mecque tenue par des opposants.

Ses hauts faits d'armes ne suffisent cependant pas à emporter la conviction de l'entourage présidentiel. Quand M. Prouteau laisse à son adjoint le commandement par intérim du G.I.G.N., auquel il comptait faire appel pour des missions présidentielles, il dut répondre de son ami. Car traîne cette « vaine rumeur », alimentée par l'inculpation du capitaine, en octobre 1981, dans un mystérieux trafic d'armes, mêlant extrémistes de droite et anciens mercenaires. Un profil de compositeur, sinon de « factieux », aux yeux de certains responsables socialistes, que M. Prouteau sut rapidement effacer. Il a convaincu, sans doute au plus haut niveau.

Donc, le capitaine Barril n'est pas un « déstabilisateur » motivé par d'effroyables convictions idéologiques. Plus simplement, c'est un franc-tireur, un fonceur qui a ses amis et ses méthodes. Des amis précieux puisque c'est au nom de l'« amitié » qu'il reconnaît avoir offert des détonateurs militaires à un « collectionneur » en liaison étroite avec d'anciens mercenaires... Quant aux méthodes, il n'apprécie guère les passants hiérarchiques : « Quand j'ai besoin d'un renseignement, confie-t-il un jour, je téléphone directement à un ami au B.K.A., l'office criminel allemand, où j'y fais un saut en avion ! Par les voies normales, ce serait interminable. » Les amitiés nouées au fil d'entraînements d'unités étrangères par le G.I.G.N. ont ainsi tissé ce qu'il dénomme volontiers « l'international du contre-terrorisme » : un réseau informel de relations qui ne s'embarrasse pas des contraintes administratives.

De nombreuses relations

La « méthode Barril » a ses risques. Des policiers charitables ont accumulé ces derniers mois plusieurs bandes magnétiques d'écoutes téléphoniques qui illustrent : entrer dans le jeu de trafiquants les plus divers, leur proposer une aide afin d'obtenir des renseignements. Truands et « politiciens » se croisent ainsi dans des « coups tordus », auxquels l'Élysée, grâce au zèle du capitaine, est fortement mêlé. Il y eut aussi l'affaire irlandaise de Vincennes, pour laquelle la justice continuera à s'intéresser au capitaine. Responsable opérationnel d'une intervention contre des présumés « superterroristes », comment aurait-il pu ignorer le « montage » policier réalisé dans leur appâtant à l'aide de fausses pièces à conviction ?

Aux dernières nouvelles, Paul Barril était confiant. En « convalescence » depuis un accident à l'entraînement en mai, relevé du commandement par intérim du G.I.G.N., mais sans sanction disciplinaire malgré la « bavure » irlandaise, il se disait toujours disponible pour des missions délicates et présidentielles. A l'étranger, qui sait, puisqu'il aime vanter ses nombreuses relations au Moyen-Orient et au Maghreb : « Je peux partir commander une garde arabe quand je veux ? » En somme, dans l'adversité, le capitaine Barril ne manque pas d'amis. Et sans doute de secrets accumulés durant une année riche en missions confidentielles...

EDWY PLENEL.

● RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission a déformé le sens d'une partie de notre article intitulé « Le cauchemar de Pontalieu » (le Monde du 4 octobre). Nous aurions dû écrire : pour le docteur Jani Vimond, vétérinaire et adjoint au maire, l'enquête initiale « a été déviée de son but... ». On ne se préoccupe plus, explique-t-il, des auteurs du sabotage mais bien de celui qui en a été victime. L'administration, fait-il, s'est efforcée d'un black-out « intelligent, hermétique qu'il en paraît suspect. Quant à la justice, plusieurs éléments font que l'on peut se poser des questions quant à son indépendance... »

LE ROY & FILS OPTICIENS
l'Optique d'aujourd'hui

104, Champs-Élysées 5, place des Terres
11, bd du Palais 27, bd Saint-Michel
158, rue de Lyon 127, Fg Saint-Antoine
147, rue de Rennes 30, bd Barbès
à votre service toute la semaine

الشيء هو

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

La procédure est annulée

Faisant droit comme prévu à la requête du parquet — soutenue par la défense — la chambre d'accusation de Paris, présidée par M. François Pignier, a prononcé, le 5 octobre, l'annulation de l'ensemble de la procédure engagée à l'encontre de MM. Michael Plunkett, Stephen King, et de M^{me} Mary Reid, les trois Irlandais arrêtés à Vincennes, le 28 août 1982, par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) et poursuivis pour détention d'armes, d'explosifs, et association de malfaiteurs.

Cette décision résulte des irrégularités constatées dans l'exécution de la perquisition opérée dès le 28 août 1982 dans l'appartement occupé par les trois Irlandais, mais en leur absence, sous la direction du commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau et du capitaine Paul Barril, qui n'étaient pas habilités à le faire.

Au conseil des ministres

UNE RÉPRESSION PLUS SÈVÈRE DE LA CONDUITE EN ÉTAT D'IVRESSE

Le conseil des ministres de ce mercredi 5 octobre devait examiner un projet de loi visant à réprimer plus sévèrement la conduite en état d'ivresse.

Le projet d'article autour de trois mesures :

- Une modification de l'échelle des poursuites applicables à une alcoolémie excessive. Le franchissement du seuil de 0,80 gramme d'alcool par litre de sang serait à l'avenir un délit, alors que, actuellement, la loi ne retient qu'une contravention pour les taux compris entre 0,80 et 1,20 gramme ;

- L'aggravation des sanctions contre les auteurs d'accident sous l'empire de l'alcool, ce qui suppose quelques modifications du code des délits et des peines ;
- L'adoption de l'« éthylomètre » comme moyen légal de dépistage de l'état alcoolique et de dosage de l'imprégnation.

Ces mesures légales vont se doubler d'une plus grande rigueur des

assureurs à l'égard des conducteurs alcooliques. Le « malus » de ces derniers pourra atteindre 250 %, soit trois fois et demie la prime de base (le Monde du 16 juin).

Permis moto

« Dossier explosif, ultra-sensible. Le premier ministre tranchera lui-même incontestablement. Le président de la République avait fait des promesses... »

Ainsi qualifié-t-on, au ministère des transports, « l'affaire » de la réforme du permis moto mise en chantier il y a un an et qui n'est toujours pas achevée. Les pouvoirs publics veulent réduire le nombre et la gravité des accidents dont sont victimes les motards.

La réforme ne visera pas les cyclomoteurs mais les engins de plus de 50 centimètres cubes.

La question délicate est de savoir quel âge — et à partir de quel âge — s'appliquera aux motos de plus de 80 centimètres cubes ou de plus de 125 centimètres cubes.

APRÈS L'INTERPELLATION DU CORRESPONDANT DE L'A.F.P. EN CORSE

M. Badinter appelle les journalistes à « mesurer leurs responsabilités »

L'envoyé spécial permanent de l'A.F.P. en Corse, M. Jean Virebayre, a été longuement entendu par la police mardi 4 octobre après avoir assisté, seul, à une conférence de presse du Front de libération nationale de la Corse (le Monde du 5 octobre). Interpellé dans le cadre d'une enquête en flagrant délit pour

reconstitution de ligue dissoute, M. Virebayre a été retenu pendant une dizaine d'heures. Cette garde à vue marque une modification des rapports entre la presse, la police et la justice dans l'île. Interrogé dès l'annonce de l'interpellation du journaliste, M. Robert Badinter,

garde des sceaux, a déclaré : « Respecter absolument la liberté de la presse, c'est pour moi une évidence, mais je souhaiterais que les journalistes mesurent leurs responsabilités au regard de l'information et de la responsabilité qu'ils détiennent sur les sensibilités et les réactions collectives. »

Maquis et relations publiques

Lors de sa dernière conférence de presse, le Front de libération nationale de la Corse a innové. Dans la nuit du 3 au 4 octobre, contrairement à toutes ses habitudes, un seul journaliste avait été convié à entendre les porte-parole du mouvement clandestin dans le maquis. Ainsi M. Virebayre, envoyé spécial permanent de l'Agence France Presse en Corse, s'est-il retrouvé face à trois hommes masqués par des cagoules blanches. Pourquoi cet honneur sélectif ? Parce qu'il y a trop de contrôles policiers dans l'île pour assurer le voyage incognito de plusieurs journalistes, ont répondu les hommes en cagoule. Pourquoi lui ? Parce que l'A.F.P. est le meilleur canal national et international de diffusion de l'information...

Pour avoir joué la prudence et pressenti le journaliste le plus « respectable », le F.L.N.C. a attiré des années à M. Virebayre. Après avoir dicté une longue dépêche à Paris et aimablement prévenu les renseignements généraux de sa randonnée nocturne au maquis, M. Virebayre a en effet été interpellé à son domicile vers 6 h 45. Placé en garde à vue, interrogé, il a été relâché à 16 heures. Les policiers ont perquisitionné chez lui et saisi un texte du F.L.N.C. de treize pages intitulé : « Conférence de presse, octobre 1983. »

M. Virebayre considère qu'il existe « un gros malaise entre les journalistes, la police et la justice en Corse ». Les policiers, raconte-t-il, lui ont demandé à plusieurs reprises : « Pourquoi avez-vous pré-

venu les renseignements généraux après la conférence de presse et non avant ? » Question incompréhensible pour un journaliste. Question élémentaire pour un policier.

Depuis son apparition en 1976, le F.L.N.C. — comme la plupart des mouvements clandestins — s'efforce de maintenir des relations avec la presse. Il ne lui suffit pas de plaquer, de tirer des coups de feu, de « condamner à mort ». Il lui faut expliquer pourquoi. Le F.L.N.C. a toujours eu le goût des conférences de presse au maquis. Les rendez-vous secrets, les longs parcours en camionnette sur des routes sinueuses, les journalistes — bandeau sur les yeux — invités au silence, les militants en armes reliés par des talkies-walkies, sont autant de manières de démontrer à la presse sa force et son organisation.

Ainsi le F.L.N.C. peut-il faire « passer » son message. Comme par les interviews, accordées parcimonieusement. Comme par les communiqués adressés au quotidien *la Corse-le Provençal*, qui seul, parce qu'il est « le canal habituel », peut authentifier ses textes.

Le F.L.N.C. a besoin de la presse. La presse a besoin du F.L.N.C. parce que l'opinion publique, les forces politiques, les autorités et... les policiers ont besoin de savoir ce que pense le F.L.N.C.

Bien sûr, les militants du Front s'adressent à des journalistes dont ils savent qu'ils respecteront le secret professionnel. Jusqu'à présent, les

policiers les convoquaient après coup. Les journalistes se taisaient. Tout cela sans conséquence. Une sorte d'accord tacite semblait passé entre journalistes et policiers.

Changement d'attitude

La garde à vue de M. Virebayre — même courte — marque un changement d'attitude des autorités. Pour la première fois depuis 1976, policiers et magistrats sont apparemment décidés à jouer « les empêchements de travailler en rond », selon l'expression de l'envoyé spécial permanent de l'A.F.P. Ou, dit autrement, policiers et magistrats semblent décidés à lutter résolument contre les nationalistes. Ils visent à l'« efficacité ». Nous avons assez pris de gants, disent-ils en substance.

Dans cette optique, la garde à vue de M. Virebayre est l'un des épisodes d'une guérilla ouverte entre M. Robert Broussard, commissaire de la République chargé de la police, et certains journalistes accusés de faire de la publicité au F.L.N.C., bref, d'en être les attachés de presse. Les premiers affrontements ont eu lieu en février lorsque la police et la justice demandèrent aux stations régionales de FR 3 et Radio France de diffuser les voix des assassins présumés d'André Schoch, coiffeur ajaccien, et que ces dernières refusèrent.

Depuis, M. Sampiero Sanguinetti, rédacteur en chef de FR 3-Corse, a eu l'occasion d'évoquer le climat de « pression permanente »

qui pèse sur la presse (tensions locales, interrogatoires, saisies de films). Depuis, M. Jean-Louis Eysartel, directeur de Radio Corse, a été inculpé de propagation de fausses nouvelles (le Monde, des 6 juillet et 14 septembre).

Est-ce à dire qu'un journaliste ne peut plus travailler en Corse ? Non. Que la collecte des informations est devenue délicate ? Oui. La tâche des journalistes se complique en Corse à mesure que la situation se tend, insaisissable, sur fond d'attentats quotidiens et d'assassinats.

LAURENT GRELSAMER.

(Publicité)

SCIENCES DU JEU

D.E.S.S. consacré au jeu et aux jouets

Université PARIS-NORD
Département des Sciences du Jeu
Avenue J.-B. Clément
93430 VILLETANEUSE
Tél. : 821-61-70, poste 6051

Téléétel.

La puissance de l'informatique. La simplicité du téléphone.

Voici Téléétel : tout un monde de services en direct.

Téléétel va donner une nouvelle dimension à votre vie professionnelle, à votre entreprise, quelles que soient sa taille et son activité, et vous ouvrir l'accès à des ressources informatiques de toutes natures et de toutes puissances.

Téléétel, informez-vous en direct.

Chacun peut, de son poste de travail, interroger des banques de données professionnelles ou des services d'information pratique.

Sans intermédiaire, sans connaissances spéciales, sans contrainte d'horaire.

Téléétel, communiquez en direct. En concevant des services internes (boîtes à lettres électroniques, journal d'entreprise...) vous optimisez les circuits de communication dans votre entreprise, sans modifier vos structures, sans bausculer vos habitudes.

Téléétel, agissez en direct. Vous dynamisez votre force de vente, vous resserez vos liens avec vos distributeurs, vos clients, vos fournisseurs, grâce à des services de

consultation (catalogues, stocks, tarifs) et de commande en direct.

Bientôt vous pourrez même proposer directement vos services ou vos produits au grand public (3 millions de terminaux seront installés par les PTT d'ici 1986).

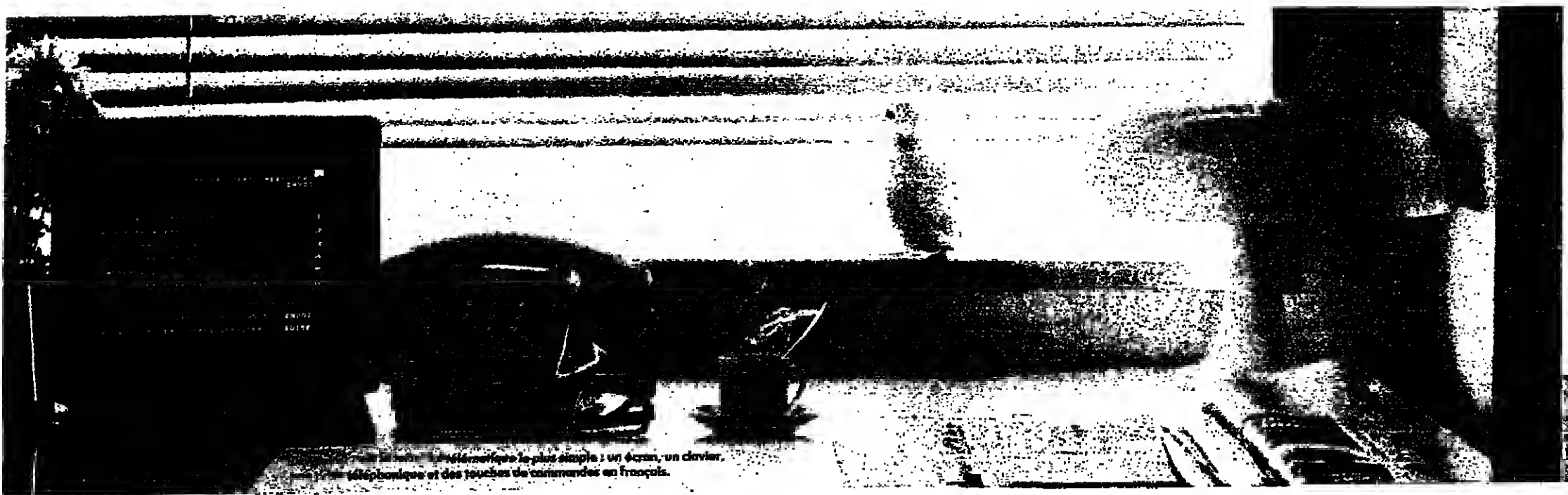
Voici Téléétel, un nouvel outil de compétitivité, une nouvelle liberté pour travailler et entreprendre.

Simple, pratique, économique : le terminal MINITEL 1 coûte 70F par mois en location entretien, la communication coûte 0,30F la minute, indépendamment de la distance.

Téléétel est maintenant disponible pour toutes les professions, partout en France. Pour recevoir un dossier « Spécial Entreprises », écrivez à DGT/Téléétel - BP 111 - 75722 Paris Cedex 15 ou téléphonez au **NUMERO VERT** Appel gratuit 16.00.00.00



PARCOURS ASSOCIÉS



Le terminal MINITEL 1, l'informatique la plus simple : un écran, un clavier, un téléphone et des jouets de commandes en français.

SOCIÉTÉ

AUX ASSISES DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Le voleur véhément

De notre envoyé spécial

Digne. — Le 14 septembre 1979, ses voisins, surpris de ne pas voir l'abbé Henri Brau, soixante-trois ans, curé de Saint-Michel-l'Observatoire depuis vingt-six ans, d'ordinaire plus matinal, forcent la porte du presbytère pour découvrir bien-
tôt, ligoté dans la cave, le corps ensanglanté du prêtre mort. Partout dans la maison des traces de sang et de grand désordre. Beaucoup d'objets d'art religieux, dont l'abbé était un collectionneur passionné, manquent au salon devenu au fil des ans un petit « musée ».

Une semaine plus tard, jour pour jour, les gendarmes interpellent un homme de vingt-trois ans, Luis-Manuel Albarracín-Jiménez, de nationalité espagnole, qui va très vite avouer être l'auteur du cambriolage, mais nier toujours avoir tué et encore plus torturé. Car l'examen du corps pratiqué par deux médecins, MM. Bernard Mariotti et Raymond Mazaud, impliqués depuis lors dans l'affaire dite des « grâces médicales » de Marseille, révèle des traces de brûlures au thorax et au scrotum, qui, selon eux, ont été provoquées par du courant électrique. Quant à la mort, c'est un étouffement consécutif à une forte hémorragie qui l'a entraînée (le Monde du 21 septembre 1979).

Devant la cour d'assises des Alpes-de-Haute-Provence qui le juge depuis lundi 3 octobre, celui que ses amis surnommaient « Manu » et que le président François Brunat a choisi d'appeler Albarracín tout court n'a rien, en apparence, d'un meurtrier ou d'un tortionnaire. Front dégariné, fines lunettes dorées, langage châtié, il a plutôt l'air d'un étudiant que d'un homme qui a à répondre aujourd'hui d'un « homicide volontaire, tortures et vol qualifié ».

Amour fou

De fait, cet Albarracín est un paumé, un écorché vif. Né en Espagne, mais venu très jeune en France, il a pratiquement pas connu son père, un alcoolique notoire, et sa mère, éternellement malade, n'a su ni le lever. Toute son enfance, jalonnée de crises d'épilepsie, a été ballottée ça et là de foyers d'action éducative en centres médico-sociaux. A quatorze ans, pour la première fois, il va à l'école de la fugue et il récidivera de nos frontières. Ce qu'il appelle un « pari stupide » va le mener, à dix-sept ans et demi, à s'engager dans la Légion étrangère. Et les médecins militaires vont vite le réformer pour « nervosité et indisciplin ».

Tantôt à Manosque — sa mère s'est fixée dans la région — tantôt à

Aix puis à Marseille il vit alors d'expédients, et cherche même dans la drogue des consolations éphémères. Pourtant, en 1975, le voilà qui tombe amoureux fou de Michèle Ciccolini, dont il aura un peu plus tard un fils, Tristan, âgé aujourd'hui de six ans. Mais cet amour ne va pas le ramener vers un chemin « normal ». Pas du tout : en avril 1976, il est condamné à deux ans de prison, dont seize mois avec sursis, pour avoir sévèrement rossé un photographe qui avait pris de son amie des clichés un peu trop déshabillés à son goût.

Un an plus tard, chargé du nettoyage dans une banque de Manosque, il soustrait cent vingt mille francs dans le coffre-fort et s'enfuit en Italie. Nouvelle condamnation par contumace. Revenu en France, il est impliqué dans un hold-up commis dans un supermarché de Manosque. Si la cour d'assises des Alpes de Haute-Provence prononce au bénéfice du doute un non-lieu en sa faveur en mars 1979, il purgera néanmoins l'année de prison qui lui a été infligée pour le vol à la banque. En juin 1979, il est libre. Mais Michèle n'a pas attendu : elle vit maintenant avec un autre, ce qu'il ne saura jamais supporter.

L'abbé Brau, lui, c'était un colosse, un personnage haut en couleur, digne de figurer dans la galerie de caractères rassemblés par Giono. Une personnalité pourtant controversée : bon vivant mais homme de bien pour les uns, il n'est, pour les autres, qu'un vieux poivrot ; collectionneur passionné d'art sacré, il passe aux yeux de certains pour un brocanteur sans scrupules qui n'aurait pas hésité à flirter avec le monde des petits casseurs et des recycleurs pour agrandir sa collection riche d'un millier de pièces, allant de la médaille à deux sous aux bijoux ornements, voire aux pieuses peintures anciennes. Pourtant, l'estimation, faite en 1980, de tout ce que contenait son fameux « musée » se chiffre à 130 000 francs, une somme bien dérisoire.

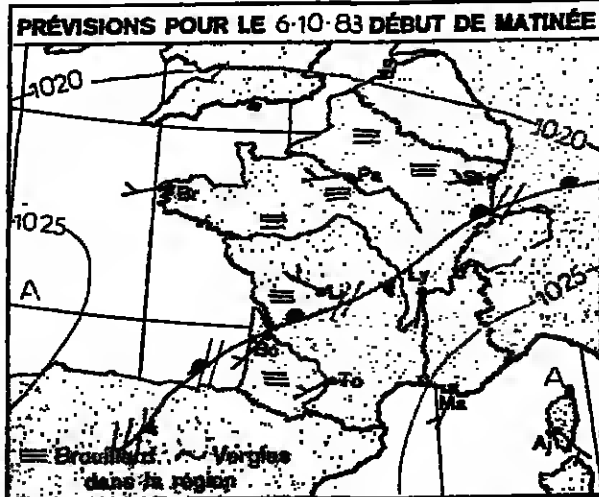
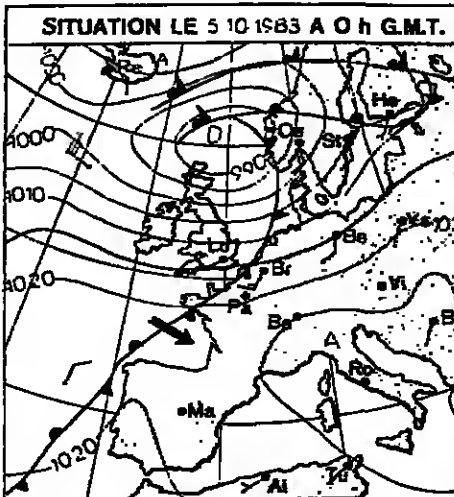
Devant ses juges, Albarracín va dire, sans rien dissimuler, comment l'idée lui est venue de cambrioler le presbytère, dont il estimait assurément le contenu très au-dessus de sa valeur réelle. Comment il est venu, pendant le mois qui a précédé le meurtre, visiter à deux reprises l'innocent curé sous des prétextes fallacieux. Comment, durant la nuit du 13 au 14 septembre, il a tenté d'abord d'intimider l'abbé Brau avec un pistolet en plastique, puis de le neutraliser avec une bombe lacrymogène. Comment l'abbé s'est défendu et comment la hégémonie entre les deux hommes est devenue « violente, terrible, angossante ». Il raconte comment, une première fois, il a conduit le prêtre à demi inconscient à la cave, puis est remonté pour entasser son butin dans deux valises. Et lorsqu'il redescendra, l'abbé qui a récupéré l'attend de pied ferme et le corps à corps reprend de plus belle. Cette fois Albarracín va terrasser son adversaire avant de le ligoter sur un vieux lit-cage remis dans la cave, puis achever le pillage et s'enfuir. On connaît la suite.

La déposition des médecins experts, prévue pour ce mercredi, et dont l'un, le docteur Mariotti — la chose est assez rare pour être notée — viendra menottes aux mains jusqu'à la salle d'audience, devrait faire enfin la lumière sur un point capital. Albarracín a-t-il ou non torturé le vieux prêtre à l'aide des fils électriques arrachés au commutateur de la cave ? Il l'a toujours nié, le nie encore avec la même véhémence : voleur oui, mais ni meurtrier ni tortionnaire.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 5 octobre à 0 heure et le jeudi 6 octobre à minuit.

Un front froid descendant, arrivant dans le champ de pression anticyclonique se frontalise en progressant à travers le pays. Les nuages de marge d'une autre perturbation s'approcheront de la Manche en fin de journée de jeudi.

Jeudi matin, le temps sera souvent brumeux avec des brouillards locaux, plus fréquents sur la moitié nord et l'Aquitaine. Le ciel sera passagèrement nuageux du Bordelais au Massif Central, à la Franche-Comté et au nord des Alpes. Les températures minimales seront de 14 à 16 degrés sur le pourtour méditerranéen, 11 à 13 degrés ailleurs.

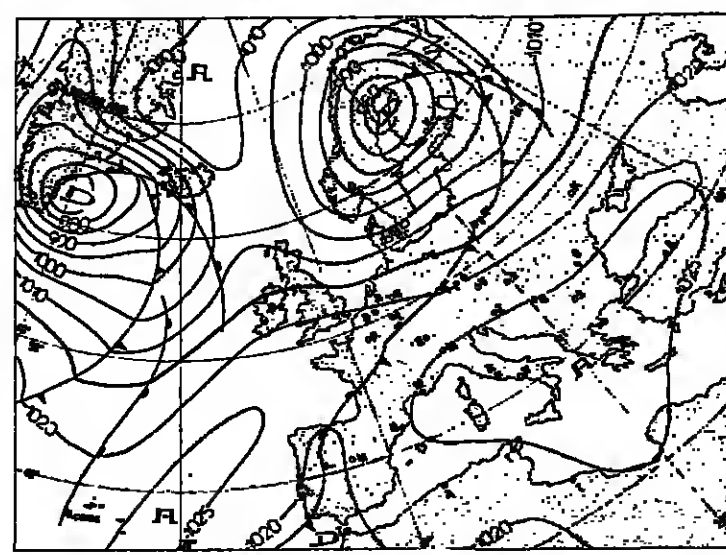
L'après-midi, le temps sera bien ensoleillé. Toutefois, des nuages élevés et moyens seront présents dans le ciel d'Aquitaine et de Charente, en liaison avec une onde du front froid mentionné, tandis qu'en soirée apparaîtront de tels nuages près de la Manche, annonciateurs de la prochaine perturbation.

Les températures maximales resteront supérieures aux normales avec 26 à 27 degrés de l'Aquitaine aux régions méditerranéennes, 19 à 21 degrés près de la Manche, 22 à 24 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 5 octobre 1983 à 7 heures, de 1 022 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 octobre ; le second le minimum de la nuit du 4 octobre au 5 octobre) : Ajaccio, 24 et 13 degrés ; Biarritz, 28 et 17 ; Bordeaux, 30 et 12 ; Bourges, 28 et 13 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 25 et 13 ; Cherbourg, 21 et 12 ;

PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 24 et 12 ; Grenoble, 27 et 8 ; Lille, 25 et 14 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille-Marganne, 25 et 14 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 24 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 21 et 16 ; Pau, 28 et 13 ; Perpignan, 30 et 14 ; Rennes, 25 et 11 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Tours, 26 et 14 ; Toulouse, 28 et 13 ; Poitiers-Poitou, 32 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 19 degrés ; Amsterdam, 25 et 15 ; Athènes, 23 et 14 ; Berlin, 24 et

16 ; Bonn, 28 et 17 ; Bruxelles, 26 et 15 ; Le Caire, 28 ; Les Canaries, 27 et 22 ; Coppenhague, 16 et 13 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 25 et 24 ; Genève, 24 et 9 ; Jérusalem, 21 et 13 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 24 et 12 ; Luxembourg, 23 et 14 ; Madrid, 26 et 12 ; Moscou, 8 et 6 ; Nairobi, 26 et 17 ; New-York, 29 et 8 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 24 et 12 ; Stockholm, 14 et 13 ; Tazour, 29 et 22 ; Tunis, 27 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES -

VENDREDI 7 OCTOBRE

« Le Musée de la marine », 15 h, place du Trocadéro, M= Bouquet des Champs.

« Le quartier de l'Odéon », 15 h coin des rues de Condé et des Quatre-Vents, M= Garnier-Abbey.

« Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h, devant l'église, M= Guillemer.

« Cimetière de Montmartre-Cadinet », 15 h, entrée avenue Rachel, M= Osvald.

« Autour de la rue de Sévres », 15 h, 42, rue de Sévres, M= Pennac (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Murillo », 14 h 30, Musée du Louvre (Approche de l'art).

« De l'enclos du Temple à l'hôtel Talard », 14 h 30, métro Temple (Art et curiosités de Paris).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaneries).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée (P-Y. Jassier).

« Le Palais de justice », 15 heures, grille du Palais, boulevard du Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs, Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

EN BREF

AUTOMOBILE

RENAULT 5 « SUPER CAMPUS ».

— Renault lance une nouvelle série limitée dont l'appellation est « Super Campus » en France et « Parisienne 2 » dans les pays européens où elle est commercialisée (Allemagne, Autriche, Danemark, Grèce, Italie, Pays-Bas).

La Renault 5 « Super Campus » reprend tous les éléments qui ont fait le succès de la version précédente (Campus), mais reçoit une nouvelle motorisation dérivée du Cidre-forte : cylindre 656 centimètres cubes ; puissance : 44 ch DIN à 5 500 tours minute (+ 18 %).

couple : 6,5 mkg DIN à 3500 tours minute (+ 10 %).

★ Prix en France : 36300 F.

COLLOQUES

ÉCHANGES FRANCO-ISRAËLIENS.

— La revue Valeurs Actuelles et la chambre de commerce franco-israélienne sont à l'origine du premier colloque Techno-Is sur les échanges technologiques franco-israéliens qui aura

lieu le 12 octobre à Paris. Il s'adresse aux responsables d'entreprises soucieuses de développer leurs profits par le perfectionnement continu de leurs technologies et l'accès en « franchise de droits » au marché nord-américain. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et Alain Poirer, président du Sénat, présideront ce colloque.

★ Colloque Techno-Is, 1, rue Georges-Berger, 75017 Paris. Tél. 763-90-43.

SÉMINAIRE SUR LES TENSIONS EST-OUEST.

— Le Centre de formation aux réalités internationales (CEPRI) organise à Paris, les 11 et 12 octobre, un séminaire sur les tensions stratégiques Est-Ouest et le rôle de la France. Interventions de Lothar Rühl, secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la Défense, Paul-Marie Henry, ancien ambassadeur de France à Beyrouth ainsi que de membres des ministères de la Défense des Relations extérieures et du Commerce extérieur.

★ CEPRI, 30, Rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. 336-64-41.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 5 octobre 1983 :

DES DÉCRETS

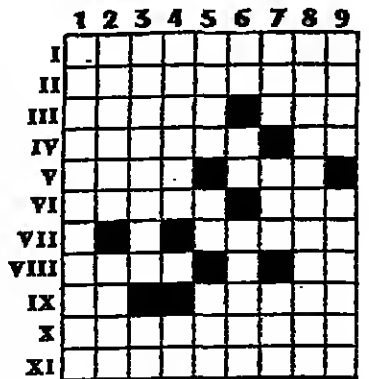
— Conférant les rang et appellation de vice-amiral d'escadre, portant promotions, nominations, affectations et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

— Relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel.

— Portant création de l'Établissement public de l'Opéra de la Bastille.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3552



HORIZONTALEMENT

1. Sont autant assommants qu'ils peuvent être éblouissants. — II. Nous fait parfois faire une drôle de figure. — III. Situation brûlante qui peut nous laisser froid. Fait passer le courant entre l'Autriche et l'Allemagne. — IV. Saignant de la tête. Symbole chimique. — V. Collision entre deux poids lourds. Se donne parfois mais se prend régulièrement. — VI. Vieille lune. Se faisait à « pieds » pour certains champions. — VII. Genre de chasseur qui tire en l'air. — VIII. Fer à repasser. Se retrouve sur la pelle. IX. Note. Ne peut donc être occupé que par des menus travaux. — X. « Parait » toujours la bouche pleine. — XI. A donc l'air à l'œil.

VERTICALEMENT

1. Artiste de métier. — 2. Ne peut donc que mener une vie végétative. Règle une tournée de ténilla. — 3. L'homme ou la femme au foyer. Symbole chimique. — 4. Traite des affaires avec dureté. Accord passé. — 5. Groupe de temps à rendre solide. Possessif. Temps de rebelles. — 6. Conjonction. Caractères principaux. A donc quelques difficultés à digérer. — 7. En Suisse. Pour nous c'est de l'ibère ! Se suivent en tubant. — 8. Passe sur la table pour une opération de la main. — 9. Si certains nous sont donnés, d'autres nous sont interdits. Nettement plus propre.

Solution du problème n° 3551

Horizontalement

I. Paparasse. — II. Alevinier. — III. Repassage. — IV. Ails. Elys. — V. Crues. AL. — VI. Homme. Gag. — VII. Un. Echo. — VIII. Intègre. — IX. As. Tennes. — X. Gai. Une. — XI. Ecrire. H.

Verticalement

1. Parachutage. — 2. Alcion. Sac. — 3. Péplum. IR. — 4. Evase-ment. — 5. Ris. Secteur. — 6. Anse. Hémis. — 7. Sinagoge. — 8. Segua. Ré. — 9. Eres. Grésil.

GUY BROUTY.

PÊCHE

LES HARENGS DE LA DISCORDE

Après avoir fercillé pendant deux jours, les ministères de la C.E.E. chargés de la pêche se sont, à nouveau, séparés sur un échec, mardi soir 4 octobre. Raison de la discorde : la répartition entre les pays du stock communautaire de harengs à capoturer en mer du Nord, soit 84 300 tonnes.

C'est la quatrième fois depuis le début de l'année, que les dix membres du conseil de la C.E.E. ont dû se réunir pour discuter de leur part de pêche tant à Lorient qu'à Brest, tant à Brest qu'à Lorient, tant à Brest qu'à Lorient, tant à Brest qu'à Lorient.

Pour quelques tonnes de harengs — même si ce produit n'est pas très apprécié des consommateurs de Brest — les pêcheurs de la C.E.E. ont, une fois de plus, vu leur part de pêche réduite de moitié. Et l'on s'attendait à ce que s'agisse d'une simple erreur.

JUSQU'AU
8 OCTOBRE

prix exceptionnels
DANS TOUS LES RAYONS
AUX TROIS QUARTIERS
17, BOULEVARD DE LA MADELINE, PARIS

المجلة الاقتصادية

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Octobre

— VENDREDI 7 : *L'Image-mouvement*, essai sur le cinéma de Gilles Deleuze, publié par les Éditions de Minuit, sort en librairie.

— MERCREDI 12 : Dix-neuf ans après avoir embrassé la critique, Gertrud revient sur ses écrits en film précurseur. Pour accompagner cette deuxième carrière, une rétrospective intégrale de l'œuvre du cinéaste Carl Theodor Dreyer, deux livres et une exposition.

— JEUDI 13 : Lillian Gish est l'invitée de la Cinémathèque française, qui présente jusqu'au 29 octobre quarante des films qu'elle a interprétés (sous la direction de Griffith, Vidor, Sjostrom, Laughton, Altman, etc.).

— VENDREDI 14 : Lillian Gish a quatre-vingt-sept ans. Elle assiste au théâtre de la Bastille à la première représentation d'un spectacle chorégraphique qui lui est dédié, avec Caroline Marsaud et Lila Green. L'auteur, Catherine Berge, a conçu et réalisé l'hommage de Paris à la comédienne, comme elle l'avait fait en octobre 1981 pour King Vidor.

Paris reçoit Lillian Gish

La carrière de Lillian Gish s'étend de 1912, quand elle débute avec sa sœur cadette Dorothy dans *An Unseen Enemy*, jusqu'en 1983. Cette année elle ne compte pas moins de trois films à son actif : un portrait filmé par Jeanne Moreau pour la télévision française, *Hobson's Choice*, réalisé pour la télévision américaine, et pour Hollywood *Hambone and Hilby*.

D'elle, François Truffaut écrit en 1980, dans le catalogue publié par le Musée d'art moderne de New-York : « Lillian Gish, une actrice splendide et exemplaire dont la vie est strictement parallèle à

l'histoire du cinéma comme les deux rails de l'Union Pacific Express. » Que cette carrière qui épouse le siècle ait débuté sur les planches dès 1902, que le théâtre soit resté pour elle une référence fondamentale, et d'abord dans les années 30, quand, un peu écartée par Hollywood, elle retourne à ses premières amours et connaît la gloire à Broadway, ne change rien au sens d'une aventure artistique intemporelle par certains aspects, et pourtant si profondément enracinée dans son siècle, dans une Amérique puritaine, protestante, imprégnée encore de la morale victorienne.



Lillian Gish nous accueille chez elle, à New-York, dans un appartement bonbonnière, tout près de l'East River, où elle vint s'installer avec sa mère après son départ d'Hollywood. Cette mère est toujours présente dans sa pensée, tout comme sa sœur Dorothy, morte en 1968. On ne discute pas vraiment avec Miss Gish, tant ses certitudes sont inébranlables : l'art de l'acteur, pour celle qui reste peut-être la plus grande interprète du cinéma muet, devient un art de vivre. — L.M.

« NOUS ne sommes pas venues au théâtre et au cinéma, mère, mais par nécessité, explique Lillian Gish. Mère avait épousé un homme très jeune, fils unique, qui l'installa chez grand-maman Gish, où nous naquimes. Dorothy et moi. Nous émigrâmes à Baltimore puis à New-York. Il ne réussit pas à nous faire vivre. Mère le renvoya : « Revenez quand vous serez capables de gagner votre vie. Je peux entretenir trois personnes, pas quatre. » Nous avions deux chambres à coucher. Mère nous prit dans sa chambre et la laissa à deux actrices. Elles lui dirent que, mince, jeune comme elle était, elle pourrait facilement trouver un emploi à la scène. Elle fut embauchée par la troupe Proctor pour jouer les ingénues. Elle avait un peu plus de vingt ans.

caméra, le montage. Nous passions douze heures par jour au studio, sept jours par semaine, et nous adorions ça.

« Il travaillait tellement, M. Griffith ! Si nous faisions douze heures, il en faisait quatorze ou quinze. Il ne sortait jamais. Les employés me demandaient : le patron a-t-il un smi, un parent ? ne sort-il jamais pour déjeuner ? On n'écrivait jamais de scénario, rien. Le seul écrit, c'était votre chèque, et votre nom sur le chèque. On ne signait pas de contrat, une poignée de main suffisait : vous auriez tant, vous travailleriez tant de jours. Personne n'oubliait. Et il ne revenait jamais sur la parole donnée. Mais il n'avait aucun sens des affaires, il ne savait pas. Ils voulaient le renvoyer après *Naissance d'une nation*, en 1915. Le film fit le tour du pays, vingt-cinq millions d'Américains l'ont vu, chiffre inconnu alors. Dans certaines petites villes, le film fut vu trois fois par toute la population. On n'explique pas de tels résultats par l'argent seul.

« Pour *Intolérance* (1916), son film le plus célèbre avec *Naissance d'une nation*, M. Griffith évoquait le fleuve Mississippi, comment il traverse le pays, comment tous ses affluents rejoignent le grand fleuve et forment un tout. Il voulait raconter l'histoire du monde. Je ne tiens qu'un petit rôle, je l'ai aidé dans la recherche historique pour l'épisode babylonien et pour l'épisode français.

Une plate-forme tirée vers le ciel

« Je travaillais dans d'autres productions au studio, mais il me demandait souvent de choisir les meilleures prises de vues. Parce que, disaient-ils, ses yeux étaient fatigués. Vous êtes jeune... Mais attention, je verrai tout ce que vous avez écrit, de manière à vraiment choisir le meilleur. La version finale durait au moins cinq heures. C'est le plus beau film que j'aie jamais vu.

« J'étais avec M. Griffith et Billy Bitzer, le cameraman, mes pieds suspendus dans le vide, lorsqu'on a tourné la fameuse scène de foule de l'épisode babylonien, avec la caméra qui glisse dans l'espace. Nous nous-

tenions sur une étroite plate-forme mobile, tirée vers le ciel par une sorte d'ascenseur. M. Griffith voulait que tout soit également au point, le premier plan, l'arrière-plan à 400 mètres là-bas, avec les gens qui marchent sur les murs. Billy Bitzer lui répondit : c'est impossible. Bonne raison pour le faire, répliqua-t-il. Nous tournâmes toute la longueur d'une bobine, nous descendîmes lentement, très lentement, et nous cadrâmes les deux petites colombes attelées à un chariot en or, avec une rose destinée à la princesse bien-aimée. C'était si beau. Nous avions trois mille figurants dans le décor.

Si vous êtes si forte Miss Gish...

« J'ai toujours été très franche avec M. Griffith. J'avais le regard cinéaste, je voyais tout de son point de vue. Et il me faisait confiance. Je me souviens, dans *Les Deux Orphelins* (1922), quand je descendis les marches de la guillotine. Il pouvait voir à mon visage que je n'étais pas du tout contente. Je lui dis : c'est bien, mais comme n'importe quel film. Eh bien, me dit-il, si vous êtes si forte, Miss Gish, montrez-nous comment jouer la scène. Ce que je fis. La scène achevée, il s'agenouilla, prit mes deux mains et les baisa. Je suis restée son amie jusqu'à sa mort.

« *Les Cœurs du monde* (1918) fut tourné en partie dans les lignes françaises, en pleine guerre. M. Griffith était venu à Londres pour présenter *Naissance d'une nation* et *Intolérance*, en 1916. On lui demanda de réaliser un film de propagande pour encourager l'Amérique à entrer dans la guerre. Il visita le front fin 1916 et début 1917. C'était horrible, le front, rien que de la boue, des rats, il avait plus tout le printemps. Les soldats — c'étaient des Français — vivaient enfoncés dans cette boue jusqu'au genou. Si vous aviez vu leur tête quand ils nous virent, trois femmes, en ce lieu ! Nous étions à portée de canon de l'ennemi.

« A Londres, nous avons vu la mort d'encre plus près. Un jour, les avions allemands s'approchèrent, disposés en éventail. Du Savoy où nous logions, nous crûmes qu'ils allaient bombarder le Parlement, ce

qu'ils ne firent pas. Ils lâchèrent leurs bombes sur Whitechapel et les quartiers pauvres. Quatre-vingt-seize enfants furent tués dans une école maternelle. M. Griffith nous emmena dans un taxi voir la scène, pères et mères qui cherchaient les bras et les jambes de leurs enfants. Si Dieu le permet, expliqua-t-il, vous n'aurez jamais plus pareille occasion de voir une telle scène, de voir l'émotion. Vous ne commettez rien de la vie.

« Étudiez-vous vous-même, si vous voulez apprendre à jouer. Vous vous apercevrez vite de vos fautes. Je n'ai jamais pris de leçon. La seule consigne que j'aie reçue, à cinq ans : « Articule bien, sois claire. » Quand j'ai débuté au cinéma, j'ai remarqué que je faisais des grimaces, aussi j'ai accroché un petit miroir près de la caméra pour ne plus grimacer. John Barrymore aimait dire : « Si vous restez assez longtemps devant la caméra, elle révélera non seulement qui étaient vos ancêtres, mais aussi ce que vous avez pris au petit déjeuner. » Pour moi, la caméra, c'est un peu une âme. Si vous avez l'air de jouer, ça se voit, c'est mauvais. Au contraire, si c'est réel, on vous croit.

De vieilles roses blanches

« J'ai connu Eleonora Duse en Italie, alors que je tournais *La Sœur blanche*, avec Henry King, en 1923. Nous allâmes la voir jouer dans un théâtre romain, immense. Les gens lisent leur journal. Quand le rideau se leva, on n'entendait pas les lumières, ils continuèrent à lire le journal. Et elle s'avance sur la scène, petite femme fragile à la chevelure blanche. Je m'étais installée au premier rang, tout près. J'adorais son style, très cinématographique. Après la représentation, un petit garçon lui apporta une couronne de fleurs, de vieilles roses blanches fanées. C'était si triste. On l'appela un moment.

« Nous étions en hiver. Je suis rentrée à New-York au printemps 1924. Un ou deux jours après mon retour, je l'ai vue à l'ancien Metropolitan Opera jouer *La Dame de la mer*, d'Ibsen. Quand elle apparut sur la scène, le public se leva et l'applaudit à tout rompre. Je crus qu'elle allait s'évanouir. Et puis, soudain, elle retrouva toute sa vitalité. Elle accepta l'ovation et donna la plus belle interprétation que j'aie vue de ma vie. Pour moi, c'était parfait, digne d'une interprétation de cinéma. Chaque mouvement de la main, tout vivait.

L'enfant rampe encore

« J'ai connu Sarah Bernhardt, toute petite fille, j'avais six ans, je jouais avec elle, je ne sais plus dans quelle pièce. Elle était flamboyante, elle possédait aussi un grand sens publicitaire. Mais Duse, c'était la perfection. Et elle mourut. Elle jouait à Pittsburgh, je suis venue jouer à Pittsburgh. Elle avait peur des gens, de la foule. Un jour de pluie, elle sortit par une allée détournée, sans parapluie, prit froid. Je demandai plus tard à une ouvrière de quoi elle était morte. D'humiliation, vraiment, me répondit-elle, elle n'avait plus d'argent. Elle est venue mourir chez nous parce qu'il n'y avait plus de place pour elle en Italie.

« J'ai eu le privilège de jouer *Hamlet* face à John Gielgud en 1936, j'étais Ophélie. Il ne jouait pas *Hamlet*, il était *Hamlet*. Tous les machinistes l'observaient à chaque représentation, immobiles. Jamais, en cinquante ans de théâtre, je n'ai vu pareil spectacle. Il est le plus grand acteur shakespearien vivant.

« Je n'aime pas la télévision, je ne la regarde guère. Elle est si mauvaise, les acteurs ne savent pas parler anglais. Le cinéma reste le grand art, la grande découverte de notre siècle. Mais on l'ignore. C'est la première histoire vivante que nous transmettrons à nos héritiers. L'enfant rampe encore, nous ne savons même pas nous tenir droits. »

Propos recueillis par LOUIS MARCOTELLES.

COMÉDIE-FRANÇAISE
salle Richelieu

OCTOBRE 1983
EN ALTERNANCE

VICTOR

OU
LES ENFANTS
AU POUVOIR

VITRAC

mise en scène
Jean BOUCHAUD

L'AVARE

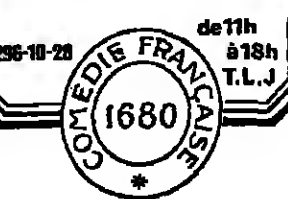
MOLIÈRE

mise en scène
Jean-Paul ROUSSILLON

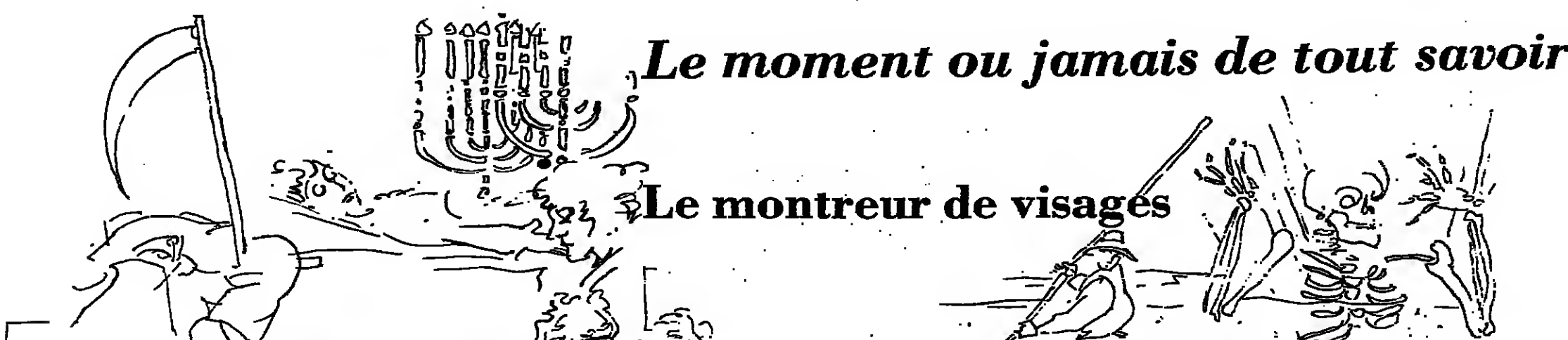
LES ESTIVANTS

GORKI

mise en scène
Jacques LASSALLE



236-10-22 de 11h à 18h T.L.J.



Le moment ou jamais de tout savoir

Le montreur de visages

Guide pour un événement

EN ces temps où le cinéma mondial semble n'avoir plus rien à inventer, où les spectateurs, conditionnés par le pilonnage des campagnes publicitaires, ne fréquentent plus guère que les films-objets de consommation conçus sur les ordonnances des « modes », un pari insensé : sortir Carl Theodor Dreyer des histoires du cinéma et des cinémathèques. Lui donner une audience publique. L'offrir comme phénomène culturel populaire. L'enjeu ? La survie de l'exploitation indépendante et un renouvellement des valeurs cinématographiques.

FILMS.

Courts métrages. — *L'Aide aux mères* (1942) ; *Cambet contre le cancer* (1947) ; *L'Eglise de campagne* (1947) ; *Le attrapé le bac* (1948) ; *Thorvald* (1949) ; *Le Pont de Stortrom* (1950) ; *Un château sur un châtelet* (1954). Tous tournés au Danemark.

Longs métrages. — *Le Président* (1918, Danemark) ; *Pages arrachées au livre de Satan* (1919, Danemark) ; *La Quatrième Alliance* (1920, Suède) ; *Ames-voies les uns les autres* (1921, Allemagne) ; *Il était une fois* (1922, Danemark) ; *Michael* (1924, Allemagne) ; *Le Maître du Jugis* (1925, Danemark) ; *Les Fiancés de Glomdal* (1925, Norvège) ; *La Passion de Jeanne d'Arc* (1928, France) ; *Vampyr* (1930-1931, France) ; *Dies irae (Jour de colère)* (1943, Danemark) ; *Deux Etres* (1944, Suède) ; *Ordre (la Parole)* (1954, Danemark) ; *Gertrud* (1964, Danemark).

SALLES.

La rétrospective intégrale est une initiative de Dominique Paillet et de Philippe Amaud. Elle est organisée avec le concours du Danemark Filmmuseum et de la Cinémathèque française. Les films sont présentés du 12 au 25 octobre au studio des Ursulines, à Paris, au Palais de la Culture, au cinéma La Lanterne, à Courbevoie, au Rex, à Châteaufort-Malabry, et à la Maison de la culture du Havre.

Réédition en copie neuve de *Gertrud*, prêtée à partir du 12 octobre aux Ursulines ainsi qu'au Studio de l'Etoile et à l'Olympie Entrepôt. Les Ursulines et le Rex accueillent également *Vampyr*.

TEXTES.

Les Cahiers du cinéma, Editions de l'Etoile, publient *Réflexions sur mon métier*, par Dreyer (160 pages, 88 F), et la Cinémathèque française un recueil des scénarios des films tournés en France et d'inédits (*Œuvres cinématographiques* 1926-1934, 256 pages, 125 F).

EXPOSITION.

Carl Th. Dreyer, un cinéaste danois : Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Du 12 octobre au 7 décembre.

CONFÉRENCE.

« Les Années françaises de Dreyer » (du 12 octobre à 19 h 30, Palais de Chaillot) ; « L'Homme et l'Œuvre » (le 13 octobre à 19 h, Maison du Danemark), par Maurice Drouzy. Projection-débat le 14 octobre à 20 h, au Studio des Ursulines.

La gloire n'a pas manqué à Dreyer de son vivant. Dans les années 20, il était considéré comme un des maîtres du cinéma mondial. *La Passion de Jeanne d'Arc*, sa dernière œuvre muette, devait, en 1928, à l'Exposition universelle de Bruxelles, être classée dans les dix meilleurs films de tous les temps. Après une longue absence, *Dies irae* (tourné en 1943, sorti en France en 1947) l'avait fait redécouvrir, et il fut, de nouveau, célébré.

Cette gloire, pourtant, lui venait des intellectuels, cinéphilos, historiens et critiques. D'où cette image, longtemps entretenue, d'un cinéaste austère, hiératique, planant dans les nuées d'un Panthéon où, pour s'être penché sur les grands mystères de l'âme et de la mort, il devait, pour le moins, rencontrer Dieu.

On sait, depuis la parution, l'an dernier, du livre de Maurice Drouzy, *Carl Th. Dreyer, né Nilsson*, qu'il était le fils naturel d'une servante suédoise, encainte de son patron, venue accoucher à Copenhague en 1889 et qui, deux ans plus tard, connut une fin tragique. Elle avait renoncé à ses droits sur l'enfant pour le faire adopter par un tyrographe de Copenhague, Carl Theodor Dreyer, auquel il dut son état civil officiel. Le jeune Nilsson-Dreyer découvrit, à dix-neuf ans, le secret de ses origines et s'employa toujours à le dissimuler.

L'enquête de Maurice Drouzy allait le conduire à un nouvel examen des films de Dreyer, s'appuyant sur l'hypothèse d'une autobiographie cachée, avec dominante de la mère inconnue, relation aux parents adoptifs. On peut en tenir compte sans pour autant s'engager totalement sur ce terrain psychanalytique. Aujourd'hui, le livre de Maurice Drouzy (passionnant ouvrage de référence) éclaire surtout, et c'était nécessaire, la nature humaine du cinéaste, nous le rend plus familier, plus vivant, plus proche.

De toute façon, en se lançant dans la création cinématographique, Dreyer savait, lui, ce que tout le monde ignorait. « N'est-il pas vrai, déclare-t-il un jour, que les grands drames se jouent dans le secret ? »



Carl Th. Dreyer

Les hommes cachent leurs sentiments et ils évitent de laisser voir sur leur visage les tempêtes qui se passent dans leur âme. La tension est souveraine et ne se déchaîne que le jour où la catastrophe arrive. (1).

La plupart des films de Dreyer mettent en scène un conflit entre l'ordre moral, social, religieux et l'instinct de vie des êtres menacés. Fier de son métier, le cinéaste se considérait, modestement, comme un artisan qui « tout en travaillant se forme des idées sur son travail ».

La solitude du vieillard célèbre

Il mûrit à un tel visage de l'homme pour y chercher ce qu'il y a derrière les apparences : les émotions, les sentiments et, oui, l'âme. Du visage, il disait : « C'est une terre qu'on n'est jamais las d'explorer. Il n'y a pas de plus noble expérience, dans un studio, que d'enregistrer l'expression d'un visage sensible à la mystérieuse force de l'inspiration, de le voir s'animer de l'intérieur et se charger de poésie. » Cette autre citation nous paraît, avec le recul du temps et la réflexion acquise, la plus belle définition de ce qu'il appelait son « travail ». Pour nous, son art.

L'art de Dreyer est, au fond, très simple, et, dix-huit ans après la disparition du cinéaste, on lui rendra toute justice en le replaçant dans cette perspective d'une simplification fondamentale. Montreur de visages, il se voulait réaliste et non

mystique, comme se sont acharnés à le faire croire les exégètes spirituels, parce qu'il y avait, chez lui, des pasteurs rigoristes, des sorcières, des confrontations d'attitudes religieuses, le « miracle » d'*Ordre*, la présence ou l'absence de Dieu. Et par son réalisme (en décors naturels ou en studios) — réalisme dépouillé, rigueur du style — il a transmis ce qu'il y avait au fond des êtres, de la psychologie au surréalisme, parfois.

S'il a précédé Bresson par certains aspects, on ne peut pas les comparer vraiment. Bresson est autre. Ingmar Bergman s'en rapprocherait davantage, ne serait-ce que par les racines scandinaves. Mais, en vérité, Dreyer est resté unique et d'une originalité devantant souvent, du met en scène, les recherches du langage cinématographique moderne. Ses deux premiers films, *Le Président* et *Pages arrachées au li-*

vre de Satan, se réfèrent, avec une maîtrise en train de s'affirmer, à Griffith, le « père fondateur ». Un peu plus tard, le *Maître du Jugis*, tragédie intimiste, transforme le Kammerspielfilm (cinéma de chambre) allemand, déjà reconstruit dans *Michael*.

C'est sans doute avec *La Passion de Jeanne d'Arc* — film auquel le public français préfère les enluminures médiévales de la *Merveilleuse Vie de Jeanne d'Arc*, de Marco de Gastyne, réalisé à la même époque — qu'éclate la nouveauté de Dreyer. Il utilise des acteurs non

maquillés, non apprêtés, fait tondre pour de bon la chevelure de l'actrice Renée Falconetti, montre les visages en gros plans avec le grain de la peau, les traits saisis dans leur réalité la plus intime, construit des cadres selon l'équilibre interne des scènes et des rapports des personnages, reconstruit l'atmosphère historique par une stylisation presque abstraite. Et les paroles se lisent sur les lèvres. Ici, on pense à Godard, qui n'était même pas né. En 1962, dans *Vivre sa vie*, Godard, le « fou de Dreyer » (il sera l'un des rares à comprendre la beauté et l'importance de *Gertrud*, la dernière œuvre), place la Danoise Anna Karina en gros plan face aux gros plans de la *Passion de Jeanne d'Arc*, au cours d'une séance de cinéma.

On a beaucoup parlé aussi de l'esthétique de Dreyer, cette science affinée des nuances du blanc, du noir et du gris, cette plasticité attirant le fantastique de *Vampyr* ou rappelant Rembrandt dans *Dies irae*. Dreyer

avait un œil de peintre, mais son esthétique picturale renvoie à l'ordre rigide dont ses personnages sont prisonniers, avec la « tension souterraine » de leurs visages, les passions feutrées cherchant à rompre les conventions étouffantes ou les forces invisibles qui veulent avoir raison de la liberté et de l'amour.

On oublie trop que ce grand homme, haussé une fois pour toutes sur le pavois de la consécration historique, n'est pas dans son activité créatrice une situation facile. De 1919 à 1964, il réalise seulement quatorze films, dont sept au Danemark, deux en Suède, deux en Allemagne, un en Norvège, deux en France. Après l'échec de *Vampyr*, et, parmi tant de projets non aboutis, celui d'une étrange aventure en Somalie, il rentre au Danemark et resta dix ans sans tourner autre chose que, de temps à autre, des courts métrages de commande.

Ce qu'il a apporté au cinéma parlant n'est rien à côté de ce qu'il su-

rait pu lui donner. L'envers de la renommée mondiale fut, pour lui, le refus des producteurs auxquels il faisait peur. Onze ans séparant *Dies irae d'Ordre*, avec la parenthèse suédoise de *Deux Etres*, film qu'il a révisé. Et dix ans séparant *Ordre de Gertrud*, ce magnifique retour à la tragédie théâtrale et intimiste, anticipant, en pleine vogue du cinéma descendant dans la rue, la renaissance du cinéma de studio. Dans *Gertrud*, l'art de la parole est devenu un élément de l'art de l'image. Lorsque, à soixante-quinze ans, Dreyer revint à Paris pour présenter ce qui devait être son dernier film, il ne rencontra qu'une attention polie. A quelques exceptions près, les critiques, embarrassés, n'osant attaquer de front le vieillard célèbre, s'en tiraient par des pirouettes. Lui, dont le visage couronné de cheveux blancs était devenu un paysage comme ceux de ses personnages qu'il avait si bien explorés, garda son attitude sereine et modeste. Il lui restait peu d'années à vivre, mais il est peut-être mort avec l'insuccès catastrophique de *Gertrud*.

Dreyer n'a pas besoin de regrets posthumes. Il lui faut une reconnaissance. Après l'avoir méconnu, le Danemark, son pays natal, est, à bon droit, fier de lui. D'ailleurs, dans les années 50, pour récompenser son mérite, l'Etat lui avait donné la concession municipale d'une grande salle de cinéma de Copenhague. « Comme en France, pays de la Régie », écrivait, alors, Louis Eisen, les vieux militaires, les fonctionnaires à la retraite ou leurs veuves repointés des bureaux de tabac. Ainsi fut au moins assurée l'existence matérielle d'un artiste qui portait encore en lui tant de projets, telles une *Vie de Jésus* conçue depuis longtemps et — on peut en rêver — une *Médée* avec Maria Callas.

JACQUES SCLIER.

(1) Cité par Jean Collet, *Télérama* n° 811 (1^{er} août 1965).

Gertrud, c'est l'amour et rien d'autre

Il y a une femme et trois hommes. Gertrud, cantatrice, a épousé un avocat, Kanning, mais elle ne l'aime plus, car elle se sent sacrifiée à ses ambitions politiques. Elle devient la maîtresse d'un jeune compositeur, Erlend Jansson, qui, très vite, la déçoit. Elle retrouve Gabriel Lindman, écrivain maintenant quinquagénaire avec lequel elle a eu une liaison avant son mariage. Il l'aime toujours et voudrait l'emmenner, mais elle refuse.

Comment a-t-on pu, à y a presque vingt ans, juger ce film statique, lent, ennuyeux et plat ? On y sent constamment vibrer la corde des tensions intérieures, la vérité masquée sous un semblant d'ordre et d'harmonie. La caméra se déplace pour des plans séquences où le mouvement des personnages correspond à leur agitation, à leur trouble, à leur indécision, s'immobilise pour de longs plans fixes où, soudain, le dialogue exprime la passion, les déceptions, la confiance.

Même à distance, c'est-à-dire sans l'usage du gros plan, les visages sont filmés comme des révélateurs de sentiments. Gertrud et ses hommes se parlent sans se regarder, côte à côte, de près ou de loin, le face-à-face ayant lieu avec l'appareil. A deux séquences près, dans un parc, l'action est mise en scène dans des lieux clos. Pourtant, même au dehors, les personnages sont enfermés, et il leur faut avouer leurs secrets, leurs pensées pour s'échapper de leur prison morale.

Gertrud porte des robes blanches ou des robes noires. Des gravures aux traits symboliques, des miroirs renvoyant l'apparence sont accrochés à des murs gris, peu ornés. Le retour en arrière au Gertrud évoque le petit événement qu'il s'est posé à quitter Lindman est traité en images très blanches, surexposées, souvent tirées de l'ombre. A la fin, la femme vieillie, portant une chevelure naissante, dira à un ami fidèle que l'amour est souffrance, mais qu'elle a voulu l'amour et rien d'autre. Ses partenaires masculins n'ont pas pu, pas su, satisfaire cette exigence. L'heure est venue du renoncement, de la sagesse. L'atmosphère des images est, alors, d'un blanc doux, « ossé », épure de la violence se détachant de la vie pour aborder sans peur aux rivages de la mort.

Orgueilleuse, passionnée, humaine, nostalgique, déçue (lorsqu'elle rompt les amarrs de son mariage), puis sereine, l'actrice Nina Fendt paraît peut-être bien au nom de Dreyer en confiant sa conception de l'amour. La beauté fulgurante de ce dernier film, l'accord parfait d'une mise en scène tout à fait « moderne » avec le rythme, la coupée des paroles, nous sensibilise, aujourd'hui, marque le terme d'un conflit entre l'ordre et le désir que le cinéaste portait en lui. Avec Gertrud, il balise les dernières zones obscures de sa propre vie intérieure, et cette œuvre, devenue testament artistique, nous invite à reconsidérer toutes celles qui l'ont précédée.

J. S.

THEATRE FONTAINE
29 saison
60 REPRESENTATIONS
SUPPLEMENTAIRES
VIVE LES FEMMES!
DE REISER
10, rue Fontaine - M^o Blanche
Loc. 874.74.80/82.34 - et Agences

THEATRE ST-GEORGES
Comédie de
Francis COUTAINOUX
Mises en scène de
PIERRE MONDY
MA VEDETTE AMERICAINE
avec
CH. CLAVIER - TANVA LOFERT
MARTIN LAMOTTE
CATH. MORIN - CLAIRE MAGNIN
Soir 20 h 45 - max. dim. 15 h
LOCATION 878-63-47
51, rue Saint-Georges
Métro Saint-Georges

ITT
théâtre
de la tempête
cartoucherie
328-36-36

les Fédérés - Scarface Ensemble
VATER LAND
Le pays de nos pères
Wenzel - Bloch

ESPACE
PIERRE CARDIN
Juliette GRECO
GERARD BERLINER
LE THEATRE FANTASTIQUE
de RICHARD ZACHARY
A PARTIR DU 3 OCTOBRE
2450, avenue Montparnasse
Téléphone 505.75.00 - 75005 Paris
Loc. 286.17.81 - Procs et agences

afelico 1525

de tout savoir

sur Carl Dreyer



Un cinéaste à livre ouvert

AVANT de tourner des films, Carl Th. Dreyer, entre 1908 et 1918, a été journaliste, puis rédacteur d'intermédiaires et de nombreux scénarios pour le Nordisk Film Kompagni, qui produisit le Président et Pages arrachées au livre de Søren. A partir de 1936, à Copenhague, pendant sa longue traversée du désert, il revint au journalisme et fut, en particulier, chroniqueur judiciaire. Cette pratique de l'écriture, nous pouvons en mesurer l'influence sur son œuvre de cinéaste, grâce aux deux livres dont la parution accompagne la rétrospective.

Dans *Réflexions sur mon métier*, Jean Narboni et Charles Tesson ont regroupé des articles de Dreyer publiés par les Cahiers du cinéma des années 60. Maurice Drouzy en a fait une traduction nouvelle. Ces *Essais*, parmi lesquels figurent des critiques de films indiennes, percutantes dans leur concision, constituent la première partie de l'ouvrage. La façon intelligente dont ils sont ordonnés permet de suivre la pensée de Dreyer, l'évolution de ses conceptions du cinéma, ses analyses de tous les aspects du métier de cinéaste.

La formation de journaliste lui a, sans doute, permis de s'exprimer clairement, mais on peut constater une étonnante cénose entre l'écriture de textes et le style cinématographique. Comme si les mots et les phrases étaient images. Ainsi la vérité de Dreyer et de son cinéma - dont le grand débat personnel qui lui fit refuser tout ce qui pouvait faire penser au théâtre, puis le retour (Gertie) à l'expression verbale et à l'espace de la théâtralité - se révèle-t-elle dans toute sa plénitude, toute son évidence. Les autres parties du livre complètent le portrait par des *Entretiens* (avec Christian Houmark, journaliste danois, Lotte Eisner et Michel Delahaye) recueillis à diverses époques, et par des *Témoignages*. Herman Wiersma, décorateur de la *Passion de Jeanne d'Arc*, Eljane Tøyer, assistante sur le tournage de *Vampyr*, et le baron Nicolas de Gersburg, qui fut producteur et acteur principal

de ce film, donnent de captivants détails sur les méthodes de travail du cinéaste et sa personnalité. Bref, c'est une véritable renaissance de Dreyer qu'on doit aux Cahiers.

La Cinémathèque française, qui se lance dans l'édition, offre tous les scénarios de la période française (1928-1934), dont, seuls, la *Passion de Jeanne d'Arc* et *Vampyr* furent tournés - on en a ici les manuscrits et découpages intégraux. Maurice Drouzy s'est chargé des repères chronologiques et des présentations, Charles Tesson des introductions, très riches en renseignements et ouvrant le champ historique de chaque scénario. Dreyer pouvait rédiger directement en français et l'on retrouve, ici, l'attention, ce n'est que du cinéma, c'est encore une dimension de l'image qu'il faut prendre à

Parmi les projets qui n'aboutirent pas, *Nocturne*, *Monsieur Lambert*, ou *Søren* et *l'Homme assis*, le dernier apporte la plus grande surprise. Au départ, c'est un scénario de deux Italiens Gaston Blasini et Ernesto Quadroni, intitulé *Somalia* (1934). Dreyer le ramania et le réécrivit entièrement (en français), avec découpages par plans numérotés, indications de dialogues et de mise en scène. Nouveau titre : *l'Homme assis*. La production fut organisée à Paris. Dreyer part pour la Somalie italienne, commence le tournage, et l'abandonne très vite.

Malgré les raisons invoquées pour ce renoncement, une sorte de mystère plane encore sur l'aventure dont Dreyer sortit désemparé. Qu'aurait été, à travers son deuxième film parlant, ses rapports avec l'Afrique ? Quelque temps après, il quittait la France pour se réinstaller au Danemark. Il n'était pas de sitôt revenu à la réalisation et fut donc longtemps absent du changement historique apporté au cinéma par la parole et le son. *Somalia* fut pourtant tourné en 1936 par un metteur en scène français, Jean-Paul Paulin, sous le titre *l'Esclave blanc*. Ce qui se passe de complémentaires.

J. S.

UN LIVRE DE GILLES DELEUZE SUR LE CINÉMA

Portrait du philosophe en spectateur

(Suite de la première page.)

- Vous préférez une salle de cinéma à une bibliothèque ?

- Les bibliothèques sont nécessaires, mais on ne s'y sent pas très bien. Les salles de cinéma sont censées être des lieux de plaisir. Je n'aime pas beaucoup la multiplication des petites salles, avec des films dont chacun ne passe qu'à telle heure précise. Le cinéma me paraît inséparable de la notion qu'il n'invente pas, spectacle permanent. En revanche, j'aime bien les salles spécialisées : dans la comédie musicale, dans le film français, dans le cinéma soviétique, dans le cinéma d'action... On se souvient que c'est le MacMahon qui imposa Looney.

- Vous avez écrit devant l'écran, dans le noir ?

- Je n'écris pas pendant le spectacle, cette idée me paraît bizarre. Mais je prends des notes le plus tôt possible après. Je suis un spectateur naïf. Surtout je ne crois pas à l'existence de degrés : il n'y a pas un premier degré, un second, un troisième degré. Ce qui est bon au deuxième degré l'est aussi au premier, ce qui est nul au premier le reste au deuxième ou au troisième. Toutes les images sont littérales, et doivent être prises littéralement. Quand une image est plane, il ne faut surtout pas lui redonner, même en esprit, une profondeur qui la défigurerait : c'est cela qui est difficile, saisir les images dans leur donnée immédiate. Et quand un cinéaste indique « attention, ce n'est que du cinéma », c'est encore une dimension de l'image qu'il faut prendre à

la lettre. Il y a plusieurs vies distinctes, comme disait Vertov, une vie pour le film, une vie dans le film, une vie du film lui-même, qui doivent être prises ensemble. De toute façon une image ne représente pas une réalité supposée, elle est à elle-même toute sa réalité.

- Pleurez-vous au cinéma ?

- Pleurer ou plutôt faire pleurer, faire rire aussi, sont des fonctions de telle ou telle image. On peut pleurer parce que c'est trop beau, ou trop intense. Il n'y a qu'une chose fâcheuse, c'est le fameux rite cinématographique dans les cinémathèques, ceux qui rient comme ils disent au second degré. Je préférerais une salle tout entière en larmes. Le *Lys brisé* de Griffith, il est normal et nécessaire d'y pleurer.

- Votre livre comporte vingt renvois dans la plupart des références à des écrits sur le cinéma. N'avez-vous pas eu à un moment le fantasme d'un texte original : de vous jouer le tour d'être le premier spectateur, pratiquement seul avec l'image, et d'écrire à l'aveuglette, ou plutôt dans une stricte voyance ?

- Non seulement un film est inséparable d'une histoire du cinéma, mais aussi de ce qu'on a écrit sur le cinéma. Un aspect d'écriture, c'est dire ce qu'on a vu. Il n'y a pas de spectateur original. Il n'y a pas plus de début que de fin. On arrive toujours au milieu de quelque chose, et l'on ne cesse qu'en milien en donnant de nouvelles directions ou bifurcations à des lignes préexistantes.

Inattendu, éternel, nécessaire

- Ce que vous appelez voyance, ce n'est pas une qualité du regard du spectateur, c'est une qualité possible de l'image elle-même. Par exemple, un film peut vous présenter des situations sensori-motrices : un personnage réagit à une situation. C'est du visible. Mais il y a des cas où le personnage se trouve dans des situations qui débordent toute réaction possible, parce que c'est trop beau, trop fort, presque insupportable : ainsi l'épisode de *Stromboli*, chez Rossellini. Là, il y a une fonction de voyance, mais déjà dans l'image même. C'est Rossellini, c'est Godard, qui sont des voyants, pas le spectateur.

- Il y a aussi des images qui se présentent non seulement comme visibles, mais comme lisibles, bien qu'elles restent de pures images. Entre le visible et le lisible, il y a toutes sortes de communications. Ce sont les images qui imposent au spectateur tel usage de ses yeux et de ses oreilles. Mais justement le spectateur n'a que des intentions vides s'il ne sait pas apprécier la nouveauté d'une image, d'une série ou d'un film. Et cette nouveauté d'un type d'images est forcément inséparable de tout ce qui précède.

- La nouveauté : de quelle façon peut-elle venir ?

- La nouveauté est le seul critère de toute œuvre. Si l'on ne croit pas

Il y a un rouge de Nicholas Ray qui n'est pas le même qu'un rouge de Godard.

- Vous parlez souvent de « problème », à propos de la lumière ou de la profondeur de champ : pourquoi seraient-ce des problèmes ?

- Si vous voulez, ce sont des données de l'image. Mais justement on parle de « données » d'un problème, et en vertu de ses données un problème a des cas de solution très divers. C'est cela, le nouveau : la façon dont les problèmes sont autrement résolus, mais d'abord parce qu'un auteur a su les poser d'une

nouvelle manière. Aucune pourtant n'est meilleure que l'autre. C'est affaire de création. Prenons l'exemple de la lumière. Certains ont posé le problème de la lumière par rapport aux ténèbres. Et, bien sûr, ils l'ont fait de manière variée, sous forme de deux moitiés, de séries, de clair-obscur. Ils n'en avaient pas moins une certaine unité qu'on a légitimement nommée « expressionnisme » au cinéma. Remarquez que ce type d'image lumière-ténèbres renvoyait à un concept philosophique, à une image de pensée : celle d'une lutte ou d'un conflit entre le Bien et le Mal.

J'aimais Danielle Darrieux

- Il va de soi que le problème change entièrement si vous vivez et pensez la lumière dans ses rapports avec le blanc, non plus avec les ténèbres. De ce point de vue, l'ombre ne sera plus qu'une conséquence, ce sera un tout autre monde. Il n'aura pas moins de dureté ou de cruauté parfois, mais tout sera lumière. Simplement il y aura deux lumières, celle du soleil et celle de la lune. Et conceptuellement, c'est le thème de l'alternance et de l'alternative qui remplacera celui de la lutte ou du conflit. Ce sera une « nouvelle » façon de traiter la lumière. Mais c'est d'abord parce que la nature du problème aura changé. On va dans une voie créatrice, puis survient un auteur ou un mouvement qui trace une autre voie, tantôt la première étant comme épuisée, tantôt avant que la première soit épuisée.

- Êtes-vous souvent allé au cinéma ? A quel moment avez-vous décidé d'écrire sur le cinéma ? Comment s'est construite ce livre ?

- Avant la guerre, j'étais enfant, mais vers dix ans j'allais assez souvent au cinéma, plus que mes contemporains. J'ai des souvenirs des films et des acteurs de cette époque. J'aimais Danielle Darrieux, et Saturnin Fabre me plaisait beaucoup, parce qu'il me faisait peur et rire, il avait inventé une diction. Mais après la guerre, j'ai redécouvert le cinéma en retard sur tout le monde. L'évidence du cinéma

comme art et création, je l'ai eue tard. Finalement je me sentais uniquement philosophe. Ce qui m'a amené à écrire sur le cinéma, c'est que je traînais depuis longtemps un problème de signes. La linguistique me semblait inapte à le traiter. Je suis tombé sur le cinéma parce que, fait d'images-mouvement, il fait proliférer toutes sortes de signes étranges. Il m'a semblé qu'il réclamait lui-même une classification de signes qui débordait de toutes parts la linguistique. Et pourtant le cinéma n'était pas pour moi un prétexte, ou un domaine d'application. La philosophie n'est pas en état de réflexion extérieure sur les autres domaines, mais en état d'alliance active et intérieure avec eux, et elle n'est ni plus abstraite ni plus difficile.

- Je n'ai pas prétendu faire de la philosophie sur le cinéma, mais considérer le cinéma pour lui-même à travers une classification des signes. C'est une classification mobile, et qu'on peut changer, et qui ne vaut que par ce qu'elle fait voir. Il est vrai que ce livre a une composition compliquée, mais parce que le sujet même est difficile. Ce que j'aurais voulu, c'est arriver à des phrases qui fonctionnent comme des images, et qui « montrent » de grandes œuvres du cinéma. Je dis une chose tout simple : qu'il y a une pensée chez ces grands auteurs, et que faire un film est affaire de pensée vivante, créatrice.

Le même plaisir qu'avant

- Les noms des films ou des cinéastes ne sont pas réunis en fin de volume... Où en êtes-vous dans la fabrication du deuxième tome ? Et quels nouveaux noms vont y apparaître ?

- Il faudrait que ce premier tome, *l'Image-mouvement*, soit vraiment un ensemble, mais aussi qu'on sente qu'il exige une suite. La suite, c'est l'image-temps : non pas qu'elle s'oppose à l'image-mouvement, mais parce que l'image-mouvement n'implique en elle-même qu'une image indirecte du temps, produite par le montage. Le second tome doit donc considérer des types d'images qui portent directement sur le temps, ou qui renversent le rapport mouvement-temps. C'est Welles,

c'est Resnais. Dans le premier tome, il n'y a pas un mot sur ces auteurs, ni sur Renoir ni sur Ophüls et bien d'autres. Pas un mot sur l'image-temps, c'est à peine si le néoréalisme et la nouvelle vague, Godard, Rivette, sont évoqués. Un index des noms et des œuvres est certainement nécessaire, mais quand j'aurai terminé.

- Votre perception du cinéma a-t-elle changé depuis que vous avez entrepris ce livre ?

- Bien sûr, je vais au cinéma avec le même plaisir qu'avant, et pas très fréquemment. Mais c'est dans d'autres conditions, dont je me dis tantôt qu'elles sont plus pures, tantôt moins pures. En effet, il m'arrive d'avoir « absolument besoin » de voir tel film, j'ai l'impression que, si je ne le vois pas, je ne peux pas continuer. Et puis je me résigne, je suis forcé de m'en passer ; ou bien il surgit, il est redonné. Il arrive aussi que j'aie vu un film, et je sais que, s'il me paraît beau, j'aurais envie d'écrire : cela change les conditions mêmes de la vision, ce n'est pas toujours souhaitable.

- Une fois le livre terminé, dans le détail d'impression qui vous en exclut, juste avant sa sortie, y a-t-il eu des choses de cet état ou de cette rentrée cinématographique qui vous ont donné envie d'y retourner ?

- Qu'est-ce que j'ai vu de beau, récemment, en dehors d'œuvres comme le *Ludwig*, *Passion* ou *l'Argent* ? J'ai vu un très beau film de Caroline Radoh, *Clémentine* (tango), et à la télé une production INA de Michèle Rosier, *le 31 Juillet*, qui se passe dans une gare, départ de vacances, et un téléfilm étonnant, parfait, le morceau d'*Amerique* de Kafka, par Benoît Jacquot. Mais j'ai sûrement raté beaucoup de choses. Je voudrais voir le film de Chéreau, celui de Woody Allen... Le cinéma vit sur un temps précipité, c'est de la vitesse, c'est une de ses puissances. Il faut être disponible. Qu'est-ce qui est le plus triste au cinéma ? Ce ne sont pas les longues queues pour des films très mauvais, c'est plutôt quand un Bresson, un Rivette, ne réunit dans une salle que quelques dizaines de personnes. C'est inquiétant en soi, mais aussi pour l'avenir, pour les auteurs plus jeunes.

Propos recueillis par HERVE GUBERT.

c'est l'amour l'autre

Le monde des arts et des spectacles est un univers complexe et diversifié. Il offre une multitude de possibilités de découverte et de plaisir. Que ce soit à travers le cinéma, la littérature, le théâtre ou les arts de la scène, il est toujours possible de trouver des œuvres qui nous touchent, nous font réfléchir, nous font rire. C'est pourquoi il est si important de suivre l'actualité de ce monde, de connaître les nouvelles créations, les sorties de livres, les spectacles en cours. C'est ce que nous vous proposons dans cette section : un panorama des événements culturels de la semaine, des recommandations de lectures, des annonces de spectacles. Nous espérons que ces informations vous seront utiles et vous feront découvrir de nouvelles œuvres.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bugeat (7) - 555.78.15
SESMA
Gravures
Tél. d'info. de 10 h à 18 h, nos. 146-18 h
14 SEPTEMBRE - 15 OCTOBRE

GALERIE REGARDS
Nouvelle adresse
11, rue des Blancs-Manteaux (4)
BOUYS - GUITET - JEUNE
LANIEL - LANGLOIS - SORG
5-22 octobre
de 14 h 30 à 18 h (sauf lundi)
Tél. : 277-19-61

GALERIE DENISE RENÉ
196, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 222-77-57

CHICAGO
150 ANS D'ARCHITECTURE
DENISE RENÉ PRÉSENTE :
WALTER NETSCH
vernissage le 5 octobre 1983

La Maison de la Lithographie
du 6 Octobre au 14 Novembre 1983
RAYMOND POULET
110, bd de Courcelles, 75017 PARIS
Tél. : 227.20.16 - Métro : Terres, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h.

YVETTE BUCHER
53 rue de Seine Paris VII
FRED DEUX
Expérience, extérieurement

La Foire de Burlington House,
la Foire des Antiquaires,
Royal Academy of Arts,
Piccadilly, Londres W1, Angleterre.
19-29 octobre
19 octobre 17 h-21 h
20-29 octobre 11 h-19 h
Entrée donnant droit à un catalogue.
19 octobre : 4 livres
20-29 octobre : 3 livres.

LIVRES ANCIENS ET MODERNES
liste été 83
Envoyé sur demande
BOUQUINERIE CROIX-D'OR
109, rue Croix-d'Or
73000 CHAMBERY

VILLE DE PARIS
bibliothèque de la fontaine
spéciale pour la jeunesse
91, rue Rambuteau (1^{er}) - M^o les Halles
PRÊT GRATUIT

Luc-Marie BAYLE
4 et 23 octobre 1983
Galerie des Orfèvres
66, quai des Orfèvres
75, place Dauphine (Tél. : 326-61-30)

GALERIE L'EMPEREUR
61, rue Bonaparte, PARIS
(Saint-Sulpice) 326-87-18
Charles ROUSSEL
1861-1936
4 octobre - 4 novembre

PROSCENIUM
35, rue de Seine 75006 Paris - 354-92-01

JEAN COCTEAU

SEIGLE
5 octobre - 3 décembre
Galerie
JEAN-PIERRE JOUBERT
38, rue Mignon 75008 PARIS - 562-67-15

théâtre 13
588-16-30
L'EMOI D'AMOUR
Cio JEAN BOIS
LE MONDE : « Jean Bois est à la fois un poète et un grand spectateur... »
LE POINT : « Un grand poète, de singulier, d'émotion... Allez le voir »
R. MARELLO : « Un spectacle aussi beau que son titre »
NOUVELLES LITTÉRAIRES : « Le talent de Jean Bois est une évidence. Combien de fois faudra-t-il vous le rappeler ? » (M. Gailly)

GOODEYE PARADIS CANCAN
Théâtre de la Jeune Lune
545.49.77

THEATRE 14

JP 1150

Simone de Beauvoir écrit sur la Ballade de Narayama



Simone de Beauvoir

La vie, la mort, le sujet profond de Narayama, c'est leur confrontation. Pour la mort en lumière, Imamura a choisi un cas limite, réel ou mythique, peu importe.

La vie, ici, c'est la lutte pour survivre, pour assouvir les besoins matériels qui émergent souvent à la surface de nos sociétés policées mais qu'elles s'efforcent de camoufler : le besoin de manger et le besoin sexuel. Dans un monde de rareté - rareté des aliments, des femmes - ils éclatent avec une violence crue dont Imamura ne déguise rien. Se nourrir, c'est se battre contre une nature rétive et contre d'autres hommes. La sexualité ne s'embarrasse ni de pornographie ni même d'érotisme : satisfaite ou frustrée, elle exprime brutalement l'apnée exigence des corps. En contrepoint, quelques rapides et très belles images de la vie animale nous rappellent la parenté de notre espèce

avec toutes celles qui prolifèrent sur la terre.

La grande différence, cependant, c'est que, chez ces hommes sevrés de nourriture et de plaisir, un code sévère et souvent cruel s'efforce de maintenir un équilibre : les contraintes sexuelles qu'il impose risquent de conduire au meurtre ou à la folie.

Si noir que soit ce tableau, il ne sombre pourtant jamais dans une tristesse misérabiliste. Il en est sauvé d'abord par la passion de vivre que manifeste la vigueur même du combat. Il y a des moments de répit ou même de bonheur : des sourires, des complaisances, la joie sauvage de l'assouvissement. Il y a aussi la splendeur des montagnes que, certes, les paysans ne voient pas avec le détachement émerveillé du spectateur mais qui les investit et prête à leur existence une dimension sacrée. Surtout, le drame quotidien est illuminé par la sérénité, à la fois mystique et humaine, de la vieille Orin (interprétée de manière saisissante par Sumiko Sakamoto). Ce n'est certes pas une sainte : elle a ses entêtements, ses ressentiments, et peut même se montrer capable d'une rare rancune meurtrière. Mais cette complexité ne fait que mieux ressortir le détachement auquel elle parvient et qui l'amène à décider d'aller à la montagne. Elle pense y rencontrer le Dieu, ce serait pour elle un déshonneur de ne pas obéir à la loi.

Mais aussi elle trouve fatigante et peut-être vaine cette existence que jour après jour il faut payer si cher.

C'est avec une farouche ardeur qu'elle y renonce. La cérémonie du départ, la longue et difficile ascension sur le dos de son fils, leurs adieux bouleversants, comptent parmi les plus grands moments du cinéma.

Devant Orin immobile et comblée sous la neige qui va l'ensevelir, le spectateur s'interroge. La mort est-elle le seul remède à la vie ? En est-elle l'accomplissement ? Ou un suprême acte de foi en sa valeur ? Car Orin, entre autres motifs, choisit de disparaître pour laisser place aux nouveaux-nés. C'est sur une scène vivante et presque heureuse que se conclut le film, lorsque le fils est redescendu dans son foyer. Sans rien décider ni conclure, c'est poser cette question sur le sens de la destinée humaine que voulait Imamura : il y a pleinement réussi.

Cette histoire poignante mais qui, comme Orin elle-même, se refuse à tout pathétique est servie par d'extraordinaires acteurs et illustrée par d'admirables images. Un film exceptionnel. Un chef-d'œuvre.

S. de BEAUVOIR



PALME D'OR CANNES 1983

LA BALLADE DE NARAYAMA

Un film de Shohei IMAMURA



du 5 au 30 octobre **CARRE**
SILVIA MONFORT
108, rue Brancion PARIS 15



Location 531 28 34

KAFKA
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
le lierre théâtre
22, rue du Chevaleret (13^e) 585.55.55
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
KAFKA

A PARTIR DU 14 OCTOBRE

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES
DANIEL DAREZ et GUY DESCAUX
ADAM ACCORD avec
JEAN-MICHEL ROUSSEAU
présentent
SUZANNE FLON
ROBERT HIRSCH
GUY TREJAN
CHACUN SA VÉRITÉ
de **PIRANDELLO**
mise en scène
FRANÇOIS PERIER
d'après **AUGUSTO PACE** et **MICHEL FRESNAY**
avec par ordre d'entrée en scène
ANNIK ALANE
SARAH LUGER
PHILIPPE DEHESDIN
ANTOINETTE MOYA
GEORGES MONTILLIER
ROSE THIERY
MAURICE BARRIER
EDITH PERRET
ROBERT DESLANDES
PIERRE LE RUMEUR
MARIE-LISE BOMME
LOCATION THEATRE 721.08.24 et AGENCES
LOCATION OUVERTE

AMERICAN CENTER
261, Boulevard Raspail Paris 14^e
Jazz on a Sunday Afternoon 16h30
le 9 octobre :
Alain Jeanmarie (solo piano)
Trio à Cordes Didier Levallet
le 16 octobre :
Quartet Mike Zwerin
renseignements
et réservation 321.42.20

THEATRE

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX
LES TROYENNES - Cité Internationale-Galerie (589-38-69), 20 h 30 (5).
LE ROI SE MEURT - Marais (278-03-53), 20 h 30 (5).
GOOD BYE PARADISE CANCAN - Théâtre 14 (545-49-77), 20 h 30 (5).
UN PNEU C'EST UN PNEU - Splendid St-Martin (208-21-93), 20 h 30 (5).
EMILIE NE SERA PLUS CUEILLIE PAR L'ANÉMONE - Aubervilliers, Théâtre de la Comédie (833-16-16), 20 h 30 (5), dim. 17 h.
LE REMORA - Nanterre, Adèle (574-16-93), 21 h (5).
PALAIS DUFREY - Diderot (271-82-48), 22 h (7), dim. 16 h.
LE DON JUAN DE LA CREUSE - Eldorado (208-23-50), 20 h 45 (7), dim. 16 h.
LE BEL INDIFFERENT - Ternes (887-82-48), 22 h (7), sam. 17 h 30.
RICHARD II - Cartoucherie du Soleil (374-24-08), le 8 à 18 h 30.
LES CROCODILES - Théâtre noir (346-91-93), 20 h 30 (8), dim. 17 h.
ASRA CADARACULA - Huchette (326-38-99), 21 h 30 (10).
LES CÉPHÉIDES - Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 30 (11).
LA CONFESSION IMPUDIQUE - Carpe-Fantasia, Théâtre des arts (030-33-33), le 11 à 21 h.
BOURS PARIS
LE HAVRE - L'Opéra d'été, par Jean Louis Martinelli et le Théâtre de la Réflexion, à la maison de la culture (35) 21-21-10, jusqu'au 15 octobre puis tournée jusqu'en décembre.
DIJON - R.B. la tendresse cabaret-théâtre de Brocht, par le Nouveau Théâtre de Bourgogne, (80) 30-63-81, du 7 au 29 octobre au Théâtre du Parvis Saint-Jean.
ROCHEFORT - L'Arpentier par le Théâtre du Petit Marseille, (46) 87-54-04, à l'Arrière Navale de Rochefort (roulez-vous au Café de Flare), les 6, 7, 8 octobre.
RENNES - Inferiorité, d'Italo Sverio, par Gaston Jung, avec les Drapiers à la maison de la culture, (99) 79-26-26, du 11 au 14 octobre.

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), Le 7, à 19 h 30 : Moby.
COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), Le 5 à 16 h 30 et les 5, 7, 8, 11 à 20 h 30 : les Estivants ; les 6, 9, 10 à 20 h 30 : Victor ou les enfants au pouvoir ; le 9 à 14 h 30 : l'Avare.
CHAILLOT (727-81-15), (mer., lun., mar.) Grand Foyer : le 5 à 14 h 30 et le 8 à 15 h : les Voyages de Gulliver (marionnettes) ; Grand Théâtre le 6 à 16 h 30, les 7, 8 à 18 h 30 et le 9 à 16 h : Hamlet.
RENAISSANCE (277-12-33), Débats-Échanges-Conférences : Le 6 de 15 h à 17 h 30 : Fugueurs, fugueuses. Quelles attitudes, quelles réponses ; 18 h 30 : Matinée, Pinaud et l'art contemporain ; le 8 à partir de 15 h : Séminaire sur la culture corporelle ; le 10 à 21 h : Colloque sur Erwin Panofsky ; Concerts : Le 5 à 18 h 30 et 20 h 30 : Forum de la création - Les comités 2-2-2 ; le 6 à 18 h 30, 19 h 45, 20 h 30 : Espaces libres ; le 8 à 20 h 30 : concert Peter Eberle : Chansons Vidéo : les 5, 6, 7, 10 à partir de 12 h : Maurice Kagel ; les 5, 6, 7, 8, 9, 10 : Nouveaux Films Bpt, 13 h ; Samedi Aissawa ; 16 h : Je te prends, tu me prends en photo ; 19 h : Mission Ténor ; le 7 à 18 h : Cadre de ville (Vidéo de Chicago) ; les 8 à 14 h 30 : Nederlands Dans Theater ; le 22 h : Environnement vidéo de Cl. Torrey - Zénon ; Théâtre : Les 5, 6 à 21 h : Va sans peur quelle belle idée d'Abdellatif Laïb (Cie des Quatre chemins).
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Les 5, 6, 7, 8, 9 à 20 h 30 et le 9 à 14 h 30 : Nederlands Dans Theater (XOX) Festival international de danse de Paris).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77), Le 11 à 18 h 30 : Edith Butler.
CARRE (574-16-93), (531-22-34), Les 5, 6, 7, 8 à 20 h 30 et le 9 à 16 h : Paco Ibanez ; le 10 à 20 h 30 : Autour de Brasseur.

Les autres salles

A DEJAZET (271-44-20) (D. soir, Me.), 18 h, dim. 15 h : L'Alouette, (dernière le 9) ; (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 17 h : l'Assommoir au village.
AMERICAN CENTER (321-42-20) (D.), 21 h : les Démagogues (dernière le 9).
ANTOINE (208-77-71) (L.), 20 h 30 ; dim. 15 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HERBERTOT (387-23-23) le 5 à 21 h : Les pays de l'Espagne ; le 6 à 21 h : Chacal ; le 7 à 21 h : Les 8 à 18 h 45, le 10 à 21 h, le 11 à 15 h et le 21 h : la Parodie ; le 8 à 22 h 30 : Moi ; le 9 à 15 h : la Vie anonyme ; le 7 à 21 h : le Cœur incommensurable ; le 10 à 18 h 30 : la Difficulté d'être.
ASTELLE-THEATRE (238-35-53) mer., mar., 20 h 30 ; les Bonnes ; jeu., ven., sam., 20 h 30, dim., 16 h : le Mille-mille.
ATELIER (696-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Cœur de marais.
ATHENEE (742-67-27) mer., mar., 19 h, jeu., ven., 21 h, sam. 16 h : le Pélécas ; mer., jeu., mar., 18 h 30, ven., sam., 20 h 30 : Grand Théâtre.
BASTILLE (357-42-14) : voir festival d'automne.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D.), 21 h : les Trois Jeunes.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-63) mer., jeu., ven. 20 h 30 : Zed Zed Zed...
CARTOUCHERIE, École de Bois (808-39-74) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : la Maison de Bernarda Alba ; Tempêtes (328-36-36) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30 : Vaseux Land.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69) Grand Théâtre (D., L., Ma.), 20 h 30 : la Parodie ; Résistance (D., L.) 20 h 30 : Dommage qu'elle soit une parodie ; 20 h 30 : le Comédien de Paris (281-00-11) (D.), 20 h 30 : Fête.
COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (Me., D. soir), 21 h, dim. 15 h 30 : Ro-vien d'après l'Éternel.
COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) (D., L.), 20 h 30 : la Manie de la villégiature.
CONSTANCE (258-97-62), mer., jeu., mar., 20 h 45 : Apprendre Arthur ou les Mythes de la Table ronde ; ven., sam., 20 h 45, dim. 17 h : l'Histoire merveilleuse d'un gamin du Loto dont la fiancée est tuée accidentellement le lendemain du mariage.
DAUNOU (261-69-14) (Me., D. soir), 21 h, dim. 15 h 30 : la Chiffre.
EDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : Mademoiselle Julie.
ESCALIER D'OR (523-15-10) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Louise-Louise.
ESPACE-GAIE (327-13-40) (D. soir, L.), 20 h 15 ; dim., 15 h 30 : la Bonne Femme aux camélias ; (D. soir, L.), 21 h 30, dim. 17 h : Toutes à tuer.
ESSAÏON (278-46-42) (D., L.), 19 h : Pas ma ; 21 h : Agatha.
FONTAINE (874-74-40) (D. soir, L.), 20 h 15, sam. 18 h, dim. 17 h : Vire les femmes.
GAITE-MONTFARNASSE (322-16-18) (D. soir, L.), 20 h 15, dim. 16 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons ; 22 h, dim. 17 h : la Femme Libérée.
GALETTE-55 (326-43-51) (D., L.), 21 h : Public Eyes - A Private Ear.
HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice aveugle ; 20 h 30 : la Leçon.
LA BRUYERE (874-76-99) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : Mort accidentelle d'un narchista.
LIBRE-THEATRE (586-55-83) (D. soir, L., Mar.) 20 h 30, dim. 17 h : la Colonie pénitentiaire.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 1 : 18 h 30 : Cajamarca ou les supplices de Pizarro ; 20 h 30 : l'Enfermement ; 22 h 30 : (sauf les 7 et 8) : Bobby Lepointe ; II, 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15, le 11 à 22 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15, le 11 à 20 h 15 : Vire de Corot ; Petite saute ; 18 h 30 : la Putain Ritrère ; 19 h 45 : Marnement vore ; 22 h 15 : Baudelaire du mal.
LVS MONTFARNASSE (327-88-61) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : Vaudou, jour de liberté.
MAISON DE LA POESIE (234-27-53) le 10 à 20 h 30 : D. Gelin et Norge.
MARIGNY-SALLE GABRIEL (225-20-74) (D.), 21 h, sam. 19 h et 22 h : les Sales Mômes.
MICHEL (265-35-02) (D. soir, L.), 21 h 15, sam. 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînait au lit.

MICROTHEATRE (742-95-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : le Vieux voyageur.
MOGADOR (285-45-30) (D. soir, L.), 20 h 30 : sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTFARNASSE (320-89-09) (D. soir, L.), 21 h, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : Marguerite et les autres ; Petite saute (D. soir, L.), 21 h 15, dim. 16 h : l'Astronome.
NOUVEAUTES (770-52-76) (L.), 20 h 30, sam. 21 h, dim. 15 h : l'Enfermement.
OXIVRE (874-43-52) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : l'Extravagant Monsieur Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur le bancquette arrière ; Rencontres, le 10 à 20 h 30 ; le 11 à 14 h 30 : Prosper Mérimée.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90) (Me., soir, D. soir, L.), 20 h 30, mer., sam. 15 h, dim. 14 h 30 et 18 h 15 : Un homme nommé Jésus.
POCIE-MONTFARNASSE (548-92-97) (D.), 20 h 15 : la Dernière Bande.
POCIE SAINT-MARKIN (607-37-53) (D. soir, L.), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h : K2.
POTINIERE (261-44-16) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : Il Signe Pagnote.
RENAISSANCE (208-16-50) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Théâtre de Boulevard.
SAINT-GEORGES (874-74-37) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : Ma vedette américaine.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 19 h 30 et 22 h, dim. 15 h 30 : Camille.
STUDIO FORTUNE, le 6 à 21 heures : Dans un siècle on dort.
TATY DRESSAT (278-10-79), 1 : jeu., mar., 20 h 30, dim. 15 h : Turbulence ; jeu., mar., 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h : l'Enfermement des jours ; 2 : jeu., ven., sam., 20 h 30, dim. 15 h : Fandou et l'ye ; mer., jeu., mar., 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h : Fandou et l'ye.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Bonnes cadettes ; 22 h + sam. 21 h 15 : Noces, on fait ça on nous dit de faire.
THEATRE A. BOURVILL (373-47-84) (D.), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : l'Yen a marré... et vous ?

THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 18 h 30 : Histoire de jouer ; 21 h 30 : l'Arrêt de l'ère, ça va suster ; 22 h 30 : la Propriétaire.
THEATRE DE MONTMONTANT (336-97-47) jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 heures : Zacharie.
THEATRE DE PARIS (280-09-30) : voir festival d'automne.
THEATRE DE LA PLAINE (342-32-25), 20 h 30, dim. 17 h : le Dîner bourgeois.
THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : l'Opéra de Quers-Som.
THEATRE DU BOND-POINT (256-70-40) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Savannah Bay ; (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30 : moi Bockart.
THEATRE 13 (388-16-30) (D. soir, sam.), 21 h, dim. 15 h : l'Enfermement.
THEATRE 18 (226-47-47) (D. soir, L.), 22 h, dim. 18 h : Brève de peau.
TOURTOUR (887-82-48) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Le Soleil n'est plus aussi chaud qu'avant.
TRISTAN MEYER (322-08-40) (D. soir, L.), 21 h, sam., dim. 15 h : Balle de manch - Encre judiciaire.
VARITES (233-05-92) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : l'Épique.

Les cafés-théâtres

AU REC'YEN (296-29-35) (D.), 20 h 30 : Tota-Saint ; 22 h : le Président.
BLANCS-MANDEUX (887-15-84) (D., L.), 1 : 20 h 15 : Arouh - MCC ; 2 : 20 h 15 : les Dames de fer ; 22 h 30 : les Sacris Mômes ; 23 h 15 : les Cade ; (D.), 22 h 30 : Fontille.
BOULEVARD DES ARTS (272-08-51) (D.), 19 h 30 : Spécialité.
CARTE DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h 15 : Chant d'épandage ; 22 h 15 : l'Arrière du pavillon 4.
CAFE D'EDGAR (322-11-02) (L.), 1 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 2 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 3 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 4 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 5 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 6 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 7 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 8 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 9 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 10 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 11 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 12 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 13 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 14 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 15 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 16 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 17 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 18 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 19 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 20 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 21 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 22 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 23 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 24 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 25 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 26 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 27 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 28 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 29 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 30 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 31 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 32 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 33 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 34 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 35 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 36 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 37 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 38 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 39 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 40 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 41 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 42 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 43 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 44 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 45 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 46 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 47 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 48 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 49 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 50 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 51 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 52 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 53 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 54 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 55 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 56 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 57 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 58 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 59 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 60 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 61 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 62 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 63 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 64 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 65 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 66 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 67 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 68 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 69 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 70 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 71 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 72 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 73 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 74 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 75 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 76 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 77 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 78 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 79 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 80 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 81 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 82 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 83 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 84 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 85 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 86 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 87 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 88 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 89 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 90 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 91 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 92 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 93 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 94 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 95 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 96 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 97 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 98 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 99 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 100 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 101 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 102 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 103 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 104 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 105 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 106 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 107 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 108 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 109 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 110 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 111 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 112 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 113 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 114 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 115 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 116 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 117 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 118 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 119 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 120 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 121 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 122 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 123 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 124 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 125 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 126 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 127 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 128 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 129 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 130 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 131 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 132 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 133 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 134 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 135 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 136 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 137 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 138 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 139 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 140 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 141 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 142 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 143 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 144 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 145 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 146 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 147 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 148 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 149 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 150 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 151 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 152 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 153 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 154 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 155 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 156 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 157 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 158 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 159 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 160 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 161 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 162 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 163 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 164 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 165 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 166 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 167 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 168 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 169 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 170 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 171 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 172 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 173 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 174 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ; 175 : 20 h 15+sam., 23 h 30 : l'Enfermement ;

هكذا مضى الى منزل

MAXIME GORKI (v.o.) : *Camões*, 6-
(544-28-50), mer. 18 h : jeu. et sam.
16 h : dim. et mar. 14 h : l'Enfance de
Gorki : mer. 22 h : ven. et mer. 16 h :
samedi 14 h : dimanche 10 h : mar. et
jeu. 14 h : ven. et lun. 22 h : sam. 20 h :
lun. 18 h : Mes universités : mer. et lun.
14 h : jeu. et mar. 20 h : ven 18 h :
sam. 22 h : les Bas Fonds : mer. et lun.
14 h : jeu. et mar. 14 h : ven. 22 h : le
Mère : mer. et lun. 20 h : jeu. 18 h : ven.
14 h : dim. 16 h : Les tziganes montent au
ciel.

MILO (326-55-00), mar. 14 Juillet-Parassée,
13-32-55-00, mer. et lun. 14 h : la
Fleur : jeu. l'Intendant : mar. 14 h : ven.
Femmes de la nuit : sam. : Contes des
chrysanthèmes tardifs : dim. l'Impératrice
Wang Kwei Fei : lun. : la Vie de
Haru, féerie : mar. 14 h : mer. 14 h : Héros
sacrilège.

S. RAY (v.o.) : 14 Juillet-Parassée, 6-
(326-55-00) : mer., ven., dim., mar. : la
Grande Vile : jeu., sam., lun. : le Salon
de musique.

LE THÉÂTRE D'ANTOINETTE VITZ :
Studio Bertrand, 7 (783-64-66) : H. PEE-
BENGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7
(783-64-66), ul. sf. 16 h : le silence :
Studio Bertrand, mer. au dim. 19 h 30 : Récès de
femmes.

PREMIERS FILMS (v.o.) : Studio Ber-
trand, 7 (783-64-66), ul. sf. dim. 14 h :
la Chute de l'arche : ul. sf. 16 h :
le 17 h : Brecht : G. sf. ul. sf. lun. et
mar. 20 h 40 : Rads.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette,
9 (878-80-50), mer. jeu. Agent secret :
ven. sam. Les Enchaînés : dim., lun.
Le docteur et la femme.

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action
La Fayette, 9 (878-80-50), mer. : le Jar-
din du diable : jeu. : Tiens bon la rampe
Jerry : ven. : l'Etrangère du Boston
Capote : dim. : les Faux de 1464 :
lun. l'Incident : mar. : Voyage à deux.

B. BRISSON : Studio 43, 9 (770-63-40) :
mer. et lun. 18 h : ven. 20 h : sam. 22 h :
dim. 16 h : l'Argent : mer. et lun.
18 h : jeu. 18 h : ven. 16 h : sam. 22 h :
dim. 16 h : mer. 22 h : ven. 18 h : sam.
16 h : dim. 20 h : Au hasard Baltaïard :
jeu. 20 h : sam. 18 h : dim. 14 h : lun.
22 h : Un condamné à mort s'est
élevé : mer. 18 h : ven. 16 h : sam. 22 h :
dim. 18 h : Les Dames du bois de Boulogne.

JEAN-LUC GODARD : République
Cinéma, 11 (805-51-33), mer., jeu.
C'est si bon : qu'il pleuve : mar. 18 h :
Masculin-Féminin : sam. : Comment ça
va ? : dim. : Week-end : mar. : One plus
One.

SUITE DE L'HUMOUR JEUF (v.o.) :
Studio Bertrand, 7 (783-64-66), ul. sf. 14 h :
Pas question de samedi : Tout ce que vous
avez toujours voulu... (**) : Un rabbin au
Far-West.

ROBERT WISE (v.o.) : Espace-Gaîté, 14-
142-95-94 : mer. et lun. le Coup de
l'escalier : jeu. : Né pour mer : ven. : la
Malediction des hommes-chats : sam.,
mar. le Récupérateur de cadavre : dim. :
le Colporteur.

LES GRANDES LECTURES DE J.A.

VERNON ORGAIN
MARIGNAN PATRHE OCEAN • OCE NORMANDIE OCEAN
PUBLICS CHAMPS-YESES OCEAN • PARAMOUNT OCEAN
PUBLICS ST-GERMAIN • CLUB VILLY LAZAR OCEAN
GALMONT HALLES OCEAN
VERNON FRANCIS
GRAND REX OCEAN • PARAMOUNT OPERA OCEAN
PARAMOUNT MARNAUX OCEAN • OCE OPERA • IMAGES OCEAN
PARAMOUNT MONTMARTRE • MONTMARTRE PATHE OCEAN
UGC MONTPARNASSE • ALBION ST-PA • PARAMOUNT ORLEANS
UGC CONVENTION OCEAN • CONVENTION ST-CHARLES
FAUVETTE OCEAN • PARAMOUNT GALAXIE • GALMONT GAMBETTA
PARAMOUNT BASTILLE • PASSY • PARAMOUNT MAILLOT OCEAN
FRANCOISE VERGASZAGHIAN
VERSAILLES CYRANO • VELEY ST-LOUIS • COLLIER Club
ST-GERMAIN C2L • RUEI. Ariel • LA DEFENSE 4 Temps
ARGENTEUR. Alpha OCEAN • ENGHEN FRANCAIS OCEAN
CHAMPIGNY Patrice OCEAN • THIAIS Bels Epine OCEAN
ROSNY Ariel • CRETEIL Ariel • ALLAINY Parinor
SARCELLES Remades • PANTIN Carrefour • PATHE
MARNE-LAVALLEE Ariel • MONTAIGNEY • ROUSSY ST-ANTOINE Bury
NEZILLY Village • LA VARENNE PARAMOUNT • EVRY Gaumont
BOULOGNE Gaumont Océan • VIRY CHATILLON Calypso
REX Orléans • ULIS Oréay

ALBERT R. BROCCOLI présente

ROGER MOORE dans l'œuvre de **IAN FLEMING**

JAMES BOND 007 dans

OCTOPUSSY

Avec: MAURO ADAMS, LEOUS JOURDAAN, KRISTINA WYDOBIN, KATHY SHEL, VIJAY AMRUTHAJ
Produit par ALBERT R. BROCCOLI Réalisé par JOHN GLEN
Musique et Scénario: GERRIE MACDONALD FRASER et RICHARD MARANDINO et MICHAEL G. WILSON
Producteur Exécutif: MICHAEL G. WILSON, Chef Décors: PETER LAMONT Producteurs Associés: TOMA PENSNER

Musique de JOHN BARBY (Musique Originale des Disques et Cassettes) Distribution CBS

MGM/UA 1984. Tous droits réservés. OCTOPUSSY est une marque déposée. DISTRIBUÉ PAR RITA COOLIDGE

HARVEY KEITEL / MICHEL ROBIN
 CATHERINE FROT / RICHARD ANCONINA

**UNE PIERRE
 DANS
 LA BOUCHE**

UN FILM DE
JEAN-LOUIS LECONTE

JEFFREY KIM BRUND BALDWIN ENLEVÉE MINCH
 et la participation de HUGHES QUESTER

Scénario JEAN-LOUIS LECONTE - GÉRARD BRACH et dialogues GÉRARD BRACH
 photo HENRI ALEKAN

A.M.A.

Les festivals

REVOIR WOODY ALLEN (v.o.) : Action, 54 (32572-07), Mer., dim : Guerre et Amour ; jeu : Bananas ; vcu : Tommy les filles et tais-toi ; sam., mer : Woody et les Robots ; hn : Tout ce que vous avez toujours... (°°°).

MARK BROTHERS (v.o.) : Action Ecoutes, 54 (32572-07), mer., sam., mer : Une nuit à Casablanca ; jeu., dim : la Pêche au trésor ; ven., hn : Panique à l'hôtel.

U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. BOULEVARDS - CLUNY/ÉCOLES
CINÉ BEAUBOURG - LES HALLES - U.G.C. ROTONDE
14 JUILLET/BEAUGRENELLE - 14 JUILLET/BASTILLE - U.G.C. GOBELINS
STUDIO SAINT-SÉVERIN - LES MONTPARNOS - LE REX

"POUSSIÈRE D'EMPIRE" EST UNE MERVEILLE!
LIBÉRATION

SANDA
STEVENIN



Poussière d'Empire
HON YONG PHU

un film de
LÂM LÊ

SELECTION OFFICIELLE VENISE 1983

GEORGES CLASSE DANY COMTE présente
DUMINIQUE SANDA SANDA-STEPHEN STEVENIN dans "POUSSIÈRE D'EMPIRE" un film de LÂM LÊ avec THANH LONG
dans les rôles principaux
Musique de Georges Cloué
Montage de Catherine Bouché
Régie de Lam Lam
Distributeur : LAM LÊ
L'AMBIANCE PRODUCTIONS

[illegible]

<p>Eglise des Electes</p> <p>5 octobre 20 h 45</p> <p>Dimanche 8 octobre 17 heures (p.a. Kerguel)</p>	<p>CONCERTS D'INAUGURAT. de l'ORGUE des BILLETES</p> <p>P. SEGOND Organiste</p> <p>Jean GUILLOU Organiste</p> <p>J.-B. Bich - Lierz Guillou (1^{er} aut.)</p>
---	---

SORTIE DU FILM MERCREDI 12 OCTOBRE

Les mots pour le dire

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. ; prix moyen du repas - J. H. ; ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 142, Champs-Élysées 20-41 19 h à 22 h. Vue agréable sur jardin. SPÉCIALITÉS DANOISES ET SCANDINAVES. Hors-d'œuvre danois. FESTIVAL DE SAUMON. Mignon de saumon. Canard.

DINERS

RIVE DROITE

LE POTAGER DES HALLES 13, rue du Cygne, 1^{er} 296-85-30 Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.

VISHNOU 297-56-54 GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.

RELAIS BELLMAN 723-54-42 Jusqu'à 22 h. Cadre élégant et confortable, salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. LES RAVIOLES DU ROYAN. Sals au couteau. GATEAU DU JOUR.

CHEZ DIEP 256-25-96 Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier des Champs-Élysées. 22, rue de Pontfieu, 8^e Ouv. 11 h. P.M.R. : 90 F.

AUB. DE RIQUENHOF 770-62-39 De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. SON BANC D'HUITRES

AU PETIT RICHE 770-86-50 Son étonnant MENU à 100 F. S.c. Ses vins de Loire. Décor centenaire authentique. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., Diner-Soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Drouot.

TY COZ 578-43-95 J. 23 h. Jacqueline et Marie-Françoise vous attendent pour vos déjeuners et dîners dans un cadre intime. POISSONS, FRUITS DE MER, CRUSTACÉS, CRÊPES et GALETTE.

PAGODA T.L.J. 874-81-48 Prix « BAGUETTES D'OR » de la gastronomie chinoise. Médaille d'argent de Paris. 50, rue de Provence, 9^e Carte d'or Club Gault-Millau.

ÉTOILE DE L'INDE 770-72-83 DÉJEUNERS, DINERS. Spécialités indiennes : BIRYANI, boulettes de crabes, crevettes au curry, etc. Prudent de réserver.

DOU ET EST 206-40-62 J. 24 h. Cadre nouveau au rez-de-chaussée. Brasserie, menu 48,30 F.s.c. et carte. Rest. gastronomique au premier. Spéc. du chef : POISSONS, Chocroute, GIBIERS.

PALAIS DU TROCADÉRO 727-03-02 Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.

YVONNE 720-98-15 Vieille cuisine française. Diverses spécialités. Carte, environ 130 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANOELLES.

LE GRANO CHINOIS 723-98-21 Prix « CRUSTACÉS DE VERMEIL » et « FOURCHETTE D'OR » de la gastronomie chinoise. Carte d'or Club Gault-Millau.

LE SAINT-SIMON 580-58-68 Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F. s.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.

LE GUILLAUME TELL 662-28-72 BANC D'HUITRES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABaisse et BOURRIDE. Carnes crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

L'ORÉE DU BOIS 747-92-50 Déj d'aff. Menu 160 F. Dîners-spectacle dansant, jeudi, vendredi, samedi, menu 230 F. Orch. Jean SALA, Carlo NELL. Salons pour réception 10 à 800 p. Parking assuré.

EL PICADOR 397-28-87 Déjeuner, dîner, J. 22 h. SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES : zarzuela, gambas, bacalao, calamars una. P.M.R. 120 F. 2 formules 62 F. s.c. - 75 F. s.c. avec spécialités. SALONS.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRICOR 325-12-84 DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5^e Tél. : 331-69-20. OUVERT TOUTS LES JOURS. Parking gratuit.

LE MAHARAJAH 325-12-84 Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTMARTRE/RASPAIL, venez déguster les spéc. de TANDOOR. Egal. 72, bd St-Germain, 354-26-07. T.L.J. Spéc. BIRIANI.

LAPÉROUSE 326-90-14 et 68-04 J. 23 h. Grande carte. Carte à prix fixe : 180 F. vin et s.c. Menu dégustation : 240 F. 51, av. de Grande-Armée, 6^e F/dim.

AISSA FILS 548-07-22 Jusqu'à 0 h 30, dans un cadre typique. Cuisine marocaine de FES. Pastilla, Couscous-Beurre. DESSERTS MAISON. Réservation à partir de 17 h.

LA BOURGOGNE 705-96-78 Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fois gras chaud aux raisins et ses vins. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.

CHEZ FRANÇOISE 351-87-20/705-49-03 Menu à 90 F. Grande crêpe de Bordeaux en carafe. Dans une oasis de verdure. Ambiance musicale. Aérographe des Invalides, 7^e Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lundi. Parking privé, entrée face au n° 2, rue Faber.

TAN OINH 544-04-84 Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979, 400 Grands Crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bac-Montalémbert.

SOUPERS APRES MINUIT

LA CHAMPAGNE 10 h. p. Clichy 874-44-78 J. 3 h. Huitres - Coquillages toute l'année. GRANDE BRASSERIE DE LA MER

WEPLER 14, place Clichy, 18^e 323-53-24 SON BANC D'HUITRES Foie gras frais - Poissons

Chez HANSI 3 pl. 18-Juin-1940 548-96-42 F. Tour Montparnasse, J. 3 h. mat. CHOUCROUTE, FRUITS DE MER.

LE BAYERN Place du Châtelet 233-48-44 J. 3 h. Chocroute - Fruits de mer ORCHESTRE BAYAROIS tous les soirs

LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 et 354-21-68 Au piano : Yvan MEYER.

LA TOUR D'ARGENT 6, place de la Bastille, 344-32-19 Cadre élég. et confort. - Tous les jours de 12 h à 1 h 15 mat. Grill., poissons, BANC D'HUITRES

LE LOUIS XIV 705-56-56/700-19-90 Tous les jours 8, bd St-Denis. Huitres. Fruits de mer. Crustacés, Ris, Gibiers. Parking privé assuré par restaurant.

AU PETIT RICHE 770-86-50 Fermé dim. Serv. ass. jusqu'à 0 h 15. Banc d'huitres, menu à 100 F. s.c.

DESSIRIER T. les J. 227-82-14 LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE. POISSONS, SPÉC. GRILLADES.

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger Exemple spécimen sur demande

Lisez Le Monde des PHILATÉLISTES L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

AUJOURD'HUI TIRAGE DU LOTO. AU SALON DE LA CARAVANE ET DU CAMPING-CAR. AÉROPORT DU BOURGET (1-9 OCTOBRE).

COMMUNICATION

POINT DE VUE

L'application de la loi sur l'audiovisuel

I. — La France fait l'apprentissage de nouvelles libertés

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, intervenait ce mercredi 5 octobre, en conseil des ministres sur le bilan de la loi du 29 juillet 1982 et les perspectives dans ce secteur, notamment celles ouvertes par les technologies de la communication. Dans une série de deux papiers, il parle des dossiers litigieux en cours (quatrième chaîne, vidéo...) et éclaire la politique d'ensemble du gouvernement.

par GEORGES FILLIOUD (*)

Le financement des infrastructures comme de l'exploitation — à l'abonnement. Il n'y avait d'ailleurs pas d'autre choix à faire des lors qu'était exclu le financement par la redevance et la publicité commerciale, qui aurait eu pour effet de réduire les moyens des trois sociétés nationales de télévision en prélevant sur l'enveloppe du service public.

Quatrième chaîne :

le gouvernement tranchera

DANS notre espace hertzien et approximativement hexagonal une nouvelle chaîne de télévision se met à chercher une place : aussitôt le cinéma se rebelle... du moins ceux qui parlent fort en son nom...

Avec quinze ans de retard, la France se lance dans l'aventure de la télédiffusion : aussitôt se bousculent pour obtenir les premiers réseaux câblés ceux qui pensent d'abord aux dividendes électoraux qu'ils escomptent de leur exploitation politique...

La modulation de fréquence, jusque là zone interdite, est enfin déclassée : aussitôt tentent de s'y engouffrer beaucoup plus d'appétits et d'ambitions que les lois de la physique n'en peuvent admettre. On ne retient bientôt plus que les réalités de l'impossible, oubliant la multitude des autres qui radient en liberté...

Une libre concurrence

Le bouchon du monopole saute : aussitôt ceux qui l'ont tenu vissé tant qu'ils tenaient l'Etat protestent qu'il fallait le faire sauter plus tôt et jurent qu'ils le feront sauter plus haut s'ils reviennent...

Et pendant ce temps, une bonne partie de la presse hurle avec tous ceux qui aboient, au lieu de chercher sa place dans la caravane qui passe.

Ainsi, en l'an II de la Communication audiovisuelle, la France fait, dans le désordre, l'apprentissage de nouvelles libertés.

Il fallait une loi pour en ouvrir l'accès. La loi a été votée. Rendait enfin possible ce qui était depuis longtemps proclamé nécessaire. Le

L'intrusion de mode nouveaux d'acheminement e pour première conséquence de compromettre les équilibres institués entre les médias, et comporte le risque de les détruire si l'on n'y prend garde. Ils conviennent donc, pour un temps, de les préserver, et de prévoir comment ils pourront, par la suite, se rétablir naturellement. Il est clair, en effet, que les mesures de protection ne peuvent être infiniment prolongées et que le moment doit venir d'une libre concurrence entre les technologies et les institutions. La renonciation au monopole de programmation, depuis toujours détenu par l'Etat, a constitué dans cette direction une étape décisive.

A partir de là, nous devons aller progressivement vers un allègement des contraintes et la recherche de la meilleure répartition des moyens de financement, y compris de ceux qui restent à inventer. En effet, tous les médias audiovisuels puisent dans les mêmes gisements. Celui dont s'est principalement nourri le service public depuis sa naissance ne recèle plus les mêmes richesses. Le produit de la redevance a crû automatiquement pendant un quart de siècle au rythme de l'équipement des ménages. Nous arrivons au terme de cette progression due à l'effet de parc, maintenant que la quasi totalité des foyers français possède un téléviseur, qui, dans peu d'années sera partout en couleur. Il n'y aura donc bientôt de ressources supplémentaires à attendre de cette provenance que de l'augmentation nominale de la taxe.

Meis celle-ci ne peut guère dépasser le taux de glissement de la moyenne des prix... sauf à imaginer un autre système de perception... ou à envisager la taxation du second récepteur...

Une solution plus réaliste et plus proche réside dans une meilleure utilisation de nos réseaux hertziens. Ceux-ci ne sont occupés que huit à dix heures chaque jour par les sociétés de programmes qui en sont affectataires, tandis que demeurent insatisfaits des besoins nouveaux de communication sociale.

D'où le projet de création — déjà très avancé — d'une régie nationale des espaces qui exploiterait le temps d'antenne disponible pour des programmes et des services divers, à la demande des administrations publiques, des entreprises, des institutions éducatives, culturelles, sociales, du mouvement associatif...

Certains avaient suggéré que cette fonction soit affectée — en exclusivité — à l'ancien réseau 819 lignes. Il est plus rationnel et plus opérationnel qu'elle soit exercée par l'ensemble des chaînes qui en tireront des moyens supplémentaires importants évalués à 500 millions de francs par an. Cette formule permet en effet d'assigner à Canal Plus une vocation distractive répondant à une autre attente, celle notamment des amateurs de films. Il y a là également une expérience originale puisqu'il sera recouru pour la première fois — pour

(*) Secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.

La Ville de Paris présente le XXI^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS du 20 septembre au 29 octobre 1983

20^e ANNIVERSAIRE

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES du 10 au 14 octobre à 20 h 30

THE JOYCE TRISLER DANSCOMPANY LOCATION : théâtre de 11 h à 17 h 30 sauf dimanche Agences et par téléphone : 723.47.77 et FNAC

ST-ANDRÉ-DES-ARTS ILS PRENAIENT LE TEMPS DE FABRIQUER LEUR TEMPS. PRENEZ UN PEU DU VÔTRE POUR DÉCOUVRIR CHRONOPOLIS un film de Piotr Kamler

Prochain article :

UNE POLITIQUE GLOBALE

ST-ANDRÉ-DES-ARTS

CHRONOPOLIS

DANS UNE CITÉ HORS DU TEMPS UN HUMAIN ANEANTIT L'ÉTERNITÉ

Lisez LE MONDE diplomatique

FAITES
DÉCOLLER
VOS
AFFAIRES
VERS
L'EXTRÊME
ORIENT.

Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez JAL s'en occupe.

En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL.

La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

les escaliers.

Mercredi 5 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les mercredis de l'information : Honduras - Nicaragua, 3^e frontière de l'Amérique. Reportage de M. Bouchon et J.-L. Douvillat. L'installation des Américains dans la zone sud du Nicaragua. Mission : empêcher le ravitaillement en armes entre le Nicaragua et le Salvador.
- 21 h 35 Ballet : Twyla Tharp. Le spectacle d'une des grandes chorégraphes américaines.
- 22 h 35 Documentaire : Giorgio De Chirico ou le peintre des énigmes. Réal. M. Demoulin.
- 23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret, d'après G. Simenon ; réal. L. Gaspard. Maigret à la prison de la Santé aux prises avec un personnage toxique, infirme malade : une partie de bras de fer, très bien interprétée.
- 22 h 10 Magazine : Cinéma-cinéma, de M. Boujut, A. Audren et C. Ventura. Une interview de Busby Berkeley, l'un des maîtres de la comédie musicale américaine, disparu en 1977. Un reportage sur le tournage de Love Streams de John Cassavetes.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Spectacle 3 : le fauconnier à bascule. Pièce de J.-C. Brivallat, mise en scène J.-P. Miquel. Avec J.-P. Miquel, H. Virvieux et L. Rey. Deux hommes de race différente, que le métier d'éditeur

a réunis quelque temps, sont amenés à un affrontement qui, de professionnel, devient un duel de conscience.

22 h 5 Variétés : La Hesta. Cette émission de variétés en breton est la deuxième du genre produite par FR3 Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon sur une idée de Marcel Aumont. Des poèmes mis en musique, des chansons, des danses. Ce divertissement, réalisé par E. Molinaro, est sous-titré.

23 h 20 Prélude à la nuit. Concert à Metz : Ouverture autobus de Gershwin, par l'Orchestre philharmonique de Lorraine, dir. E. Krivine.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Ciné 16 : Le voyage en province, de J. Trovati.
- 18 h 20 Court métrage.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 19 h 55 Informations.
- 19 h 10 Saturnin et compagnie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 50 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 20 h, Molière, de Rossini. Avec R. Raimondi, J. Anderson, E. Palacio, Z. Gal, S. Nimmern, S. Fischella, S. Brown, K. Lewis.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h, Les chants de la terre.
- 20 h 30, Concert : Candide, ouverture de Bernstein ; Rhapsody in blue, de Gershwin ; Symphonie n° 3, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. K. et M. Labèque, piano.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : feuilleton « Paris-Moscou » : 23 h 5, Portrait : B. Bachet.

Jeudi 6 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Annik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 14 h Ton amour et ma jeunesse.
- 18 h 20 Le village dans les nuages.
- 18 h 55 7 h moins 5.
- 19 h Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 45 Heureux, avec F. Raynaud.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Disparu le 7 octobre, de D. Fabre. Une vieille dame lègue en mourant sa maison à une jeune femme à condition qu'elle y habite et continue d'y loger celui qui fut le compagnon de ses vieux jours. Commence un petit jeu de cache-cache mené par un séducteur ambigu. L'histoire est racontée mais le piège se referme doucement avec une perversité accrue.
- 22 h 10 Rencontre au jardin des musiciens. Réal. J. Karchouh. Les élèves de l'Institut supérieur des affaires et de H.E.C. ont à leur disposition un orchestre, c'est leur faire découvrir la beauté de l'art musical. Triste comme à l'école.
- 23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Téléfilm : L'âge de cristal.
- 18 h 10 L'empire Garnier.
- 18 h 30 Un temps pour tout.
- 17 h 45 Récré A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Massada, d'après E.K. Gam, réal. B. Sagal.
- Une épopée à la Ben Hur avec Peter O'Toole.
- 22 h 05 Magazine : Résistances. Les Barakudin, une communauté exotique du miracle nippon. Liban : les civils dans la guerre ; la campagne contre les déchets nucléaires.
- 23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévisions régionales.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma 18 : Le Refus, de P. Jamain. Avec C. Collier, C. Bouilleux, A. Sterling, H. Sarré. Un enfant de parents divorcés vient de mourir d'une overdose d'héroïne. Sa mère, Claire, se lance à la recherche des coupables et entre de plain-pied dans le labyrinthe des trafiquants.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 35 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcia. Avec André Roussin et Pierrette Sarthé.
- 23 h 40 Prélude à la nuit. Trois romances, op. 94, de Schumann, par H. Bosch, piano, et A. Augier, clarinette.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 06 Documentaire.
- 18 h Variétés : Rocking chair.
- 18 h 30 Fréquence de nuit.
- 18 h 55 Informations nationales et internationales.
- 19 h 10 Saturnin et Cie.
- 19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Mathématiques : M. Colbert.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : voir mardi.
- 9 h 7, Mathématiques de la littérature.
- 10 h 45, Entretiens, avec Peter Dumiur.
- 11 h 2, Musique (en direct de Strasbourg, Musica 83 Strasbourg-Rome (et à 13 h 30 et 17 h 32)).
- 12 h 5, Nuits tous chœurs.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h, Son.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Ma chère République », de E. de Brissac.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture.
- 18 h 30, Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la chronobiologie.
- 20 h, Nouveau répertoire dramatique : Les Déchirés, avec M. Gattard, J. Bouvia, T. Quentin, F. Ruchand, suivi d'un entretien avec les auteurs.
- 21 h 45, Professions : spectateur, Guy Dumar.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique de matin.
- 6 h 10, Concert : Beethoven.
- 7 h 45, Le journal de musique.
- 8 h 10, Magazine.
- 9 h 2, L'oreille ex collégien.
- 9 h 20, D'une oreille l'autre : œuvres de Mendelssohn, Vivaldi, Purcell, Prokofiev, Méfano, Bach, Praetorius.
- 12 h 5, Jazz.
- 13 h, Concours international de guitare.
- 13 h 30, Poissons d'or.
- 14 h 4, Musique légère.
- 14 h 30, L'après-midi des musiciens (voir lundi) : œuvres de Liszt, Coumou, Bollmann.
- 17 h 5, Répères contemporains : B. Ferneyhough.
- 18 h, Studio-concert : Jazz avec S. Kessler, T. Kako, piano.
- 19 h, Jazz.
- 20 h 30, Concert « Mavra », opéra-bouffe en un acte, « Le Rossignol », conte lyrique en trois actes sur un livret de Mitousoff, de Stravinski, par le Nouvel orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. L. Friend, chef des chœurs, J. Jouineau, chef de chant, M. Pambou.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : Feuilleton « Paris-Athènes ».

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 6 OCTOBRE

- « Le Comte de Paris est l'invité de France-Inter, à 6 heures.
- « M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., est reçu à l'émission « Fladoyer » sur R.M.C., à 18 h 15.
- « M. Roger Chénard, président de la fédération de l'U.D.F. de Paris, maire du dix-huitième arrondissement de Paris, participe au journal de Radio Solidarité (Paris, 89 MHz).
- « M. Yves Saudmont, maire P.C. de Nanterre, participe au journal de 92 Radio (Nanterre, 91,1 MHz).

Naissances

« M. François ODIER, M. Philippe ODIER et M. Philippe ODIER, née Catherine BONNEVILLE, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils

Samuel.

26, rue des Tournelles, 75004 Paris. 107, rue du Désert, 45560 Saint-Denis-en-Val.

« Le baron et la baronne

Loïc SEROT ALMERAS LATOUR

laissent à

VIRGINIE et CARINE

la joie d'annoncer la naissance de leur petit frère

NICOLAS,

le 1^{er} octobre 1983.

Décès

VICTOR PROVO

« Nous apprenons le décès, survenu le mardi 4 octobre à Roubaix (Nord), de

M. Victor PROVO,

ancien sénateur,

député et maire socialiste de Roubaix.

(Maire de Roubaix pendant trente-cinq ans, M. Victor Provo était âgé de quatre-vingt ans. Membre actif de la première heure, il avait été un des dirigeants nationaux de la S.F.I.O.

Né le 30 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Victor Provo fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1968.

« M. Pierre Bertin,

Né le 20 août 1903 à Wattrelos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Pierre Bertin fut lui-même ouvrier tisseur de laines avant d'entrer, en 1929, comme commis aux écritures à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

Elu conseiller d'arrondissement en 1935, M. Provo fut l'un des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été réélu dans ses fonctions à la libération.

Maire depuis juillet 1942, il resta réélu à ce poste en avril 1945 et le resta constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est réélu en 1956 mais battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	81,87
AUTOMOBILES	52,00	81,87
AGENDA	52,00	81,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de perceptions.

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Notre Cabinet International d'Audit et d'Expertise Comptable est très fortement implanté en Afrique Noire francophone. Nous souhaitons confier à un collaborateur de haut niveau le développement de l'une de nos implantations dans la capitale d'un pays d'Afrique Centre-Ouest qui connaît, grâce au pétrole, une croissance économique rapide. Dans ce contexte très favorable, divers facteurs nous placent dans une situation privilégiée. Nous recherchons un Expert Comptable diplômé ayant une bonne formation générale, habitué à traiter des dossiers d'un bon niveau et desirux de prendre des responsabilités. A vos rémunérations en francs CFA, entièrement transférables, s'ajoutent une résidence de fonction, frais de voiture et de mission et retour en France chaque année pour 2 mois avec votre famille. Merci d'envoyer votre CV sous réf. 31110 GB. Discretion totale assurée. 15, rue du Louvre - 75001 PARIS. Tel : (1) 233 09 27

nervet pont conseil

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Grande entreprise industrielle banlieue Ouest recherche

Chef de Projet gestion commerciale

sur Micralis R2E. réf. M/106

- Responsable de l'implantation du produit, il assurera l'analyse des besoins utilisateurs et la mise en place du système avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur analyste, ayant 2/3 ans d'expérience et motivé par la micro informatique.

Ingénieur Informaticien débutant

réf. M/107

- Après une période de formation technique et d'intégration à l'entreprise, il participera à la mise en place d'un système de gestion du personnel jusqu'à en devenir le responsable.
- Matériel CII HBS DPS 7, environnement TP et base de données.

Adressez lettre, CV et prétentions sous réf. du poste soustrait

ACLES - CII HONEYWELL BULL

61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

acles

ETABLISSEMENT HOSPITALIER
ET DE RECHERCHE
DE RENOMMEE INTERNATIONALE
2.000 PERSONNES ENVIRON
PROCHE BANLIEUE SUD.
recherche

JURISTE SPECIALISE(E) EN DROIT DU TRAVAIL

30 ANS ENVIRON

FORMATION SOUHAITEE :

- Minimum Maîtrise en Droit du Travail ou équivalent, si possible DEA ou DESS en Gestion du Personnel;
- Expérience professionnelle souhaitée en Direction du personnel de grande entreprise.

FONCTION :

- Poste à temps fonctionnel rattaché à la Direction Générale;
- Efficacité des études ponctuelles cascadées en Droit Social;
- Assiste la Direction dans tous les problèmes relatifs à la gestion des ressources humaines.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 273.672 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

emplois régionaux



L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel de 3.000 personnes
dépendant du ministère de la défense

Ingénieur soudeur

RESPONSABLE DE LA PARTIE MECANO SOUDAGE

Il utilisera ses compétences spécifiques pour animer les actions en liaison avec les ateliers, le bureau d'études et le service contrôle.

Il sera le correspondant A.R.E. vis-à-vis des organismes spécialisés (institut de la soudure, institut Saint-Louis, laboratoire divers...).

Formation : diplôme d'ingénieur + formation ESSA ou similaire.

Les candidats de nationalité française enverront leurs C.V. et prétentions à : A.R.E., B.P. 504, 42328 ROANNE.

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent + exp.
Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé et prétentions à REGIE-PRESSE sous n° T 042.508 M, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2.

Ville de MARTIGUES (Bouches-du-Rhône), 43.000 habitants, recrutés pour son bureau du Plan et de l'urbanisme, un adjoint technique qui aura pour mission principale, dans le cadre d'une équipe, l'instruction des autorisations liées à l'acte de bâtir (permis de construire, etc.). Candidatures et C.V. à faire parvenir à monsieur le maire, S.P. 101, 13684, MARTIGUES CEDEX.

Cherchez jeunes femmes 22 ans minimum, niveau culturel, motivées, capables d'ouverture humaine pour prendre en charge dans foyer éducatif jeunes filles 14-18 ans, intelligentes mais difficiles comportement.
Env. C.V. à FOYER ESCALE, 42, rue d'Espérance, 76600 LE HAVRE.

Etablissement public gestionnaire d'un important équipement (aéroport, port fluvial) Recherche pour département (Nord région parisienne)

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DU SERVICE

Diplômé E.S.C. ou équivalent, avec première expérience professionnelle.

Missions :
- Prospection commerciale (contacts clients);
- Gestion financière et comptable;
- Gestion du personnel.

Envoyer C.V. détaillé, et prétentions et lettre manuscrite.
Ecr. s/n° 8.937 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES

296-15-01

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur du personnel à forte compétence juridique une création

L'effectif de ce groupe basé à Paris atteint près de deux cents personnes aux nationalités diverses ce qui certes peut rendre les relations humaines parfois difficiles et complique la gestion administrative. Mais ce pluralisme est surtout la force de cette entreprise dont le développement repose en grande partie sur la qualité et l'enthousiasme de son personnel. Encore faut-il les entretenir et les faire progresser.

Cette mission, assumée jusqu'ici aux différents niveaux de la hiérarchie, sera confiée maintenant à une Direction du Personnel créée à cet effet. Ce poste sera confié à un professionnel de la fonction personnel, juriste de formation ayant si possible une connaissance de l'arsenal juridique et réglementaire qui régit la presse. Il saura mettre en œuvre les dispositions législatives récentes en matière sociale, s'occuper de formation et de gestion prévisionnelle du personnel, superviser la paye...

Au-delà de ces tâches classiques, il pourra voir son rôle s'élargir peu à peu à un secrétariat général couvrant l'ensemble du juridique (contrats, recouvrement, contentieux, relations avec les actionnaires et les conseils juridiques).

L'adéquation à ce poste des candidatures qui se présenteront sous référence 8365 sera étudiée avec soin par les consultants du Cabinet Cleas.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

CONTROL DATA FRANCE VOUS OFFRE DE PRENDRE LA DIRECTION DE SES SERVICES JURIDIQUE ET ACHATS...

La manière dont nous concevons l'activité de ce département, vous amènera à assumer des fonctions variées et élargies.

- 1) assurer le bon fonctionnement du service juridique chargé de la résolution de toutes les questions du droit des affaires de la société : approbation de tous les engagements contractuels, gestion des assurances et des risques, contentieux, vie sociale de la société.
- 2) garantir la conformité générale de la société en matière économique et fiscale et tenir le rôle de conseiller interne des autres services et de la Direction Générale.
- 3) intervenir en qualité d'audit juridique et de conseil auprès de la Direction Générale pour les engagements de partenariat.
- 4) superviser l'équipe achats et approvisionnements de la filiale française avec le souci permanent de la fiabilité et de la rentabilité.

Dans la manière dont vous abordez les problèmes de l'entreprise, vous êtes un homme de synergie et votre capacité à régler rapidement les situations avec méthode et créativité nous paraît essentielle. Elle s'appuie sur une solide formation de base (au minimum maîtrise de droit des affaires) et une expérience de 5 ans environ en qualité de juriste dans une entreprise industrielle à vocation internationale. Vous parlez parfaitement l'anglais et vous avez si possible des connaissances en informatique.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. MX 858 à CONTROL DATA France - Service Recrutement - B.P. 139 - 77315 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2.

**GD
CONTROL
DATA**

AIR INTER LIGNES AERIENNES INTERIEURES

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC - ESSEC - SUP de CO) option contrôle de gestion. Il aura de bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 880 M au département Efficacité Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchal De Gaulle 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

Étudiants, étudiantes.

UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles avec vos études
- rémunération élevée



Téléphoner au : 16 (1)
346.12.15

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

OFFRES D'EMPLOIS

Les sociaux-démocrates suédois affrontent un automne difficile

L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.

AFFAIRES

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Laurent Fabius présente le plan productique

M. Fabius devait annoncer au conseil des ministres, le 5 octobre, le plan productique, destiné à compléter le plan machine-outils et à développer en France, tant à la production que chez les utilisateurs, les éléments de l'usine du futur : commandes numériques, automates programmables, régulateurs, contrôle de process, robots, gestion de production automatisée, conception assistée par ordinateur (C.A.O.), test automatique, chariots filoguidés, etc.

Le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), dans sa dernière note de conjoncture, soulignait la faiblesse de l'offre française : celle-ci couvre en effet 13 % de la demande nationale de C.A.O., 30 % des ordinateurs (pour application industrielle), 29 % des systèmes de régulation, 53 % des robots, 56 % des commandes numériques et 60 % de la gestion de production automatisée. L'industrie des automates programmables avec un taux de couverture de 96 % fait, en revanche, très bonne figure.

Encore la demande française est-elle faible. Une récente étude de l'O.C.D.E. consacrée aux robots (le Monde du 24 août) soulignait ainsi que la France ne disposait, en 1981, que de neuf cent cinquante robots, contre quatre mille cinq cents aux États-Unis et treize mille au Japon.

Élément primordial de la compétitivité future, les automatismes, qui représentaient

2,7 % de l'investissement productif en 1981 et 3,4 % en 1982, devaient atteindre 17 % en 1990 avec un taux de croissance annuel moyen supérieur à 20 % selon le BIPE, qui devrait publier prochainement une étude sur « Automatismes et automatisations, perspectives stratégiques à l'horizon 1986-1990 ».

Pour favoriser cette évolution, M. Fabius a donc précisé les trois volets de mesures horizontales pour la demande (le Monde du 17 septembre) :

● Aides spécifiques de recherche-développement ;

● Formation professionnelle ;

● Contrats d'investissements signés avec les entreprises désireuses d'équiper (avec l'espoir d'obtenir de trois mille entreprises une croissance de 10 % par an en volume de leurs investissements).

En échange, les entreprises recevront des aides au diagnostic de modernisation, des prêts du nouveau Fonds industriel de modernisation (FIM), et elles devraient bénéficier - selon un schéma inspiré avec succès pour le textile, malgré l'opposition de Bruxelles - d'une réduction de leurs charges sociales.

Côté offre, il va falloir lutter avec la stratégie d'intégration des grands groupes étrangers. Au

sur et à mesure de l'intégration de la production (conception, gestion, transformation, maintenance, contrôle, stockage) en un système global cohérent, certains grands de l'industrie ont développé une stratégie intégrée : General Electric intervient désormais dans tous les segments de l'automatisation de production, souligne le BIPE, Westinghouse aussi à un degré moindre.

En Europe, Siemens, ASEA et B.B.C. développent une stratégie identique, tout comme Hitachi, Fujitsu et Toshiba au Japon. Or l'offensive des constructeurs américains et japonais sur le marché européen n'a pas vraiment débuté.

Si le ministère de l'Industrie n'entend pas développer de procédures nouvelles pour aider les efforts français, des moyens financiers importants - le montant en sera précisé après l'accord de la C.E.E. - leur seront consacrés, au coup par coup, notamment par le Comité interministériel des industries stratégiques (Codis). Une centaine d'entreprises devraient en profiter, au premier rang desquelles : la C.G.E., C.M.B., Crouzet, Jeumont-Schneider, Cerci, Matra, Merlin, Géro, Renault, Télémelec-Num, Trindal.

B. D.

AU VIDCOM

Philips présente sa caméra magnétoscope et Grundig s'intéresse au V.H.S.

De notre envoyé spécial

Cannes. - Dans une ambiance fort morose due sans doute à la crise que traverse le marché français de la vidéo, la vedette de ce Vidcom 83 revient, sur le plan des matériels, à Philips. En présentant pour la première fois en public un modèle de caméra magnétoscope en 8 millimètres, le groupe néerlandais a visiblement surpris les professionnels.

Cette caméra magnétoscope 8 millimètres, produite dans son usine de Vienne (Autriche), sera lancée sur le marché européen dans le courant du second semestre de 1984 et vendue à un prix compris entre 12 000 F et 13 000 F. La cassette, au format d'une cassette audio, n'a, pour le moment, qu'une durée maximale d'une heure.

Théoriquement, ce nouveau standard, dont les spécifications ont été laborieusement élaborées au sein d'un comité regroupant tous les grands noms mondiaux de la vidéo (le Monde des 19 et 30 mars), ne s'applique que pour la caméra magnétoscope. Mais la conception de l'ensemble montre que la partie purement magnétoscope (deux fois moins encombrante que le plus petit des appareils actuels) est bel et bien destinée à devenir un appareil de salon. Pour le moment, seule existe la version PAL. Un petit boîtier - l'adaptateur - permet cependant de diffuser sans problème le film sur un téléviseur SECAM.

Sans doute la production en série de magnétoscopes de salon 8 millimètres n'est-elle pas pour demain. Il faut maintenant résoudre les problèmes de durée et de fiabilité des cassettes. Reste que, suivant le premier pas du 8 millimètres, Philips cherche à reprendre l'offensive sur un marché de la vidéo qui apparaît de plus en plus dominé par les Japonais.

L'accord conclu au printemps dernier entre Thomson et le japonais J.V.C. a indiscutablement constitué une grande victoire pour ce dernier, son standard de magnétoscope (le V.H.S.) se voyant ainsi définitivement consacré comme le modèle dominant. Dès lors, il se posait aux tenants des deux autres standards - le V.2000 de Philips et de Grundig et le Betamax de Sony - un redoutable problème. Fallait-il persévérer ? Basculer vers le V.H.S. ? Déplacer le champ de bataille vers de nouveaux produits ?

Il semble donc que Philips ait opté pour cette dernière stratégie. Tout en maintenant son V.2000, le groupe tente un coup de poker sur le 8 millimètres et pourrait bien remporter avec plus de pérennité qu'auparavant le marché de la vidéo avec son vidéodisque à lecture par laser.

Visiblement, Sony hésite. La société japonaise a les moyens de se lancer elle aussi sur le 8 millimètres. Mais elle peut être tentée également de basculer en douceur vers le V.H.S., tout en conservant bien sûr ses produits Betamax. Déjà Sony se lance dans la fabrication de vidéocassettes dans les trois standards.

Cette tentative du V.H.S., il apparaît que Grundig, malgré ses liens étroits avec Philips, soit en passe d'y succomber. La société allemande envisage de fabriquer dans ses usines des magnétoscopes au standard V.H.S. La décision définitive, qui sera prise au début de 1984, dépend en fait d'une éventuelle com-

mande de trois cent mille appareils pour un pays non européen. Selon le directeur Thiele, responsable des pro-

La solution aux graves difficultés de la mécanique française

Alarme ! La Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux (F.I.M.T.M.) affirme, dans un Livre blanc, que la France risque de manquer la troisième révolution industrielle. « La mécanique est maltraitée », enstasse la F.I.M.T.M., alors que le sort de l'économie du pays dépend en grande partie d'elle. Les I.M.T.M. représentent en effet cinq cent quatre-vingt mille emplois, 12 % de la production de l'industrie et 17 % de ses exportations (90 milliards de francs). Ces industries constituent le premier secteur industriel français après celui du bâtiment-travaux publics.

Or, depuis 1974, ce secteur ne progresse plus ou régresse, alors qu'il regagnait du terrain auparavant sur tous ses concurrents étrangers, à l'exception des Japonais. La dégradation, selon la F.I.M.T.M., s'accroît depuis deux ans, à tel point que, d'après un sondage réalisé par ses soins, un tiers des entreprises auraient réalisé des pertes en 1982. La rentabilité des capitaux propres et empruntés aurait chuté de 15,5 % à 9,7 % de 1980 à 1982, et la rentabilité des seuls capitaux propres après impôts serait devenue négative l'an dernier (moins 3,9 %).

Plus globalement, la Fédération observe que la France, de quatrième pays exportateur mondial, est revenue au cinquième rang. La produc-

tion de la mécanique a chuté de 4 % l'an dernier, et les I.M.T.M., qui avaient créé deux cent mille emplois entre 1958 et 1974 en ont perdu 3,5 % en 1981, puis 1,9 % en 1982 et en perdront encore vraisemblablement 3 % cette année.

La raison en est connue : les industries mécaniques dépendent pour moitié de l'investissement industriel, qui régresse en volume depuis bientôt dix ans. Par rapport à 1974, la demande française au secteur mécanique a baissé de 12,9 % en 1982 contre des progressions en Allemagne de 9,5 %, aux États-Unis de 5,1 % et au Japon de 26 %. Progressions dues à une phase de reprise - forte, régulière et continue de la demande interne de ces pays entre les deux chocs pétroliers -.

Les pouvoirs publics, auxquels ce Livre blanc a été présenté en juin, n'en contestent pas les résultats. Le gouvernement s'est lui-même maintes fois élevé contre le sous-investissement du pays pour ne pas savoir que la situation des I.M.T.M. en est une conséquence directe. Des discussions se sont engagées cet été autour des revendications de la fédération patronale, qui rejoignent celles présentées par le C.N.P.F. :

- Rétablir les conditions de l'investissement par une baisse des taux des emprunts industriels ramenés à l'inflation souhaitée

+ 2 points (par exemple : 8 % + 2 % en 1983), par l'établissement d'une déduction fiscale de 15 % sur l'investissement - libre - des nouveaux équipements ;

- Restaurer les conditions financières des entreprises par le « carry-back », la liberté des prix et le « desserrement » des contraintes sociales ;

- Consacrer 3 milliards de francs à des crédits de trésorerie aux entreprises mécaniques pour alléger leurs charges financières avec, en sus, une « mesure d'urgence » : la suppression du décalage d'un mois de récupération de la T.V.A.

La réponse des pouvoirs publics à ces revendications dépend des négocia-

tions plus globales engagées avec le C.N.P.F. Mais, en ce qui concerne la mécanique seule, le gouvernement a répondu par le plan productique. Plutôt que d'élaborer un plan sectoriel supplémentaire propre aux I.M.T.M., la philosophie est d'axer le redressement sur le développement de la demande et de l'offre des biens d'équipement informatiques (robots, automatismes, ateliers flexibles...). Le gouvernement ajoute : « 70 % à 80 % des aides du plan productique retomberont sur les industries mécaniques. Au total, cela représentera des sommes supérieures à ce qu'aurait pu être un plan mécanique. »

ERIC LE BOUCHER.

Un des premiers centres de formation sera ouvert à Besançon en 1984

De notre correspondant

Besançon. - Un des premiers centres de compétences en productique, destiné à faire pénétrer davantage la conception et la fabrication assistées par ordinateur, les systèmes de commandes numériques et l'automatisation dans les entreprises, ouvrira ses portes à Besançon dans le courant de l'année prochaine.

Le projet, pour lequel l'Etat (ministère de l'Industrie et de la recherche et DATAR) débouche 2 550 000 F au titre de l'année 1983, en vue de l'acquisition du bâtiment et de matériels, résulte de la réunion de plusieurs initiatives.

D'une part, l'Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques de Besançon développe déjà des activités de recherche dans ce domaine ; d'autre part, l'ADEPA (Agence nationale pour le développement de la production automatisée), dont la vocation est de promouvoir et de diffuser les techniques d'automatisation auprès des P.M.I., dispose d'une antenne en Franche-Comté ; enfin, le ministère de l'Éducation nationale a décidé d'installer à Besançon un centre régional d'enseignement de la productique.

Ces trois fonctions : recherche, promotion de l'utilisation, formation, se trouveront réunies sous un même toit pour constituer un centre

de compétences en productique à Besançon qui se spécialisera dans la robotique légère et bénéficiera de matériels en démonstration très performants. Le centre assurera la formation initiale et continue des étudiants et des ingénieurs et techniciens des entreprises. Il apportera une assistance technique et des conseils aux industriels, et développera la recherche et l'innovation technologique dans les disciplines relevant des sciences de l'ingénieur, une spécialité déjà fortement implantée en Franche-Comté.

Une convention entre l'université, l'Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques et l'ADEPA doit régler le fonctionnement de l'établissement, pour la constitution duquel un financement de 8,35 millions de francs (sur deux ans) est nécessaire. L'Etat intervient pour plus de 80 % (non compris les dotations en matériel et personnels attendus de l'éducation nationale). Une participation de la région, des départements, de la ville de Besançon et de la chambre régionale de commerce et d'industrie est sollicitée pour permettre notamment l'acquisition du local, une ancienne imprimerie située sur la zone industrielle proche de la faculté des sciences. - C. F.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

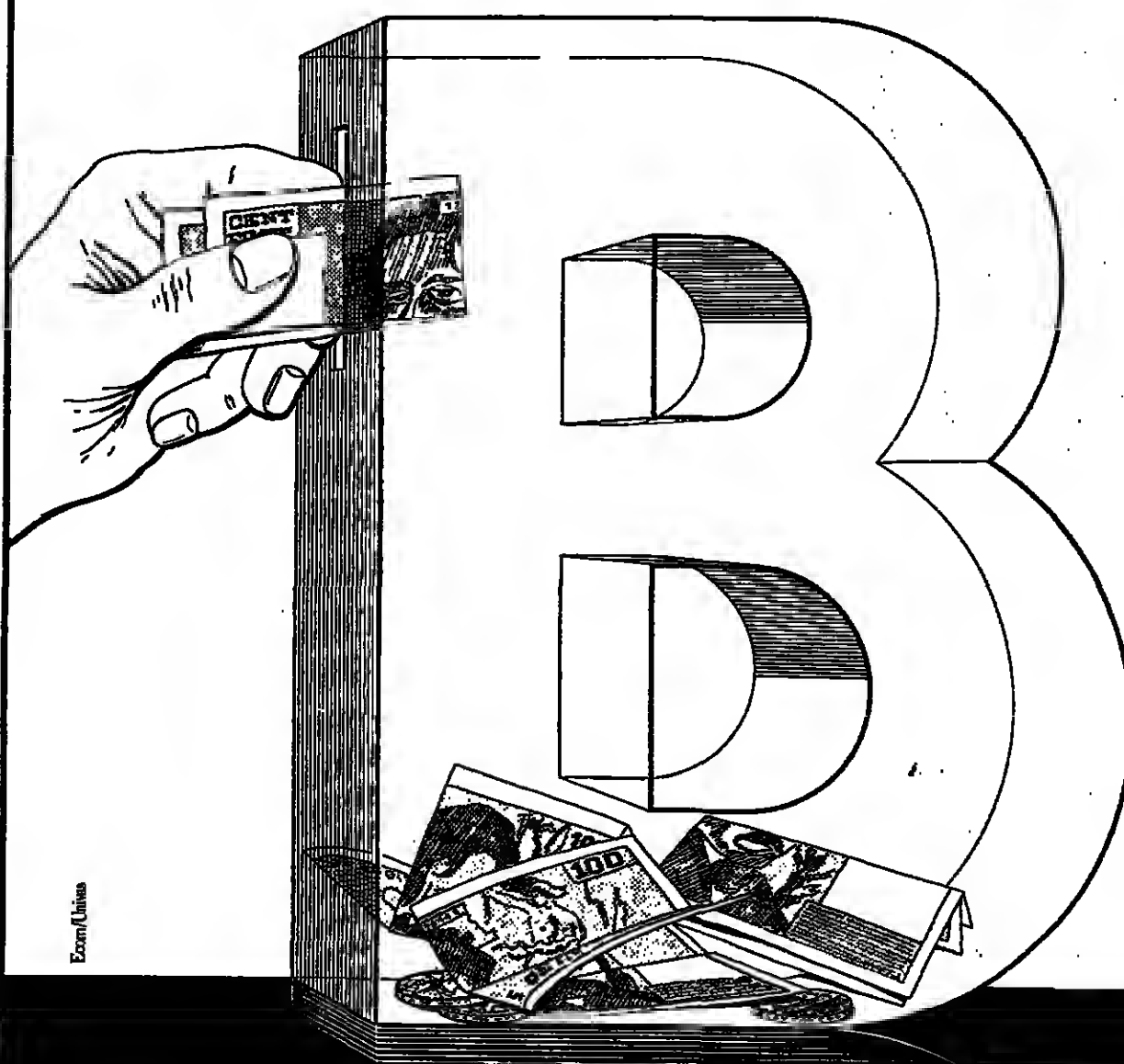


Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

LE CODEVI.*

7,5% D'INTERET NET D'IMPOTS.

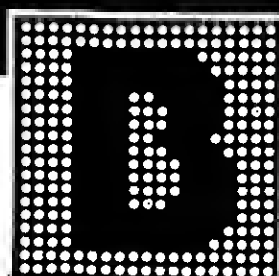
AUJOURD'HUI A LA BNP.



*Compte pour le Développement Industriel

Le CODEVI : Un compte d'épargne net d'impôts. Le CODEVI, c'est le Compte pour le Développement Industriel, c'est nouveau et c'est bien sûr à la BNP. Un compte d'épargne rémunéré à 7,5 % net d'impôts, avec une totale liquidité. Alors, si vous voulez tout savoir sur le CODEVI, entrez dans une agence BNP. Bien vous informer sur les nouveaux placements, c'est notre métier.

BNP. LA BANQUE EST NOTRE METIER.



AFFAIRES

TRANSPORTS

83

8 millimètres japonais

De notre envoyé spécial
L'accord conclu au printemps dernier entre Thomson et le japonais J.V.C. a indiscutablement constitué une grande victoire pour ce dernier. Mais ce matériel serait-il plutôt réservé au haut de gamme, alors que le V.H.S. répondrait mieux au marché de masse ?

« Il y a un an, la situation était toute différente, expliquent les Allemands. Un bloc Philips - Grundig - Thomson aurait pu attaquer le V.H.S. avec le V-2000 et miser sur le 8 millimètres pour le futur. L'accord Thomson-J.V.C. nous oblige à voir les choses autrement. » Sous-entendu : Grundig doit maintenant produire du V.H.S. Cela se ferait à partir de quelques brevets de base de J.V.C.

Toutefois, il ne s'agit pas d'un simple montage ni d'une copie, mais d'un matériel incorporant les technologies vidéo propres à la firme allemande. Si tel était le cas, Thomson risquerait fort de se trouver confronté à un redoutable problème. Car Grundig, disposant déjà d'un outil de production, pourrait fort bien lancer avant la firme française des magnétoscopes V.H.S. au goût européen et la concurrence ainsi directement. Thomson se retrouverait alors dans la situation de l'arroseur arrosé.

J.-M. QUATREPOINT.

B.P. CHIMIE INVESTIT 370 MILLIONS DE FRANCS A L'AVÈRE

B.P. Chimie, filiale de la société française des pétroles B.P. et de B.P. Chemicals International, l'un des plus importants fabricants européens de polyéthylène, a annoncé qu'elle investira 370 millions de francs pour la construction d'une nouvelle unité dans son usine de Lavéra.

Cette unité, qui devrait entrer en service dès 1985 et aura une capacité de 100 000 tonnes par an, produira, selon une technologie développée par B.P. Chimie, toutes les densités de polyéthylène haute densité et de polyéthylène basse densité linéaire. Le financement de cet investissement sera assuré grâce à la cession à B.P. International de la technologie développée par B.P. Chimie.

En outre, B.P. concèdera des licences de cette technologie. Deux sociétés, Foster Wheeler et Technip, ont été choisies pour la promotion des licences du procédé B.P. Chimie. Elles seront aussi associées au projet de Lavéra.

« Le Pakistan double sa commande de lignes téléphoniques E 10 à CIT-Alcatel. Les autorités de Karachi viennent de notifier une nouvelle commande de dix mille lignes téléphoniques temporelles E 10, pour doubler la capacité du central de Marston-Road, près de Karachi. CIT-Alcatel avait remporté le marché initial, par appel d'offres international, au début de 1983.

M. Chadeau veut réduire de 2 milliards de francs le déficit de la S.N.C.F. en 1984

les plus modestes (familles, jeunes), mais aussi dans le « haut de gamme » avec l'expérimentation en 1985, sur Paris-Strasbourg, d'une première classe améliorée, copiant un peu celle de l'avion.

Quatre critères

S'agissant de la gestion, quatre critères devront être impérativement observés :

● Le respect par l'Etat des engagements prévus dans le cahier des charges au titre de la compensation de mission de service public et une prise de conscience des régions et départements, qui n'apportent que 100 millions de francs par an au financement des lignes locales contre 3 milliards pour l'Etat, de leurs nouvelles responsabilités ;

● La maîtrise de l'endettement.

A cet égard, la S.N.C.F. accueille favorablement la décision des pouvoirs publics de financer 30 % des investissements d'infrastructure de la future ligne T.G.V.-Atlantique, sans que M. Chadeau puisse encore véritablement évaluer son impact réel par rapport à ce qu'il attendait - à savoir une prise en charge des intérêts intercalaires sur les emprunts pendant la durée des travaux de construction de la ligne. En tout état de cause, « nous serons très présents au débat sur les modalités de versement des sommes promises par l'Etat », a-t-il dit. Il lui faudra néanmoins trouver en plus une dizaine de

milliards de francs qu'il se propose de prendre dans l'enveloppe normale d'investissements de la S.N.C.F., en espérant que celle-ci retrouvera le niveau des années 1975-1980 (9 à 10 milliards de francs par an). Une telle option promet donc quelques « coupes » dans les investissements ordinaires de l'entreprise (électrification, modernisation...).

● La majoration des tarifs « en temps utile ». M. Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., a indiqué que, pour 1984, il demandera une augmentation légèrement supérieure à la dérive des prix ;

● L'adaptation des charges d'exploitation au niveau de l'activité. « La rigueur doit s'appliquer à tous les postes, à commencer par la main-d'œuvre, qui représente 60 %

de nos dépenses globales », a dit M. Chadeau. « Refuser un gain de productivité quand il est possible, c'est s'exposer à perdre du trafic », a-t-il ajouté dans une allusion au conflit qui vient de se terminer sur le réseau normand. « Il y a des points sur lesquels on ne peut pas. Et la conduite des trains par un agent unique est de ceux-là. » Pour le président de la S.N.C.F., l'amélioration de la productivité - qui se traduit notamment par une réduction progressive des effectifs évalués à 253 000 agents - est un mouvement irréversible. « Il y va, a-t-il dit, de la survie du chemin de fer et du maintien de l'emploi des cheminots. »

JAMES SARAZIN.

CONJONCTURE

CONSÉQUENCE DU SUCCÈS DU « LIVRET ROSE »

Les excédents des livrets A et B ont fortement chuté en huit mois

Entre janvier et août 1983, le livret d'épargne populaire (LEP) a enregistré 6,7 milliards de francs d'excédents, pour les seules caisses d'épargne Ecureuil, ce qui portait à 10 milliards de francs le montant des dépôts effectués à la même date (et à quelque 25 milliards de francs pour l'ensemble des réseaux bancaires et des caisses d'épargne pour un total de deux millions et demi de détenteurs de « livret rose »).

En présentant ce premier bilan à l'occasion du Congrès national des caisses d'épargne qui se déroule à Paris du 4 au 6 octobre, les responsables de l'Ecureuil font état, dans le même temps, d'une nette diminution des excédents enregistrés sur les livrets A et B. En effet, durant les huit premiers mois de l'année, les excédents recueillis sur le livret A ont été ramené à 2,5 milliards de francs, ce qui constitue une chute de 64 % d'une année à l'autre, tandis que le solde net du livret B (soumis à l'impôt) ressortait à 0,9 milliard de francs, en recul de 77 %.

Si l'on prend en compte les trois catégories de livrets des caisses d'épargne (A, B et LEP), l'excédent

constaté de janvier à fin août est de 10 milliards de francs environ contre 13 milliards de francs l'année précédente à la même époque, une différence de quelque 3 milliards de francs que l'on retrouve dans les statistiques relatives à l'ensemble des produits (les trois livrets, les comptes sur livrets, les livrets d'épargne logement, les bons d'épargne) : 16,1 milliards de francs contre 19,7 milliards de francs en 1982.

Il est encore trop tôt pour savoir si ce net ralentissement de l'excédent des livrets A et B correspond à une réelle « désépargne » étant donné l'attrait suscité sur la clientèle des caisses d'épargne par le marché obligataire en raison des taux d'intérêt très avantageux qu'il procure actuellement. Par ailleurs, le dernier emprunt d'Etat a également sollicité les traditionnels porteurs de livrets A et B, font valoir les responsables des caisses d'épargne, estimant que l'épargne nette est encore « importante » mais « différente » dans la mesure où elle s'oriente de plus en plus vers le long terme.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.-L.	7,9250 7,9280	+ 198 + 220	+ 375 + 428	+ 1090 + 1210
S. can.	6,4368 6,4488	+ 168 + 210	+ 338 + 390	+ 930 + 1060
Yen (100)	3,4145 3,4172	+ 160 + 185	+ 320 + 350	+ 960 + 1040
DM	3,6557 3,6577	+ 165 + 190	+ 340 + 370	+ 980 + 1050
Fl. bel.	2,7252 2,7272	+ 145 + 165	+ 280 + 320	+ 850 + 910
F.S. (100)	14,9896 14,9995	+ 300 + 420	+ 620 + 880	+ 1650 + 2010
F.S.	3,7778 3,7806	+ 270 + 310	+ 540 + 590	+ 1560 + 1640
L. (1 000)	5,0333 5,0369	- 270 - 228	- 510 - 440	- 1450 - 1320
F. franc.	11,7885 11,7965	+ 200 + 360	+ 370 + 670	+ 1710 + 1960

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/2	9 7/8	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
S.E.-L.	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/8
DM	5 5/8	6 1/8	5 11/16	6 1/16	5 7/8	6 1/8	6	6 3/8
Fl. bel.	8	8 1/2	9 1/4	10 1/4	9 1/4	10 1/4	9 3/4	10 3/4
F.S. (100)	12 1/4	12 3/4	13 3/8	13 3/4	12 3/4	13 3/8	12 3/4	13 3/4
L. (1 000)	17	17 1/2	18 3/4	17 5/8	18 3/4	18 3/4	18 3/4	19 1/2
F. franc.	5 7/8	5 3/4	5 1/8	5 1/2	5 1/4	5 5/8	5 1/2	5 7/8
	12	12 3/4	12 1/4	13	12 5/8	14 3/8	15 3/4	16 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

185 ORDINATEURS
de 250 F à 60 000 F
et 114 imprimantes
1500 adresses, un lexique, etc.
278 p. - 35 FF chez votre marchand de journaux

NEUBAUER
Profitez de conditions exceptionnelles sur les derniers modèles 1983 encore disponibles
104 - Samba Rallye - Samba GLS
Solara - Rancho et 604
M. GÉRARD - 821-60-21

CLUB est une invention britannique synonyme de confort, de calme, de classe.

Sur British Airways, la classe Club ne fait pas exception : accueil spécial,

enregistrement rapide, parcours silencieux avec cocktails pour se détendre, cuisine gourmande, et le plus serviable des équipages. La vraie classe, c'est la classe Club British Airways.

Le monde entier aime British Airways.

British airways
Club

La vraie Classe.



FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Tout doit être fait pour que B.F.G. réussisse, affirme le parti communiste. — Au cours d'une visite au Salin du cycle et du motocycle, une délégation du P.C., conduite par M. Gaysot, membre du bureau politique, a apporté son soutien à l'expérience menée par B.F.G. pour construire une moto française. « Renault, ajoute le P.C., devrait contribuer au renouveau de cette industrie. »

● Nouvelle équipe pour Minto-banc. — Deux des trois personnes qui ont manifesté l'intention de reprendre Minto-banc, qui a déposé son bilan le 1^{er} mars, sont connues. Il s'agit de M. Jean-Michel Basset, qui dirige actuellement l'Office européen de communications et de M. Xavier Maugendre, ancien président de la Chambre nationale du motocycle, fondateur de Kawasaki France. Ils s'ajoutent, pour relever le cyclomoteur, un banquier spécialiste des problèmes de gestion.

Social

● Les médecins et les élections à la Sécurité sociale. — « Il ne doit pas y avoir, à l'occasion d'un acte médical, interférence entre l'activité professionnelle des médecins et les actions syndicales » : c'est ce que le président de l'ordre des médecins va rappeler à ses confrères, indiquant-il dans une lettre adressée à la C.F.D.T. le 30 septembre et rendue publique par celle-ci le 4 octobre. Toutefois, le président de l'ordre regrette « un déploiement dans des hôpitaux et quelques dispensaires, en dehors des panneaux réservés, d'affiches de propagande d'origines diverses ». Le 27 septembre, la C.F.D.T. avait saisi l'ordre de « manquement grave à l'éthique médicale de certains syndicats et cabinets médicaux ».

● Outre la prise de position de la C.S.M.F. et de la F.M.F. en faveur des « syndicats modérés » (le Monde du 1^{er} octobre), l'UNAM a fourni à ses adhérents des documents dans le même but : « l'intention de leurs mandats » et, récemment, le Centre national des professions de santé a invité à alterner l'opinion sur le sort de la médecine libérale « à travers nos patients ».

● Le ministère des affaires sociales, du 5 au 19 octobre, un standard téléphonique spécial, au 249-70-70, permettant d'obtenir, de 9 h à 21 heures, tous les renseignements pratiques à propos du déroulement du scrutin du 19 octobre pour la Sécurité sociale.

● ERRATUM. — C'est par erreur que nous avons écrit (le Monde du 4 octobre, page 45, « L'affaire des comptes français en Suisse ») : « Si les banques françaises ont pu identifier des titulaires d'un compte en Suisse... ». Il s'agit, bien évidemment, des douanes françaises.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREUSOT-LOIRE

Le conseil d'administration de Creusot-Loire s'est réuni le 3 octobre 1983.

Il a pris connaissance du cadre général retenu par les pouvoirs publics pour définir des solutions aux graves problèmes de la société, ce cadre comprenant les principaux éléments suivants : — Cession aux sociétés d'équipement nationales des établissements de l'Oratoire, de Pannier et de Saint-Chély d'Apcher, ainsi que de la filiale Imphy ; — Cession au Commissariat à l'énergie atomique de 20 % des parts de Fraternité et Cie, Creusot-Loire et la C.E.A. devenant associés à parts égales dans cette société ;

— Refinancement d'une partie de la dette existante, ou financements nouveaux sous forme de prêts participatifs, l'ensemble portant sur un montant de 2 milliards de francs ; — Renforcement des fonds propres et émission d'obligations convertibles pour un montant de l'ordre de 1 200 millions de francs.

Un accord a d'ores et déjà été conclu avec la C.E.A. (sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics). Les contacts nécessaires aux activités poursuivies avec les différents autres parties intéressées pour arrêter définitivement le plan d'ensemble.

Le conseil a également pris connaissance des modalités de mise en œuvre de ce plan.

Certains aspects du plan mettant en jeu une importante intervention de Schneider S.A., les actionnaires de cette société seront obligatoirement appelés à en décider.

Le conseil a vivement insisté sur l'ampleur et l'urgence des mesures purement internes de redressement qui doivent obligatoirement accompagner la mise en œuvre de ce plan. Il a souligné qu'en effet, dans la conjoncture particulièrement déprimée à laquelle la société doit faire face, l'avenir de Creusot-Loire ne saurait être assuré sans un effort exceptionnel et immédiat de restructuration des activités les plus touchées par la crise, de réduction des coûts à tous les niveaux et d'amélioration de la productivité dans tous les secteurs.

Le conseil s'est déclaré déterminé à conduire cet effort, dans la mesure où toutes les conditions seront rapidement réunies pour la mise en œuvre effective du plan d'ensemble.

Il a estimé que sous ces conditions indispensables, et sauf nouvelle aggravation des difficultés économiques, il était possible d'entreprendre le redressement du groupe Creusot-Loire.

SCHNEIDER S.A.

Le conseil d'administration de Schneider S.A., réuni le 3 octobre 1983, a pris connaissance des conditions retenues par les pouvoirs publics pour permettre à CREUSOT-LOIRE de redresser sa situation.

Parmi ces conditions, il est notamment demandé à SCHNEIDER S.A., qui détient 55 % du capital de la compagnie financière CREUSOT-LOIRE, qu'elle décline elle-même 50 % de CREUSOT-LOIRE.

— d'assurer le financement en fonds propres de CREUSOT-LOIRE par la souscription à une augmentation de capital de cette société pour un montant maximum de 720 millions de francs (dont la consolidation des 220 millions de francs qui figurent depuis 1981 en compte courant et 500 millions de francs en numéraire) ;

— de faire bénéficier les prêts participatifs qui seront accordés à CREUSOT-LOIRE, pour un montant de 1 milliard de francs, d'une garantie de remboursement d'un montant qui ne saurait être inférieur à 300 millions de francs ;

— de s'engager à maintenir, directement ou indirectement, dans CREUSOT-LOIRE, sa participation au moins au niveau actuel.

Le conseil d'administration a constaté qu'après les efforts considérables consentis l'an dernier au profit notam-

ment de la construction navale, l'effort demandé à nouveau à SCHNEIDER S.A. l'ambition d'acquiescer à l'effort intégral de son patrimoine subsistant au projet de redressement de CREUSOT-LOIRE.

L'intérêt supérieur qui s'attache à un tel projet, concernant un groupe d'entreprises dans la disparition affecterait gravement l'économie nationale, justifie déjà que le conseil d'administration de SCHNEIDER S.A. ait accepté de présenter favorablement à ses actionnaires, seuls compétents, une orientation qui, par la nature et l'importance des concours envisagés, associera entièrement l'avenir de leur société à celui de CREUSOT-LOIRE.

Le conseil d'administration d'autre part reconnaît l'importance des concours également apportés par les pouvoirs publics et la communauté bancaire pour favoriser le redressement de CREUSOT-LOIRE. Il a cependant demandé au président de SCHNEIDER S.A. de rechercher l'amélioration des modalités de ces concours de manière à faciliter la réalisation de cet objectif.

Sous réserve que soit rapidement apportée cette amélioration, le conseil reconnaît la validité du plan de redressement mis au point et décidé en conséquence la convocation d'une assemblée générale, dont la date et l'ordre du jour seront précisés prochainement.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche ».

93 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GROUPÉ DE LA RÉGION CENTRE

3 octobre 1983 - 255 millions de F.

14,60 %

Emission de 127.500 obligations de 2.000 F.

Prix d'émission : le pair.

Jouissance, règlement : 17 octobre 1983.

Durée de l'emprunt : 12 ans.

Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,60 %

Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (vise C.O.B. 83-722 du 7/1/1983) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille 75007 PARIS et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAECL

Région Centre



Indre et Loire



Loiret



Ville de Blois



Ville d'Orléans



SIVOMA



DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINES DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie 32, quai Gallieni - 92181 SURESNES CEDEX COMMUNES DE SAINT-CLOUD ET SURESNES ROUTE NATIONALE 185 - CHEMIN DEPARTEMENTAL 39 CARREFOUR DE LA BERENGERE Création d'un passage dévié

ENQUETES CONJOINTES D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Le Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, chevalier de la Légion d'Honneur, Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ; Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 relatif au régime de la publicité foncière et notamment ses articles 3 et 6 ; Vu la liste départementale des Communes Enquêtées pour 1983 établie par arrêté préfectoral du 28 décembre 1982 ; Vu la délibération en date du 29 juin 1981 par laquelle le Conseil Général des Hauts-de-Seine a adopté le projet d'aménagement d'un passage dévié au carrefour de la Berengère (CD 39 - CD 180 A - RN 185) sur le territoire des communes de SAINT-CLOUD et SURESNES et a autorisé l'engagement des procédures foncières nécessaires à l'acquisition des parcelles situées dans l'emprise de l'opération ; Vu les plans du dossier transmis par l'ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées - Directeur Départemental de l'Équipement pour être soumis à l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de cette opération dossier comprenant les plans dont la liste est énoncée au I de l'article 11-3 du Code de l'urbanisme ; Vu le plan parcellaire des terrains à exproprier sur le territoire des communes de SAINT-CLOUD et SURESNES ainsi que la liste des propriétaires établis en application de l'article R-19 du Code précité. Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

— DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX ENQUETES —

ARTICLE 1^{er}

Il sera procédé dans les communes de SAINT-CLOUD et SURESNES

1°) à une enquête sur l'utilité publique de l'aménagement d'un passage dévié au carrefour de la Berengère (CD 39 - CD 180 A - RN 185) ;

2°) à une enquête parcellaire en vue de définir exactement les parcelles à exproprier pour permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2

Monsieur Pierre Malin, inspecteur divisionnaire hors classe à la S.N.C.F. - 1, rue Pasteur - 75017 PARIS est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

— DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUETE PRELIMINAIRE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE —

ARTICLE 3

Les plans du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de SAINT-CLOUD et SURESNES

— du vendredi 21 octobre au lundi 14 novembre 1983 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance, sauf dimanches et jours fériés ;

— du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 45 ;

— le samedi matin de 9 h à 12 h ;

— du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ;

— le samedi matin de 8 h 30 à 12 h, et consigner éventuellement ses observations sur les registres prévus à cet effet, ou les adresser pendant ce même délai au Maire en en Comptable-Enquêteur qui les annexera aux registres.

ARTICLE 4

A l'expiration du délai fixé à l'article 3, les registres d'enquête seront clos et signés par les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES et transmis par ces derniers dans les 24 heures avec le dossier d'enquête et les annexes au Commissaire-Enquêteur qui les annexera aux registres.

ARTICLE 5

Le Commissaire-Enquêteur examinera les observations consignées sur les registres, entendra s'il y a lieu toute personne susceptible de l'édifier, et dressera un procès-verbal de l'opération dans un délai de 15 jours à compter de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 6

A l'expiration du délai fixé à l'article 5, le Commissaire-Enquêteur transmettra le dossier, les registres d'enquête et ses conclusions au Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de Boulogne-Billancourt, qui dressera un avis sur l'utilité publique de l'opération, avant de faire suivre l'ensemble de ces pièces au Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine - Direction Départementale de l'Équipement - Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie - 32, quai Gallieni - 92181 SURESNES CEDEX.

Ces opérations dont il est dressé procès-verbal devront être terminées dans un délai de 30 jours de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 7

Copie des conclusions du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet sont transmises à la disposition du public en mairie de SAINT-CLOUD et SURESNES, en Sous-Préfecture de Boulogne-Billancourt et à la Préfecture des Hauts-de-Seine - Direction Départementale de l'Équipement - Annuaire de Public - Niveau + 1.

— DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUETE PARCELLAIRE —

ARTICLE 8

Le dossier d'enquête parcellaire ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de SAINT-CLOUD et SURESNES pendant la période fixée à l'article 3 afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance aux heures indiquées susdit article et consigner éventuellement ses observations sur les registres destinés à cet effet ou les adresser au Commissaire-Enquêteur ou aux Maires qui les annexeront aux registres.

ARTICLE 9

A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 3, les registres d'enquête parcellaire seront clos et signés par les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES et transmis par ces derniers dans les 24 heures avec le dossier d'enquête et les annexes au Commissaire-Enquêteur qui les annexera aux registres.

ARTICLE 10

La transmission du dossier d'enquête parcellaire des registres et de l'avis du Commissaire-Enquêteur se fera sous pli fermé et dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles 3 et 5.

ARTICLE 11

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches qui seront apposées avant le début des enquêtes pour le rester pendant toute la durée de celles-ci, et éventuellement par tous autres procédés en usage dans les communes de SAINT-CLOUD et SURESNES.

L'accomplissement de cette formalité d'affichage sera justifié par un certificat des Maires qui seront tenus de le déposer à la clôture de l'enquête. Ces avis sera, en outre, inséré et enregistré auprès des huit Jours de la commune de SAINT-CLOUD et SURESNES, le Directeur Départemental de l'Équipement sous le haut patronage du Président de la République Italienne, organisée par la FILSMA Ente Fieristica della Federlegno-Arredo.

Fait à NANTERRE, le 1^{er} Septembre 1983

Le Préfet, Commissaire de la République

Signé : DIEUDONNE MANDELKERN

Congrès ICSID design '83. Milan 23-29 octobre 1983. Congrès Mondial du design industriel.

Sous la promotion de l'International Council of Societies of Industrial Design (ICSID) de l'Associazione per il Disegno Industriale (ADI) et de l'Associazione Italiana delle Industrie del Mobile e dell'Arredamento (ASSARREDO), en collaboration avec la Philip Morris sous le haut patronage du Président de la République Italienne, organisée par la FILSMA Ente Fieristica della Federlegno-Arredo.

Programme des travaux du Congrès

23 octobre 1983

Cérémonie d'inauguration avec concert de piano (Théâtre de la Scala)

24 octobre 1983

Matinée (théâtre Dal Verme)

"Éléments pour décors international technique et socioéconomique".

Après-midi (Palais ex Stelline)

"Le projet et l'industrie. Design et technologie: la construction.

L'automobile. Le champ d'action du global design.

25 octobre 1983

Matinée (Théâtre Dal Verme)

"Le cas Italien, analyse d'une réalité"

Après-midi (Palais ex Stelline)

Les poétiques. La critique et la presse. Le design dans la mode.

26 octobre 1983

Matinée (Théâtre Dal Verme)

"Le projet comme valeur primordiale".

Après-midi (Palais ex Stelline)

Projet en transition: les organismes publics.

Divulgation du design dans les écoles élémentaires.

Nouvelles possibilités dans l'enseignement du design.

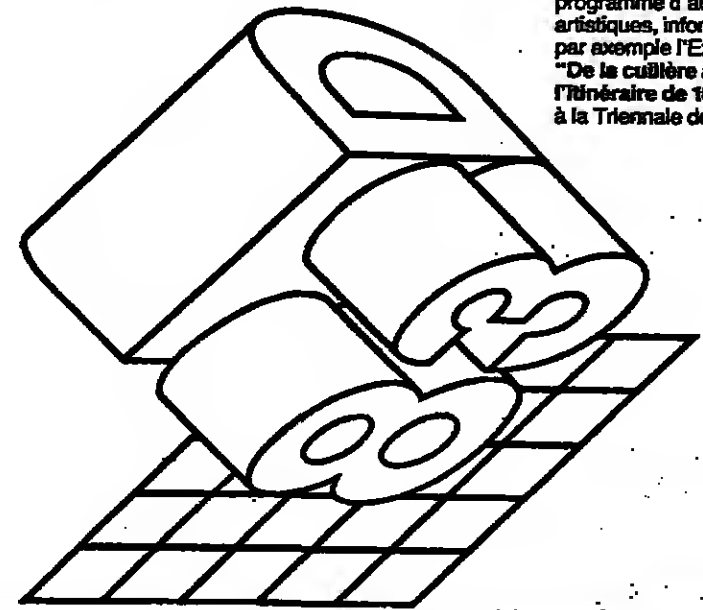
27, 28, 29 octobre 1983

Manifestations sociales et Assemblée ICSID

Le Congrès aura un cadre d'intense programme d'activités culturelles artistiques, informatives comme, par exemple l'Exposition Officielle

"De la culture à la ville selon l'itinéraire de 100 designers"

à la Triennale de Milan.



Montant des inscriptions: participants L. 555.000 étudiants et accompagnateurs L. 370.000

Secrétariat du Congrès, FILSMA, via Mascheroni, 19 20145 Milan Tel. 463352 - 468793 Télex: 334690 FILSMA-I

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

Libroz
St. Mark DE
EDUCATION

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 4 octobre

Léger mieux

A peu de chose près, la Bourse de Paris a retrouvé mardi le terrain perdu la veille. L'indice Cote 1000 a gagné 0,2 % à la clôture (contre -0,31 % lundi).

Le léger mieux des valeurs françaises - plus sensible sur les autres groupes de cotation qu'à la corbeille - s'est étendu aux valeurs d'or, particulièrement malmenées en début de semaine.

Crestat-Lore, dont la cotation avait été suspendue la veille (en même temps que celle de Schneider et de Jeumont Industrie), est pratiquement inchangée le 4 octobre, jour de la reprise des échanges. Le titre se négocie aux alentours de 62 F (+1 %), tandis que les spécialistes pointent à la loupe les détails du plan de sauvetage de l'entreprise présenté dans nos éditions du 4 courant au vu des dernières prévisions.

Schneider, par contre, qui doit verser 750 millions de francs dans le pot commun, n'est guère prisé par les boursiers, et l'action est « réservée à la baisse » avant de perdre finalement plus de 14 %.

Parmi les plus fortes hausses de la séance figurent Saules-Gorcy (+9 %), un instant « réservée à la hausse », et le Printemps (+5 %), qui jouit des faveurs des opérateurs après avoir porté à plus de 35 % sa participation dans Vitrup.

Discrettement, Midland Bank S.A. et Compagnie bancaire poursuivent leur avance (+5 %), tandis que BIL et Facom (+4 %) sont aussi en progrès. Vif repêchage de Nobel-Biot (-6 %) et de Signaux (-4 %).

Les mines d'or se reprennent. Harmony et Sains-Helena en tête, alors que le métal fin a légèrement baissé à Londres au premier fixing (392,75 dollars contre 393,50 \$ la veille). Le lingot reprend à 400 F à 102 500 F, et le spot à 4 F, à 674 F.

Dollar-titre : 10,60/66 F.

NEW-YORK

Reprise technique

Après cinq séances de baisse consécutive mais modérée, le marché new-yorkais a opéré mardi une reprise technique qui a permis à l'indice Dow Jones des valeurs industrielles de regagner 5,35 points pour s'établir à 1 236,65, alors que l'on dénombre un record positif de 940 baisses face à 620 hausses, soit de quatre cents titres dans un jour à l'autre.

Le volume des échanges a nettement progressé, pour atteindre 90,27 millions d'actions contre 77,25 millions en début de semaine, et l'on a relevé des transactions avoisinant le million de titres sur plusieurs sociétés (Amstar Corp., I.B.M., General Motors, Chrysler), tandis que Smith Barney a vu le montant de ses échanges passer à 2,25 millions d'actions, ce qui constitue un record depuis le début de l'année. Les transactions ont été marquées par une certaine reprise de l'activité, mais le plus important jamais enregistré sur un seul jour dans l'histoire de Wall Street. Les automobiles, les armements, les valeurs technologiques et les valeurs financières ont été les plus dynamiques. Parmi les valeurs les mieux déclinées, les spécialistes soulignent que l'indice a été à l'écart de ces sociétés d'équipement essentiellement par leur niveau rendu atterrissant après la baisse intervenue durant plusieurs jours. Les valeurs de Wall Street ont été marquées par une certaine reprise de l'activité, mais le plus important jamais enregistré sur un seul jour dans l'histoire de Wall Street. Les automobiles, les armements, les valeurs technologiques et les valeurs financières ont été les plus dynamiques. Parmi les valeurs les mieux déclinées, les spécialistes soulignent que l'indice a été à l'écart de ces sociétés d'équipement essentiellement par leur niveau rendu atterrissant après la baisse intervenue durant plusieurs jours.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ALSIACIENNE DE SUPERMARCHÉS - Implantée en Alsace-Lorraine et sur la région parisienne, ce groupe, qui exploite 60 points de vente (7 hypermarchés, 42 supermarchés, 7 magasins BIL et 4 magasins populaires) a réalisé, au cours du premier semestre 1983, un bénéfice net global de 13,8 millions de francs (+32,9 % sur les six premiers mois de 1982) et une marge brute d'exploitation de 34,02 millions (+13,3 %) sur un chiffre d'affaires de 1,80 milliard de francs (+4,6 % et de 10,1 % à la même période comparables).

C.R.E. TRÉVIERDES ET DE PARICATON - Cette société, qui était précédemment agitée sur le marché hors-cote de la Bourse de Paris, est transférée sur le second marché à compter du 5 octobre 1983, plus de 10 % du capital.

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	437,75	437,75
A.T.T.	105,18	105,18
Banque	40,34	41,36
Compagnie bancaire	51,14	60,58
Compagnie des Alpes	70,12	70,12
Facom	60,58	63,58
Harmony	47,75	47,75
Jeumont Industrie	72,58	74,74
Midland Bank	128,12	129,58
Nobel-Biot	43,75	41,78
Printemps	41,36	43,75
Saules-Gorcy	62,50	67,50
Schneider	45,12	45,12
Signaux	43,12	43,12

BOURSE DE PARIS Comptant 4 OCTOBRE

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	437,75	437,75
A.T.T.	105,18	105,18
Banque	40,34	41,36
Compagnie bancaire	51,14	60,58
Compagnie des Alpes	70,12	70,12
Facom	60,58	63,58
Harmony	47,75	47,75
Jeumont Industrie	72,58	74,74
Midland Bank	128,12	129,58
Nobel-Biot	43,75	41,78
Printemps	41,36	43,75
Saules-Gorcy	62,50	67,50
Schneider	45,12	45,12
Signaux	43,12	43,12

VALEURS

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	437,75	437,75
A.T.T.	105,18	105,18
Banque	40,34	41,36
Compagnie bancaire	51,14	60,58
Compagnie des Alpes	70,12	70,12
Facom	60,58	63,58
Harmony	47,75	47,75
Jeumont Industrie	72,58	74,74
Midland Bank	128,12	129,58
Nobel-Biot	43,75	41,78
Printemps	41,36	43,75
Saules-Gorcy	62,50	67,50
Schneider	45,12	45,12
Signaux	43,12	43,12

Marché à terme

VALEURS	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	437,75	437,75
A.T.T.	105,18	105,18
Banque	40,34	41,36
Compagnie bancaire	51,14	60,58
Compagnie des Alpes	70,12	70,12
Facom	60,58	63,58
Harmony	47,75	47,75
Jeumont Industrie	72,58	74,74
Midland Bank	128,12	129,58
Nobel-Biot	43,75	41,78
Printemps	41,36	43,75
Saules-Gorcy	62,50	67,50
Schneider	45,12	45,12
Signaux	43,12	43,12

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	437,75	437,75
A.T.T.	105,18	105,18
Banque	40,34	41,36
Compagnie bancaire	51,14	60,58
Compagnie des Alpes	70,12	70,12
Facom	60,58	63,58
Harmony	47,75	47,75
Jeumont Industrie	72,58	74,74
Midland Bank	128,12	129,58
Nobel-Biot	43,75	41,78
Printemps	41,36	43,75
Saules-Gorcy	62,50	67,50
Schneider	45,12	45,12
Signaux	43,12	43,12

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	Cours de clôture	Cours de clôture
Alcatel	437,75	437,75
A.T.T.	105,18	105,18
Banque	40,34	41,36
Compagnie bancaire	51,14	60,58
Compagnie des Alpes	70,12	70,12
Facom	60,58	63,58
Harmony	47,75	47,75
Jeumont Industrie	72,58	74,74
Midland Bank	128,12	129,58
Nobel-Biot	43,75	41,78
Printemps	41,36	43,75
Saules-Gorcy	62,50	67,50
Schneider	45,12	45,12
Signaux	43,12	43,12

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA DÉCISION ÉCONOMIQUE : « Qui sont les pauvres ? », par P.-O. Lapie ; « Les experts », par Henri et Laurent Modiano ; LU : le *Publicator*, de B. Brochand et J. Lendrevie.

ÉTRANGER

3. LE DÉBAT SUR LES ARSENAUX NUCLÉAIRES
4. EUROPE
5. 4. AMÉRIQUES
6. PROCHE-ORIENT
7. ASIE
8. A TRAVERS LE MONDE

POLITIQUE

8. Le remaniement ministériel : la Constitution fêlée à l'Hôtel de Ville de Paris.
9-10. La rentrée parlementaire au Sénat et à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

- 12 à 14. L'âge d'or de la cardiologie.
- Le capitaine Baril affirme avoir agi sur ordre de l'Elysée.
- Après l'interpellation du correspondant de l'A.F.P. en Corse.
14. PÊCHE.

ARTS ET SPECTACLES

- 15 à 17. CINÉMA : entretien avec Lillian Gish ; Tout savoir sur Carl Dreyer ; Entretien avec Gilles Delaure à propos de son livre *Cinéma-1, l'image-mouvement*.
18. UNE SÉLECTION
20 à 23. PROGRAMMES DES SPECTACLES.
24. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

28. ÉTRANGER : les sociaux-démocrates suédois affrontent un automne difficile.
- SOCIAL
- LOGEMENT.
30-31. AFFAIRES : M. Fabius présente le plan productique.
- Au Videcom 1983, Philips présente sa caméra magnéscope 8 mm.
31. TRANSPORTS : M. Chadeau veut réduire de 2 milliards de francs le déficit de la S.N.C.F.

**RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (14) :**
- Journal officiel : Météorologie ; Mots croisés.
- Annuaire classé (26-28) ; Carnet (25) ; Marchés financiers (33).

Le numéro du « Monde » daté 5 octobre 1983 a été tiré à 495 089 exemplaires

(Publicité)

ORDINATEURS

**48 K° de MEV
3730 F 99/4A)**

Chez Duriez
+ Basic étendu ou Logo II

AUJOURD'HUI, Texas est encore moins cher ?
Chez qui ? Chez Duriez, toujours en flèche pour l'informatique. Duriez vend, toutes taxes et conseils compris (I.T.C.C.) :
- Texas 1.99/4A, unité centr. 1750
Périphériques : Boîtier... 990
MEV (mém. vive) 32 K° : 990
Contrôleur 1490 • Lec. dis. 2080
Interface 232 pr. imprimé 1130
25 programmes éducatifs dont, enfin en français, la célèbre Logo II, accessible enfants... 990
Sans compter 80 programmes de super-jeux faciles et difficiles ; gestion personnelle facile ; enseignement facile de tout ou presque.
Chez Duriez, 132, Bd St-Germain, 9 h 30 à 19 h, sauf lundis.
Banc d'essai Micros, 24 pages contre 3 lmb.

A B C D F G

Aux Philippines

Une nouvelle pièce au dossier de l'affaire Aquino

Au lendemain de l'assassinat par le président Reagan de sa visite aux Philippines, une nouvelle pièce est venue s'ajouter au dossier sur l'assassinat du dirigeant d'opposition Benigno Aquino, à Manille, en août dernier. En effet, selon un expert japonais, M. Matsumoto Suzuki, qui a analysé la bande-son d'un reportage de la chaîne américaine de télévision A.B.C. lors du meurtre, la voix qui avait crié quelques instants avant les coups de feu « Laissez-moi le faire ! » était la même que celle d'un des soldats montés dans l'avion qui amenait Aquino (voir le Monde du 29 septembre). Ce qui confirmerait l'hypothèse selon laquelle Aquino a été assassiné par des membres des forces de l'ordre et non par un civil isolé agissant pour le compte de P.C. philippin, comme le soutient la thèse officielle.

D'autre part, le président Marcos, dans une interview à la télévision américaine, a affirmé qu'il n'était pas offensé par la décision de M. Reagan et que celle-ci ne signifiait nullement un « lâchage » de son régime par Washington. Il a montré une lettre du président américain exprimant sa « confiance dans ses capacités de

contrôler la situation ». M. Marcos a qualifié de « rumeurs infondées » les déclarations de l'opposition lui demandant de donner sa démission.

Par ailleurs, le *Journal officiel* a publié le décret présidentiel n° 1834 imposant la peine de mort ou la réclusion à perpétuité pour les personnes accusées de rébellion et de sédition, ainsi que pour celles qui auraient prononcé des discours séditionnaires ou écrit et fait circuler des pamphlets, autogouvernementaux. La peine prévue auparavant était de douze ans de prison. Ce décret avait été signé le 17 janvier par M. Marcos, mais tenu secret depuis lors.

Enfin, alors que la monnaie philippine, le peso, a été dévaluée de 30 % en raison de la crise économique, la grève des vingt-deux mille employés des deux bases militaires américaines - Subic Bay et Clark - en est à son troisième jour. Pour rompre les grèves, qui risquent de compromettre les opérations de secours des militaires de Guam et envisagent d'envoyer des militaires d'autres bases du Pacifique. (U.P.I., Reuters, A.F.P.)

MALGRÉ L'AVIS TRÈS RÉSERVÉ DU HAUT COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Le pont de l'île de Ré sera construit

Le pont reliant l'île de Ré au continent sera construit, malgré l'avis très réservé du Haut Comité de l'environnement, réuni le 4 octobre à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie. C'est le sentiment partagé par les cinquante-cinq membres du comité après les interventions du commissaire de la République de Charente-Maritime et surtout la plaidoirie de M. Philippe Marchand (P.S.), président du conseil général. « Les dix communes de l'île de Ré sont pour ainsi dire quarante-cinq conseillers sur quarante-cinq », a-t-il précisé.

En fait, les membres du Haut Comité qui sont hostiles au principe même du pont se sont résignés. Ils demandent maintenant des garanties, et des « mesures de sauvegarde », comme l'indiqua M. André Holleaux, président du Comité législatif d'information écologique (Coline).

Sur les autres points examinés le 4 octobre, on retiendra l'avis, également réservé, du comité sur le barrage des Châtelliers sur la Creuse.

LA BAISSSE DU DOLLAR ET LA HAUSSE DU MARK S'ACCÈLÈRENT

La baisse du dollar sur les marchés des changes, amorcée en début de semaine, s'est accélérée mercredi 5 octobre. La monnaie américaine est revenue de 2,42 DM à 2,5950 DM, représentant sous la barre de 2,60 DM pour la première fois depuis le 22 juillet. A Tokyo, elle a fléchi de 234 yens à 232 yens.

A Paris, le repli du « billet vert » a été moins accentué, à 7,93 F contre 7,97 F, en raison d'un affaiblissement du franc par rapport au mark. La monnaie allemande, très déprimée ces derniers mois, se raffermie vivement par rapport au dollar, comme on l'a vu, et sa position s'est nettement améliorée au sein d'un système monétaire européen assez perturbé, en outre, par la grande faiblesse du franc belge, qui le soumet à une forte tension.

En conséquence, le cours du mark à Paris a continué de s'élever, battant tous ses records à 3,0560 F contre 3,04 F la veille. La rapidité de cette hausse préoccupe quelque peu les autorités monétaires dans la mesure où, contrairement à la bonne tenue du franc depuis la dévaluation de mars dernier, elle amène l'étranger à se poser quelques questions. Les taux de l'euro-franc (francs extérieurs détenus par les non-résidents), baromètre de la confiance dans la monnaie française, ont commencé à se tendre légèrement (16 % contre 15 1/2 % à six mois). Ce n'est pas de la défiance, ni le début d'une attaque contre le franc, simplement de la vigilance. Par ailleurs, il est certain que la baisse du dollar est fondamentalement bénéfique. Sa conséquence normale, toutefois, est le réveil du mark, au détriment des monnaies moins favorisées, franc belge, lire, franc français.

INITIEZ-VOUS A LA MICRO-INFORMATIQUE
ic
Stages intensifs
en semaine
Formule du samedi ou du soir
(1) 544.05.14
INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

considéré par plusieurs comme « sans intérêt économique réel », mais souhaité localement « pour la redynamisme ». Quant au barrage de Champsanglard (Creuse) dont les travaux ont déjà commencé, il est manifestement trop tard pour s'y opposer. Les associations écologistes, au demeurant, n'en ont pas fait un cheval de bataille, pas plus d'ailleurs que de l'agrandissement de l'aéroport de La Rochelle, qui n'a pas été évoqué à la séance. Le secrétaire d'Etat ne veut pas gêner l'ancien ministre de l'environnement, maire de La Rochelle, M. Michel Crépeau, actuellement ministre du commerce et de l'artisanat.

S'agissant des nouvelles modalités pour les enquêtes publiques, le Haut Comité souhaite que les textes soient rapidement le jour. Tous les membres considèrent comme un progrès les nouvelles missions imparties aux commissaires-enquêteurs chargés des études d'impact.

Quant à la convention signée l'an dernier entre Electricité de France et le ministère de l'environnement, il est, semble-t-il, trop tôt pour en évaluer la portée. Selon M. Jean-Claude Roure, secrétaire général du Haut Comité, elle aurait déjà permis d'obtenir des résultats pour la dépose des lignes électriques inutilisées lorsqu'elles traversaient des sites « remarquables ». Beaucoup reste à faire, notamment tout ce qui concerne la vidange des barrages et la protection de la faune des rivières.

R.C.

LE PRÉSIDENT DE L'OPEP S'INQUIÈTE DE LA PRODUCTION EXCESSIVE DES PAYS MEMBRES

M. Mansour bin Odeh, ministre du pétrole des Émirats arabes unis et président en exercice de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), a déclaré, dans une interview au quotidien saoudien *Al Sharq Al Awsat*, que le comité de surveillance de l'organisation pourrait se réunir dans l'obligation de convoquer une réunion extraordinaire pour examiner le problème de la surproduction. « Les pays de l'OPEP, a-t-il estimé, dépassent, actuellement, de 1 million de barils par jour, environ, le plafond de production fixé en mars dernier (17,5 millions de barils par jour) ». Le président de l'OPEP précise qu'il a adressé des messages aux pays ne se conformant pas aux quotas de production qui leur avaient été alloués.

**TISSUS
COUTURE
L'ORIGINALITÉ
ET L'ESPRIT
DE LA MODE
RODIN**
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

L'avenir de l'école privée

LE CHANOINE GUIBERTEAU : « LE GOUVERNEMENT N'A PAS L'INTENTION DE NOUS NATIONALISER »

« Nous sommes certains que le gouvernement n'a pas l'intention de nous nationaliser. Cela serait déjà fait », déclare le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, dans une interview à l'A.C.P. « Nous pensons au contraire qu'il a la volonté de respecter un enseignement privé soutenu par l'opinion ». Le responsable de l'enseignement catholique en France précise aussi que, s'il n'est pas question d'évaluer des propositions qui relèveraient d'une « intégration rampante », il existe des points sur lesquels on pourrait négocier avec le gouvernement.

M. Edmond Maire : « Ne pas se laisser abuser par les « va-t-en-guerre »

« Il ne faut pas que l'opinion publique se laisse abuser par les déclarations « va-t-en-guerre » sur la bataille scolaire », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., mardi 4 octobre, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Selon M. Maire, il existe « une volonté majoritaire, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition pour trouver un accord stable sur l'avenir de l'école » et, de chaque côté, « des responsables qui souhaitent arriver à un accord ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a aussi dénoncé l'« instrumentalisation des associations de parents d'élèves par les partis d'opposition, dont le but n'est pas la fin de la bataille scolaire, mais le pouvoir ». M. Edmond Maire, qui a rappelé la revendication de la C.F.D.T. pour une « école unique pluraliste », a estimé qu'une rénovation profonde du système scolaire doit permettre d'établir « une émulation entre des établissements responsables de leur projet en dehors de la bataille permanente entre deux réseaux scolaires, qui nous fait passer à côté du problème essentiel, celui de l'échec scolaire ».

Enfin, M. Maire ne comprendrait pas que « des enseignants du privé se voient refuser la liberté de choisir le statut de la fonction publique si on leur propose sur une base volontaire ».

LA SITUATION TEND A REDEVENIR NORMALE AUX P.T.T. ET A LA S.N.C.F.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y « récupérer » divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

**L'ORDINATEUR
PERSONNEL**
Les réponses
à toutes les questions
des non-spécialistes sur
l'acquisition et l'usage
professionnel d'un
micro-ordinateur
20 FF chez votre marchand
de journaux.

Les sommaires d'octobre

● LE MONDE DIPLOMATIQUE : la peur européenne à l'ombre des Pershing

Deux articles ouvrent le numéro d'octobre du *Monde diplomatique*. Claude Julien analyse la controverse sur le déploiement des Pershing en Europe, à la lumière du débat qui a lieu aux États-Unis sur ce sujet. Eric Rouleau examine le mécanisme qui a amené la force américaine à intervenir dans le drame libanais. Un article détaillé décrit en outre la minime phalange sur les rouages de l'État libanais.

La destruction au vol du Boeing sud-coréen, une fois de plus, attire les regards sur « Les tensions dans le Pacifique du Nord-Ouest » ; Michaël Klare apporte des informations sur

cette « zone d'immédiat vital pour l'Union soviétique », pendant qu'une autre étude décrit le développement de la puissance militaire des États-Unis dans cette région.

Le même numéro contient un important dossier sur l'Argentine, où des élections ont lieu à la fin du mois, avec une nouvelle de Julio Cortázar, puis des articles sur la Bolivie, le Congo, l'économie chinoise, le cours aux armes chimiques, et une longue enquête de Paul-Marie de la Gorce intitulée « Les socialistes français et les choix de politique étrangère ».

★ Le numéro : 10,50 F.

● LE MONDE DE L'ÉDUCATION : le pouvoir dans l'école

Plus de douze millions d'élèves, un million cent mille fonctionnaires (dont six cent mille professeurs) : qui commande dans l'éducation nationale ? Le ministre, les syndicats, l'administration, les parents ?

L'enquête du *Monde de l'éducation* décrit et analyse les pouvoirs administratifs, pédagogiques et syndicaux, ceux de l'inspection et des différents conseils, et examine l'avenir de la décentralisation et de l'autonomie. Conclusion : le bateau n'est pas ivre, mais on se demande bien comment ça marche.

Egalement au sommaire de ce numéro, un « bilan des zones d'éducation prioritaire (ZEP) : faits de moyens, blocages par d'innombrables pesanteurs, l'idée, gênante, de la gauche - faire plus pour ceux qui ont moins - s'est peu à peu vidée de sa substance, malgré quelques admirables réussites. Mais les bons sentiments ne suffisent pas. Et dans sa série sur les « jeunes face à la crise », le *Monde de l'éducation* présente les fondateurs, les barbares, les innovateurs : « Ceux qui créent des entreprises ».

★ Le numéro : 10,50 F.

● DOSSIERS ET DOCUMENTS : le livre et la lecture en France

L'édition française a doublé sa production ces vingt dernières années, mais un Français sur quatre n'achète encore aucun livre. Et nombreux sont les élèves qui sortent du système d'enseignement en sachant à peine déchiffrer un texte. La création littéraire a parfois du mal à se situer entre la culture et le marketing, et les éditeurs trouvent difficilement leur route entre la fidélité - parfois pesante - aux traditions et les exigences du développement.

Le *Monde* dresse en seize pages un panorama du livre et de la lecture en France. Les articles choisis par Josiane Kerleroux et Anne-

Marie Roux, professeurs de lettres, sont complétés par des chroniques de Bertrand Poirot-Delpech sur « le métier d'écrivain », de Bernard Alier sur le journalisme et la littérature, et de François Bort sur la fonction de critique.

Statistiques, rappels historiques, bibliographie, viennent à l'appui des enquêtes et des témoignages, et font de ce dossier un instrument de travail dont l'austérité est adoucie par les dessins de Cagnat et Plantu et par un glossaire de l'humour, parfois féroce, fera les délices des initiés... et des autres.

★ Le numéro : 10 F.

● LE MONDE DE LA MUSIQUE : des aborigènes aux robots

Le tennis et le voile ne sont pas seuls à vivre à l'heure australienne. L'Australie fait la « une » des affiches de concert grâce au Festival d'automne. Le *Monde de la musique* consacre une série d'études et de reportages à ce continent, dont seule la production cinématographique avait, jusqu'à présent, franchi les frontières. A l'inverse de l'imagerie de *Mad Max*, ce sont cette fois des danseurs et des chanteurs aborigènes qui viennent jusqu'à nous. Quelle valeur esthétique convient-il d'attribuer à l'art primitif ? Peut-on assister à des pratiques rituelles comme à un spectacle ? Voilà quelques-unes des questions que pose ce « choc

culturel » à peu près sans précédent. Fruit du mariage de la miniaturisation et du laser, le compact disc est apparu il y a deux ans comme une révolution technique considérable, comparable à la stéréo. Depuis, les recherches ont avancé, et il semble que la C.D. ne soit plus qu'une étape dans la robotisation et l'intégration de la diffusion musicale. Le *Monde de la musique* commande, dans ce même numéro, la publication d'une série d'articles de prospective sur la « musique vivante » est-elle encore concevable à l'ère de l'informatique, des vidéo-clips et des satellites ?

★ Le numéro : 15 F.

un semestre aux USA

de janvier à mai 84 (délai des inscriptions 1^{er} déc) : immersion linguistique sur le campus d'une grande université de Floride. Tous niveaux. Bac. Dug. Maîtrise... également, préparation annuelle au B.A. ou MASTER en septembre 84.
FLORIDA E.U. C.O. CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 NEUILLY, 722-84-84

(Publicité)

En promotion exceptionnelle
jusqu'au 15 novembre
4 quarts KRITER pour le prix de 3



Piano Center

PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense). 781.93.11
PIANOS, ORGUES, SYNTHÉS :
122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre). 857.63.38
Rue Hélène-Boucher, Z.I. 78360 BUC (Versailles). 956.06.22

4941001520